

POLITIQUE PRAGMATISTE ET SOCIAL SETTLEMENTS

DE NOUVEAUX PUBLICS
AUX ÉTATS-UNIS À L'ÈRE
PROGRESSISTE

DANIEL CEFAL

Pourquoi étudier encore les *social settlements*, ce type d'organisation civique qui paraît dépassé depuis près d'un siècle ? Après une description des activités proposées en matière de travail social, de droits des femmes et des enfants, d'accueil des migrants, d'éducation ou de santé, l'article livre quelques éléments d'analyse de ce mouvement social. Le lien des *settlements* avec le pragmatisme est examiné à travers les relations personnelles qui existaient à Chicago entre Dewey, Mead, Tufts ou Thomas et leurs familles et Jane Addams, Mary McDowell ou Graham Taylor – les fondateurs de Hull House, du University of Chicago Settlement ou du Chicago Commons. Mais les *settlements* sont surtout des lieux d'enquête, d'expérimentation et d'éducation progressiste. Ils se battent pour la liberté politique de migrants anarchistes. Ils contribuent à inventer de nouvelles formes de travail social et d'organisation communautaire, en rupture avec la charité et la philanthropie privées. Ils articulent une nouvelle rhétorique civique et politique et posent les fondements de certaines politiques sociales de l'État-Providence. Et tout en restant soucieux de « reconstruction sociale » de leurs quartiers d'implantation, ils sont partie prenante de réseaux d'organisations civiques à l'échelle nationale et internationale. Ce texte de présentation introduit à un certain nombre de traductions de Jane Addams, Mary K. Simkhovitch, George H. Mead et John et Evelyn Dewey.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; JANE ADDAMS ; ÈRE PROGRESSISTE ; SOCIAL SETTLEMENTS ; TRAVAIL SOCIAL ; ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE.

Dans la nouvelle édition de *The Encyclopedia of Social Reform* (1908), les *social settlements* sont définis comme « des maisons dans les quartiers les plus pauvres de la ville où des femmes et des hommes éduqués vivent en contact personnel et quotidien avec les travailleurs » (Montgomery, 1908 : 1106)¹. Des personnes qui proviennent des classes supérieures, habitées par un idéal de justice sociale, désireuses de surmonter les barrières de statut et aspirant à sortir des murs de l'Université, viennent vivre en « résidence » au sein d'une population défavorisée pour tenter de résoudre, en pratique, avec leurs voisins, un certain nombre de problèmes. On l'a oublié, mais un véritable engouement s'était emparé des jeunes privilégiés, souvent passés par une éducation supérieure, des années 1890 à la Première Guerre mondiale, pour le projet de bâtir leur « foyer au milieu d'autres foyers » dans des quartiers populaires. Aller vivre dans un *settlement*, ou participer à ses activités, était une véritable « aventure » dans laquelle Jane Addams (1892-93), qui venait de créer Hull House, voyait « une nouvelle impulsion vers un vieil évangile » et Robert A. Woods (1893 : 57), qui venait de prendre en charge Andover House à Boston, décelait une « impulsion morale » analogue à celle des Croisades. Un certain nombre de fonctions étaient assignées aux *settlements* : celle d'éduquer les masses de migrants « entassés dans des quartiers congestionnés », inconscients de leurs droits les plus élémentaires en matière de droit du travail ; les aider à se battre contre le travail de nuit des enfants et des femmes ou pour la mise en place d'assurances accident, chômage ou maladie ; servir de médiation entre les leaders naturels de groupes en mal d'américanisation et les institutions publiques (Woods, 1899 : 79) et, donc, lancer un pont entre les élites des beaux quartiers et « l'autre moitié » (*The Other Half* : Riis, 1890) ; parfois aussi, « américaniser » les migrants au sens de réorienter leur loyauté vers leur nouveau pays, les aider à surmonter leurs différences linguistiques, culturelles et religieuses et leur permettre de prendre pied et de trouver place aux États-Unis (Daniels, 1920) ; ou encore restaurer dans les quartiers des métropoles quelque chose de « la vie saine de village, afin que les gens se connaissent et prennent soin les uns des autres » (Woods, 1893) ; parer aux déficiences les plus

criantes des institutions de santé ou d'éducation – en créant une médecine et une infirmerie communautaires et en opérant comme une « Université pour les oubliés (*overlooked*) » (Brooks, 1925 : 732); suivre les enfants depuis le berceau, leur créer un milieu de vie acceptable, les éloigner des gangs et les envoyer à l'école, éviter que leurs familles n'explosent ou qu'ils ne choisissent le chemin de la délinquance, et leur offrir de vraies chances de réussite sociale.



Chambre à coucher prise au flash, Tenement House NYC
(Robert W. DeForest & Lawrence Veiller, 1903, *The Tenement House Problem*,
New York, Macmillan, vol. 1, p. 437).



Trois gamins de rue, Lower East Side, NYC (légende initiale : « Street Arabs in the Area of Mulberry Street ») (Jacob Riis, 1890, *How The Other Half Lives : Studies Among the Tenements of New York*, New York, Charles Scribner's Sons).



Chambre garnie pour une famille de cinq enfants, Chicago (Sophonisba Breckinridge & Edith Abbott, 1910, « Chicago's Housing Problem : Families in Furnished Rooms », *American Journal of Sociology*, 16, 3, p. 302).

Mais, on l'oublie souvent, le *settlement* n'était pas seulement une œuvre d'assistance aux plus déshérités. Il avait aussi pour projet, aux yeux de plusieurs de ses promoteurs, de réaliser l'idée d'une « nation auto-gouvernée » (Woods, 1893 : 57-58), en tout cas à l'échelle locale, de former des communautés fortes, efficaces et autonomes, capables de s'auto-organiser et de s'auto-administrer. Première version du *community organizing*, le mouvement des *settlements* se voulait au cœur de la « reconstruction sociale » (Cefaï, 2020b) d'une République fondée sur l'égalité et sur le droit. Cette expression de « reconstruction sociale » émerge dans les discours de L. T. Hobhouse, Sidney Webb ou Charles Booth, en Angleterre, au début des années 1890, on la retrouve sous la plume de pionniers de la sociologie comme Albion Small ou Edward A. Ross, et elle finit par devenir un leitmotiv cristallisant les espoirs de réforme sociale de toute une génération, des chrétiens sociaux aux socialistes municipaux². Rapidement, le succès des *settlements* est tel que certains craignent d'y voir une mode passagère, pour gens de bonne famille, où se perde le projet de « service social », et, pire encore, une façon pour certaines élites de satisfaire une espèce d'exotisme social³. Woods (1899 : 67) se méfie de l'imagerie répandue à l'époque de « la fleur de la jeunesse du pays, enflammée par un nouveau sens de la chevalerie, établissant des avant-postes de civilisation parmi les hordes supposées barbares qui menacent la ville moderne ». Mais peut-on réduire ce mouvement social à l'engouement d'une partie des élites, tourmentés par leurs sentiments moraux ? Plus tard, la critique se fera plus mordante encore. On verra tour à tour dans les *settlements* une réaction de milieux protestants, provenant de petites villes, vivant la modernité urbaine et industrielle comme une menace pour leur statut, substituant au mieux l'Évangile par Darwin et endossant une idéologie scientiste et technocratique. Ou encore on les confondra avec ces associations qui formulaient leurs revendications progressistes sur fond de sectarisme, de nativisme et de racisme, obsédées par la restauration de l'ordre moral contre la boisson, la prostitution et la délinquance, et aspirant à restaurer une communauté organique – un idéal régressif, au déni des violences de la lutte de classes et des enjeux du capitalisme agressif du tournant du

siècle. Cette vue sera fixée, avec talent, par les enquêtes interprétatives de Richard Hofstadter sur la réforme sociale (*The Age of Reform*, 1955), ou par celles de C. W. Mills sur la sociologie des problèmes sociaux (Mills, 1943) et sur la pensée pragmatiste (*A Sociological Account of Pragmatism*, Ph. D. 1942/1964), qui ont forgé une bonne part des critiques que l'on continue d'adresser à ces expérimentations sociales. En sociologie, on en retrouve des échos dans l'analyse de la « politique de statut » que mène Joseph Gusfield dans *Symbolic Crusade* (1963), à propos de la ligue antialcoolique, la Woman's Christian Temperance Union, analyse qui, sous certains aspects, serait applicable à la population de certains *settlements*. William F. Whyte (1941) et Herbert Gans (1964) ont formulé, eux aussi, des critiques sociales, fondées sur une connaissance de première main des *settlements* des années 1940 et 1960. La New Left a enfin alourdi la charge avec le portrait de « l'invention de la délinquance », brossé par Anthony Platt dans *The Child Savers* (1969), publié en pleine période de contestation des années 1960, d'incubation d'une « sociologie insurgée » et d'une « criminologie radicale ». Dans les *settlements*, les femmes et les filles de la classe dominante, débordantes de bons sentiments, réparent les dégâts et soulagent les maux causés par leurs pères et maris ! La main gauche exploite et réprime, la main droite cajole et soigne – ce que restitue assez bien l'expression *Charities & Corrections* née sous l'ère victorienne.

Pourquoi revenir, alors, sur cette forme d'organisation civique, dont tout le monde s'accorde pour dire qu'elle est historiquement dépassée depuis un siècle ? De quoi s'agissait-il précisément ? Quelle a été sa portée ? De quelle façon le pragmatisme a-t-il infusé dans les *settlements*, et au-delà dans le mouvement progressiste ? Et comment celui-ci a-t-il, en retour, nourri les visions du civisme et de la politique que nous percevons aujourd'hui comme étant celle des « pragmatistes » ? Par quels processus les coordonnées du Social Gospel se sont-elles sécularisées et transformées, et la croyance dans les pouvoirs de la discussion, de l'enquête et de l'expérimentation s'est-elle diffusée et généralisée pour une bonne partie de ces activistes (Fischer, 2013b) ?

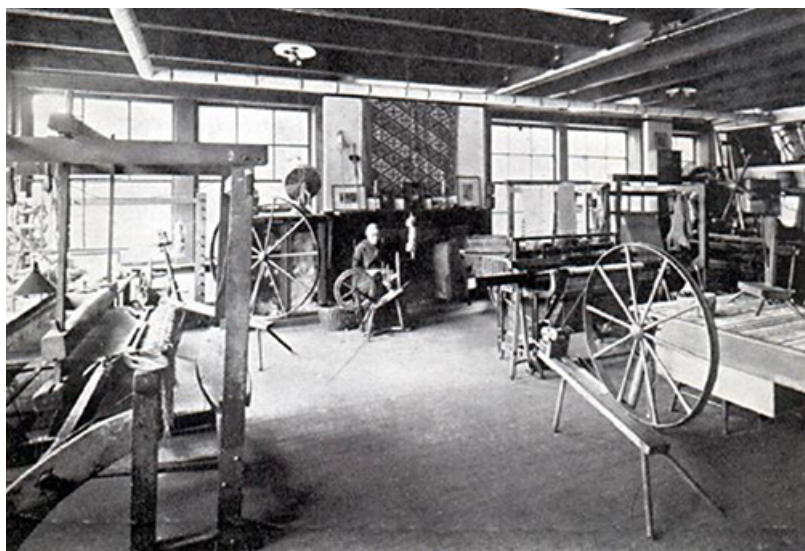
De quelles façons la politique du pragmatisme – celle de Dewey et Mead, mais aussi celle d'Addams ou de Follett – est-elle débitrice, au moins des années 1890 à la Grande Guerre, de l'expérience des *settlements*? On peut, sans trop de risque, voir en ceux-ci une forme prototypique de l'organisation communautaire et du travail social qui se professionnaliseront après la Grande Guerre. On peut aussi retracer les actions des *settlements* en matière de loisir, de santé et d'éducation : on y compte ainsi, en 1911, dans les 413 *settlements* recensés, approximativement 90 stations de distribution de lait, 210 cours de cuisine, 310 de couture et 70 de broderie, une vingtaine de camps d'été et plus de 200 centres aérés (*Fresh Air agencies*) organisant pique-niques ou excursions, plus d'une centaine de gymnases et près de 250 cours de gymnastique, 110 cours de danse, 40 menuiseries et environ 25 imprimeries, divers ateliers de ferronnerie, de chapellerie ou de vannerie, une centaine de salles de lecture et 340 bibliothèques (de livres ou d'images), souvent des annexes (*branches*) du système de bibliothèques publiques de la ville, des chorales et des cours de musique, sans compter des bureaux d'aide légale, des salles des fêtes et des salles de billard, des terrains de jeux, des caisses d'épargne (*penny provident banks*), des cours du soir et de soutien scolaire, ou des clubs pour garçons et filles de tous âges.



Acteurs du théâtre de Hull-House dans une pièce irlandaise non identifiée (The Jane Addams Memorial Collection. University of Illinois, Chicago).



Lewis W. Hine, Classe de tricot au Henry Street Settlement (Mai 1910, Library of Congress, Domaine public: LC-DIG-ncllc-04574).



Musée du travail de Hull House (Labor Museum) (Hull House Year-Book 1916).



Équipe de basket féminine de Hull House, 1909 (Jane Addams Papers Project : <https://janeaddams.ramapo.edu/2019/12/womens-hoops-at-hull-house/>).

Les *settlements* ont la charge, avec d'autres groupes d'activistes, de « reconstruire » certaines institutions (comme les œuvres charitables – les *Charities*), « d'élargir leur fonction et de faire progresser leur idéal », nous dit Addams (1902 : 78), ou, en leur absence, de créer des alternatives de toutes pièces. Ils sont le fer de lance des agences qui assurent la médiation avec les migrants, inventent de nouvelles formes de pédagogie, traduisent en actes les droits des enfants et des femmes, accompagnent la naissance d'un droit au loisir et revendiquent le droit de vote féminin. Ils expérimentent et développent des dispositifs sociaux et sanitaires, souvent repris, amplifiés, professionnalisés et normalisés par les pouvoirs publics. Ils obtiennent de véritables succès en matière de droit des entreprises, droit du travail, droit de la consommation, droit électoral, droit des enfants et des adolescents et contribuent à semer les graines des futurs mouvements en faveur des droits civiques et des libertés publiques. Les *settlements* sont les opérateurs d'une nouvelle solidarité sociale, en passe de se substituer à la charité privée. Cette solidarité s'inscrit dans le registre du droit et se fonde sur un compromis entre justice

sociale, propriété commune et liberté individuelle⁴. Les *settlements* sont partie prenante d'une dynamique collective, hétéroclite, mais en même temps fortement articulée autour d'objectifs communs et de perspectives communes, qui va tenter de rompre avec les conséquences néfastes du « laisser-faire laisser-aller », et les thématiser comme des problèmes publics auxquels donner une réponse. Ce faisant, ils vont poser quelques bases de l'État-Providence qui se mettra petit à petit en place et trouvera sa pleine expression sous le New Deal.

Mais, au tournant du siècle, ce sens de la solidarité sociale cherche encore à se nommer. Il se dit dans les catégories du « social » ou du « commun », mais il se perçoit aussi dans les relations ordinaires entre personnes sous la figure de la fraternité ou de l'amitié, de la loyauté ou de l'hospitalité, autant de catégories que l'on retrouve au fondement d'une « éthique sociale »⁵. Il trouve à s'exprimer dans des actions qui visent les lois et les institutions au niveau municipal, étatique et fédéral, mais il continue de prendre pour référent le voisinage (*neighbourhood*) comme lieu et milieu de la vie communautaire. Les *settlements* ont cette caractéristique de mener des politiques d'envergure, qui vont avoir des conséquences à grande échelle et dans le long terme, et de développer de plus en plus dans le temps des standards d'efficacité et de rationalité dans leurs activités : travail social et organisation communautaire vont se professionnaliser et s'institutionnaliser. Mais, en parallèle, les *settlements* continuent de privilégier le travail de proximité dans leurs quartiers d'implantation et persistent à défendre une conception du service social qui ne soit ni celle de la charité privée, portée par les missions religieuses, ni celle de la « charité abstraite », développée par les organisations caritatives. Après 1918, cependant, une bonne partie de leurs innovations auront été reprises par des communautés professionnelles ou seront inscrites dans des institutions publiques : les *settlements* tendront à devenir des agences de loisir, de travail social et d'éducation populaire, et oublieront petit à petit leurs idéaux réformateurs (Trolander, 1987). Nombre de leurs activistes vont devenir des fonctionnaires, des experts ou des lobbyistes, et continuer leur service social tout en se pliant à de

nouveaux standards venus d'en haut – la distribution de budgets par des agences fédérales et par des caisses communautaires étant assortie de l'imposition de contraintes réglementaires. On laissera ouverte la question de savoir si le projet civique et politique, ancré dans un sens de la proximité (*neighborliness*), investi dans les relations et les affiliations au quartier, est délaissé en raison du peu de succès de la bataille pour un « bon voisinage »⁶, ou au contraire s'il s'est éteint parce qu'il a trop bien réussi à se fixer dans des formes institutionnelles ; ou encore si les transformations du capitalisme contemporain, des conflits sociaux et des politiques publiques l'ont rendu caduc dans sa première formule. Il en restera, outre la redéfinition de la notion de « service social » et le déploiement du projet d'« organisation communautaire », une nouvelle architecture de la société civile et de ses transactions avec les pouvoirs publics. John Dewey et James H. Tufts ont été de bons sismographes de ces séismes sociaux dans leur chapitre « Civil Society and Political State » de l'*Éthique* (1908 : chap. XXI). Ils y énoncent un « critère moral de l'activité politique » (*ibid.* : 482-483) auquel Addams, Woods ou Wald auraient sans doute souscrit : « Le critère moral qui permet de juger [ou de tester : *to try*] les institutions sociales et les mesures politiques peut se résumer comme suit : il s'agit de savoir si une coutume ou une loi donnée libère les capacités individuelles de manière à les rendre disponibles pour le développement du bonheur général ou du bien commun. Cette formule énonce le critère en mettant l'accent du côté de l'individu. Du point de vue de la vie associée, on peut l'énoncer dans ces termes : le test (*test*) est de savoir si l'organisation et l'ordre publics, généraux, sont organisés de manière à égaliser les chances (*equalize opportunity*) pour tous. » (*Ibid.*). On peut s'interroger sur cette coïncidence présumée entre réalisation de l'intérêt public et épanouissement de la personne privée, et se demander si réformisme et pragmatisme ne sous-estimaient pas les contradictions et les paradoxes qui grèvent les passages de l'un à l'autre processus. Ce point serait ici trop long à traiter. Ce que l'on retiendra, c'est la congruence de l'action de nombreux *settlements* avec l'interrogation de Dewey et Tufts sur le lien entre moral, légal et politique, et avec leur diagnostic du développement de nouveaux

standards sociaux, droits civils et obligations économiques. L'action des *settlements* inventera de nouvelles grammaires de la responsabilité, du droit et du tort (qui auront des traductions institutionnelles et juridiques) et des conceptions du pluralisme culturel, de la justice sociale et de l'État Providence. Et, sans surestimer la portée des idées dans le déploiement de ces processus sociaux, le pragmatisme (en particulier celui de Jane Addams) est la philosophie (dans les domaines de la connaissance, de la morale et de la politique) qui a le mieux incarné cette petite révolution de l'ère progressiste.

UN PREMIER APERÇU PAR JULIA LATHROP

Voyons ce qu'en dit Julia Lathrop, l'une des pionnières de cette histoire, longtemps résidente de Hull House, si proche de Jane Addams que celle-ci lui consacrera un livre, *My Friend, Julia Lathrop* (1935).

En 1896, Lathrop n'est encore qu'une des résidentes permanentes de Hull House. Elle vient de publier sa contribution aux *Hull House Maps and Papers* (1895) sur « The Cook County Charities ». Elle a pendant des années, à la demande du gouverneur Altgeld, enquêté pour le compte de l'Illinois Board of Charities sur les institutions caritatives du comté de Cook : le County, le vieil hôpital sur-congestionné, où les élus politiques avaient encore, par un système de patronage, le pouvoir de nommer leurs protégés aux postes de médecins et personnels soignants, sans égard pour leurs compétences ; Dunning, l'asile psychiatrique, lié à un hospice d'indigents (décrit en 1889 par le juge Prendergast comme « une tombe pour les vivants ») ; et la Chicago House of Corrections, la prison du comté (avant la construction en 1928 de la Cook County Jail), laquelle prison comprenait une clinique psychiatrique où se mêlaient fous, handicapés, vieillards et misérables. Lathrop conclut son enquête par une profession de foi qui vaudrait pour les réformateurs de l'époque, en particulier pour les résidents des *settlements*, et dont l'écho s'est fait entendre chez les pragmatistes : « Il n'y a pas de mauvaise administration qui soit suffisamment forte pour perdurer, une fois portée à l'attention et à

la connaissance du public » (1895 : 161). Dans la foulée, Julia Lathrop, Jane Addams et Lucy L. Flower ont fait voter le projet d'un nouveau tribunal pour mineurs par l'Assemblée de l'Illinois, grâce au financement de Mrs Dummer et Mrs Bowen, avec le soutien d'un groupe de femmes des clubs civiques de la ville et des avocats de l'association du barreau de Chicago (Chicago Bar Association). Leur action donnait naissance au fameux tribunal pour mineurs (Juvenile Court) de Chicago (Jeter, 1922), situé à deux pas de Hull House. Elle instituait, en parallèle, une prison séparée pour les mineurs, où le travail et l'étude devenaient des facteurs de rééducation des enfants et des adolescents ; et bientôt l'Institut de psychopathologie pour enfants et adolescents (Juvenile Psychopathic Institute), où William Healy (1915) délivrerait des diagnostics sur leur compte, en croisant histoires de vie et milieux de vie, et qui abriterait une bonne part des enquêtes sur la délinquance de la sociologie de Chicago. On ne répétera jamais assez combien la réforme sociale, le service social et la science sociale étaient étroitement intriqués l'un en l'autre⁷ (Lengermann & Niebrugge-Brantely, 2002 ; Recchiuti, 2007 ; Williams & MacLean, 2015). Notre perception de leur différence résulte d'un processus de spécialisation, d'autonomisation et de professionnalisation, qui a connu un tournant juste après la Grande Guerre⁸.

Ces actions de réforme sociale comptent parmi les finalités principales de ce « mouvement lâche et inorganisé, sans centre ni tête », d'une diversité telle qu'il y a « peu en commun entre certains des *settlements*, sinon le nom et le fait de la résidence » (Lathrop, 1896). Les *settlements* partagent néanmoins une capacité à mener des enquêtes, à produire des faits, à aider à formuler des problèmes et à attirer sur eux la lumière de la publicité. Ils ont la foi en une « éthique sociale » de la solidarité et de l'entraide et en une éthique publique du pilotage de la réforme sociale par des politiques et des institutions intelligentes – qu'ils veulent instaurer à la place du « laisser-faire de la vieille économie politique » et à la place des méfaits du clientélisme et de la corruption politiques. L'enquête en vue de faire émerger, d'éclairer et d'éduquer le public, d'identifier les problèmes sociaux et de leur

donner une solution collective, est au cœur de leur entreprise. Dans son texte « What the Settlement Work Stands For » (1896), Lathrop dessine encore le programme des *settlements* et énonce les grands axes de leur action : une morale de l'intervention pour contrer les maux de la révolution industrielle, mais aussi pour explorer les possibilités offertes par de nouvelles formes d'interdépendance sociale ; une pratique de la « double hospitalité » qui rend possible la « connaissance personnelle » entre voisins de milieux différents et tisse de nouveaux liens sociaux par-delà les nationalités, les races et les classes ; le lancement d'enquêtes sociales, qui développent des techniques d'observation directe et d'analyse statistique, afin d'« acquérir une connaissance un peu plus précise des conditions sociales » ; l'invention de nouveaux types de services publics et d'institutions publiques qui répondent à de nouveaux besoins et qui articulent un nouvel environnement d'entraide sociale, de pédagogie et de loisir ; la mise en place de nouvelles formes de « coopération avec les autorités publiques » afin de résoudre les problèmes de l'urbanisation – hygiène publique, eau et gaz, tout à l'égout, inspection sanitaire, parcs publics et embellissement de la ville.

Et puis Lathrop interprète cette petite révolution qui agite les États-Unis en la rapportant à l'émergence de nouveaux idéaux. « Au moment de la Révolution américaine, il y avait des hommes qui avaient un idéal clair et beau de la démocratie sociale, et il ne fait aucun doute que, dans les conditions plus simples de ce temps-là, elle semblait être assurée par la liberté personnelle et politique qu'ils avaient acquise. » (*Ibid.*). « Ce fut un temps de patriotisme et de sacrifice pour gagner l'Indépendance, un moment de bataille pour de grandes causes : la liberté de la presse et la liberté de religion, le jury populaire et l'assemblée municipale, comme instances de pouvoir indépendantes. » (*Ibid.*). Mais ce qui sonnait héroïque du temps du *Federalist* est devenu, par la force des choses, « du baratin à deux sous, totalement vain » (*idlest and cheapest of clap-trap*). Si l'indépendance nationale et la liberté politique étaient au cœur des revendications de la fin du XVIII^e siècle, à la fin du XIX^e siècle ce sont désormais les

problèmes économiques, industriels et urbains qui l'emportent. Ce dont les contemporains prennent conscience, c'est qu'une nouvelle phase s'est ouverte après la Guerre de Sécession, qui n'a fait que s'accélérer par la suite – une époque qualifiée dans les livres d'histoire de *Gilded Age* (Âge d'or). « La complexité de la vie qui a transformé chaque ménage de producteur autarcique en acheteur, [qui nous a enserrés dans] toutes sortes d'échanges ramifiés, qui nous sont si familiers, mais qui leur [aux anciens] étaient absolument inconnus, n'appelle-t-elle pas un réajustement, une nouvelle compréhension de notre interdépendance sociale ? Notre morale ne serait-elle pas être trop étriquée pour nos relations ? » (*Ibid.*). Suit un diagnostic sur la *Bigness*, représentatif de l'expérience des années 1890, quand tout semble devenir énorme et hors de portée. Comme William James l'écrivait peu de temps après dans une lettre à Mrs Whitman (7 juin 1899) : « Pour ce qui me concerne, ma religion est faite (*my bed is made*) : je suis contre le gros (*bigness*) et le grand (*greatness*) sous toutes leurs formes ! »⁹.

Lathrop, tout comme Jane Addams, Florence Kelley, Mary McDowell ou Lillian Wald auraient pu contresigner le diagnostic de *Bigness*, mais elles ne se seraient pas contentées de cette sorte de détestation esthétique et morale qui était celle de James (Livingston, 2016). Sans doute, groupes d'intérêt et forces physiques donnent naissance à de gigantesques combinaisons d'argent et d'hommes, qui concentrent toujours plus de pouvoir sur leurs semblables. Ces grandes combinaisons semblent s'équilibrer dans des rapports de force, de façon analogue à la « paix armée qui existe entre les puissances européennes », et menacent « le sens éthique de la civilisation » (Lathrop, 1896 : *ibid.*). Comment faire pour forger dans ces conditions une nouvelle nation américaine ? Comment affronter les nouveaux enjeux engendrés par le développement d'un capitalisme sauvage, et, sans renoncer à la liberté politique, restaurer droit et justice ? Comment créer un nouveau régime politique, qui, à la fois, hérite de la matrice républicaine de la révolution de 1776 et institue une forme de « démocratie sociale » ? Les femmes de Hull House ou des *settlements* ont choisi un mode d'action rapproché, centrée sur le quartier,

guidée par une vision familiale ou amicale du lien social – une vision de la citoyenneté qui pourrait se remettre à nous parler, aujourd’hui, où la relocalisation de l’économie et de la politique, à proximité, séduit à nouveau. En même temps, ces femmes ont été aux avant-postes de la lutte nationale et internationale contre l’esclavage et pour le suffrage, elles ont créé d’énormes réseaux civiques qui ont refaçonné la société américaine et elles ont participé au développement des politiques sociales, d’éducation et de santé, de l’échelon du gouvernement municipal à celui de l’État fédéral. Elles ont travaillé comme des fourmis à l’échelle microsociale sans jamais négliger les enjeux institutionnels, législatifs et politiques, pour certains d’envergure nationale et internationale. C’est ainsi que Lathrop, qui avait commencé au début des années 1890 par diriger le Plato Club, club philosophique de Hull House, par faire bénévolement du porte-à-porte dans le Near West Side pour documenter les besoins des familles alentour et par contribuer à la création du tribunal pour mineurs, sera chargée par le président William Howard Taft, en 1912, de mettre en place le Bureau de l’Enfance (Children’s Bureau), qu’elle dirigera jusqu’en 1921.



Children's Bureau 1918-19, Année de l'enfant : « La santé de l'enfant fait la puissance de la nation » (Library of Congress Prints and Photographs, ID cph 3g09867).

Elle sera au centre de la dynamique d’institutionnalisation par le gouvernement fédéral des combats des femmes progressistes pour les droits des enfants, contre leur travail et pour leur scolarité obligatoire. Sous sa direction, le Children’s Bureau engagera la bataille

contre la mortalité infantile et fera voter en 1921 le Sheppard-Towner Act, un moment fort de la création d'une politique de la maternité et de l'enfance, entre la Conférence de la Maison Blanche de 1909 (sur les standards du bien-être de l'enfant) et le Social Security Act du New Deal en 1935 (incluant le bien-être des mères et ciblant les enfants dépendants et handicapés). Les femmes des *settlements* ont été des actrices de premier plan de cette histoire.

UN MOUVEMENT SOCIAL : DE TOYNBEE HALL AUX ÉTATS-UNIS

Où naît cette « impulsion » à s'établir dans des milieux défavorisés avec des visées de réforme (Shapiro, 1978) ? Le mouvement des *settlements* peut être vu comme un mouvement social, qui participait du mouvement progressiste, dont on fixe souvent les bornes entre 1890 et la Grande Guerre¹⁰. Ce n'était pas un mouvement unifié et on croise dans les archives des conceptions multiples, et parfois contradictoires, de la communauté, du conflit et du pluralisme, de la religion, du droit, de la représentation et du gouvernement. Sans doute les *settlements* se rejoignaient-ils sur certains grands thèmes : la restitution du pouvoir au peuple, en tout cas la participation des citoyens, des travailleurs et des consommateurs aux affaires publiques ; la critique des intérêts particuliers des trusts économiques et des machines politiques qui étaient, au début du siècle, les deux bêtes noires des activistes ; le souci de bâtir des environnements de lois et d'institutions qui concrétisent de nouveaux droits et obligations et refondent l'ordre moral ; les appels à la sympathie, à l'esprit de famille, au bon voisinage, à la camaraderie ou à l'amitié en contrepoint des préoccupations de justice sociale (Simkhovitch, 1902).

Cette entreprise s'inscrivait, à l'époque, dans le prolongement d'une histoire commencée en Angleterre avec la création, en 1854, par F. D. Maurice, du Working Men's College, l'ancêtre des Universités populaires, où des étudiants de Cambridge allaient donner des cours. Cette histoire se poursuit avec l'idée de colonie dans les quartiers

déshérités de Londres que développent des réformateurs, chrétiens et socialistes, nommés Thomas Carlyle, Charles Kingsley ou John Ruskin, lecteurs de Woodsworth et de Dickens autant que de Bentham et Mill. Elle se réalise pour la première fois en 1867 avec l'installation d'Edward Denison, fils d'un évêque et neveu d'un parlementaire, dans le district de Stepney – il meurt trois ans plus tard. Elle prend un nouveau tour quand de 1875 à sa mort, en 1883, le jeune Arnold Toynbee passe l'été dans le quartier de Whitechapel, l'un des plus « dégradés » de Londres, auprès de Samuel et Henrietta Barnett, installés depuis 1872 à St Jude's (Barnett & Barnett, 1897/1909 : 239). En juillet 1884, le premier *settlement* est créé et prend le nom de Toynbee Hall. La visée est celle d'un « socialisme praticable » (Barnett & Barnett, 1888), qui projette des postes avancés de culture, d'éducation et de loisir parmi les plus déshérités, qui crée des centres communautaires, sous le leadership d'un résident principal (*head resident*), et dont les membres, en vivant au milieu des gens, apprennent avec eux à identifier leurs problèmes et les aident à les résoudre. Toynbee Hall, à sa fondation, est encore très pris dans une vision religieuse. Dans la conférence donnée à St John's College, qui lui donne naissance, Barnett écrit : « Il y a donc pour le résident de l'University Settlement un idéal qui vaut le sacrifice. Il ne se tourne pas vers une église qui tire sa force de l'esprit de parti, ni vers une communauté qui s'auto-attribue sa propre respectabilité. Il cherche plutôt une communauté [...] où il n'y a plus de faim et de misère, parce qu'il n'y a plus d'ignorance et de péché – une communauté dans laquelle les pauvres ont tout ce qui donne de la valeur à la richesse, dans laquelle la beauté, la connaissance et la justice sont nationalisées. » (*Ibid.* : 108). Cette déclaration, au parfum de christianisme social, va de pair avec des visées civiques. Henrietta Barnett décrira Toynbee Hall, rétrospectivement, comme un « centre d'effort social », irréductible à une agence philanthropique, une institution charitable ou une mission religieuse, un club socialiste ou une université polytechnique. Elle en fera un lieu où « catholiques, religieux, juifs, contestataires, agnostiques » travaillent à la réalisation de leur « devoir civique » (1897/1909 : 263) – le « test de succès » étant « l'atténuation de la suspicion de classe » et le développement

du « gouvernement local » (*ibid.* : 265 sq.). Quelques-uns des ingrédients qui feront les *settlements* nord-américains sont déjà là.

Colonie résidentielle dans l'East End, Toynbee Hall devient l'un des hauts lieux du mouvement réformiste britannique et un lieu de rencontre et de passage de réformateurs du monde entier. Il héberge des étudiants d'Oxford et de Cambridge. Il accueille des programmes de conférences et de cours. Il fonctionne comme un nœud de réseau institutionnel de toutes sortes de sociétés éthiques et organisations philanthropiques – on parlerait aujourd'hui d'une couveuse de projets associatifs. L'un des plus notables est la recherche collective de Charles Booth et de l'équipe de *Life and Labour* (1899 et 1902-03) – dont Beatrice Potter, Stephen Fox, Henry Llewellyn-Smith, Ernest Aves – qui deviendra un modèle pour les enquêtes sociales (*social surveys*) à venir. Ils s'installent à Toynbee Hall et s'en servent comme de leur quartier général, base d'où partent et où reviennent les enquêteurs et où ils élaborent leurs descriptions et leurs analyses. Ils rendent ainsi compte des conditions de vie des ouvriers au moyen de cartes et de tableaux statistiques, mais aussi de budgets par lesquels Booth liste les dépenses et les revenus des familles ouvrières, ou d'ethnographies comme celle de l'atelier de confection où Potter se fait employer (Webb, 1926). Les institutions sociales de leurs quartiers, écoles et églises, clubs et coopératives, sont décrites en détail. En retour, une liste détaillée des activités de Toynbee Hall et Oxford House – l'autre grand *settlement*, créé en 1884 et situé dans un autre quartier populaire, Bethnal Green – nous est aujourd'hui accessible parce qu'elle est recensée dans *Life and Labour* (Booth, 1889 : 122-124)¹¹. Et c'est là, à Toynbee Hall et à Oxford House, qu'est exposée pour la première fois la carte de l'East End de Londres (Topalov, 2004 : 131). On peut imaginer que l'activisme idéaliste de T. H. Green et l'utilitarisme d'Alfred Sidgwick y nourrissaient une sorte d'esprit commun. Les *Fabian Essays in Socialism* rassemblés par George Bernard Shaw (1889) y ont été abondamment discutés. Leonard B. Hobhouse, tenant d'un socialisme libéral et premier détenteur, avec Westermarck, de la chaire de sociologie de l'Université de Londres en 1907, y a fait

ses premières classes (Kloppenber, 1986 : 305). On retrouve Samuel et Henrietta Barnett dans un autre projet, crucial dans l'histoire de l'urbanisme. Ils créent le Hampstead Garden Suburb Trust Ltd et embauchent Raymond Unwin, pour concevoir une cité-jardin, à faible densité – l'antidote de la congestion –, avec de larges voies bordées d'arbres, des haies au lieu des murs entre les maisons, des parcs publics accessibles à tous et une population qui mêle différentes classes sociales. La réalisation d'une utopie urbaine, marquée par la visée de *self-government*, qui soit l'antithèse de la ville surpeuplée et insalubre, s'inspirait de Letchworth Garden City, conçue par Ebenezer Howard (1898/1902) et bâtie à partir de 1903. Le « socialisme praticable » allait de pair avec un effort de « reconstruction sociale » de nouveaux quartiers, qui devait avoir pour conséquence la « reconstruction sociale » de la personnalité de ses habitants – la formation de nouveaux citoyens-citoyens.

Ce mouvement d'établissement dans des quartiers déshérités en Angleterre fait école aux États-Unis, où il est entré dans le répertoire d'action du mouvement progressiste¹², au point de constituer lui-même un véritable mouvement social. On utilisera le terme générique de *settlements*, qui recouvre des *social settlements*, mais aussi des *Church*, *College*, et *University Settlements*. Le premier connu a été créé par Charles B. Stover et par Stanton Coit, qui venait de passer trois mois à Toynbee Hall. Ils ouvrent la Neighborhood Guild en 1886 dans le Lower East Side (Orchard Street, puis 184 Elridge Street) de Manhattan – qui sera rebaptisée University Settlement par la suite. La catégorie de « guilde » était une référence directe au socialisme des guildes, un courant puissant parmi les Fabiens. Celui-ci pouvait, en Angleterre, s'inspirer du désir de restauration des corporations médiévales (Penty, 1906), à la façon de la Guilde de Saint George de John Ruskin (1871, qui écrit les lettres de *Fors Clavigera* pour recruter des compagnons)¹³, autant que d'un communisme libertaire à la William Morris (par ailleurs pionnier des Arts & Crafts), sinon d'un anarchisme coopérativiste (Kropotkine, 1906 : chap. V et VI, « L'entraide dans la cité du Moyen-Âge »). Transférée aux États-Unis, la catégorie de

« guilde » impliquait un attachement à la liberté individuelle, à l'encontre du socialisme autoritaire, un pari pour l'organisation communautaire et le *self-government*, une valorisation de la démocratie industrielle autant que de la démocratie politique, l'affirmation du primat du bien commun sur le profit privé, dans une « démocratie éthique » (Coit *et al.*, 1900). La guilde menait autant une critique de l'inefficacité et de la corruption en politique, virant parfois à des déclarations de méfiance pour le parlementarisme, qu'elle luttait contre l'asservissement et la standardisation du travail industriel¹⁴. Pour Coit (1892 : 7), très marqué par le transcendantalisme d'Emerson, et créateur par ailleurs avec Felix Adler de la Société pour une culture éthique (Society for Ethical Culture) de New York en 1877¹⁵, il s'agissait de multiplier des « clubs » à l'échelle de la rue et du quartier, qui prennent en charge « toutes les réformes – domestique, industrielle, en matière de prévoyance, d'éducation ou de loisir – que réclame l'idéal social ». Ces guildes devaient entretenir une relation de coopération avec les autres agences d'assistance sociale – selon le précepte du Général Booth, le fondateur en 1865 de l'Armée du Salut. Le premier à porter le nom de *settlement* est le College Settlement sur Rivington Street, fondé en 1889 dans le Lower East Side (Woods & Kennedy, 1911 : 193-195), où, dans les années 1890, Eleanor Roosevelt enseignait aux enfants à danser, une expérience qui aurait sensibilisé Franklin D. Roosevelt à la pauvreté et à ses méfaits.

Des dizaines de ces centres vont alors pousser aux États-Unis, en particulier dans l'État de New York, en Nouvelle-Angleterre et dans le Midwest. Une liste extensive en a été établie par Woods et Kennedy, dans un guide, le *Handbook of Settlements* (1911), qui en détaille l'année de fondation, l'objectif déclaré, les activités engagées, le quartier d'implantation et le statut des résidents¹⁶. Le corpus de littérature les concernant ne va cesser de croître, regroupant des bilans, des témoignages et des biographies d'organisations, plus ou moins réflexifs, un matériau historique qui sera exploré moyennant diverses hypothèses, qu'elles soient partisans, apologétiques ou critiques. Pour donner une idée de la diversité des *settlements* états-uniens, on peut prendre

l'exemple de Boston. Robert Woods avait séjourné six mois à Toynbee Hall, en 1890, peu après le passage d'Addams et Ellen Gates Starr. De retour à Boston, il s'était vu confier par William J. Tucker, professeur à l'Andover Theological Seminary, la direction du *settlement* Andover House, établi en octobre 1891 – qui deviendra en 1895 la South End House. Il décrit en 1898, dans le chapitre « Social Recovery » de *City Wilderness*, la multitude d'agences sociales, caritatives ou philanthropiques, qui émergent pour les pauvres, les orphelins, les infirmes, les sans-abri, les alcooliques, les prostituées... et la multitude de *settlements* en train de germer à Boston : deux *college settlements*, South End House pour les hommes, Denison House (1893) pour les femmes, puis les Dorothea Dix House, Lincoln House, Hale House, St. Stephen's House, Marenholz House... Ces maisons sont d'une grande variété, même si on les présente souvent comme ancrées dans des quartiers misérables, des *slums*, remplissant une « fonction d'interprétation » (Woods *et al.*, 1898 : 166 ; Mead, 1908/2021 et 1910/2021 ; Addams, 1910a : 167) de l'Amérique pour les immigrants et des immigrants pour les Américains. St Stephen's est liée à une paroisse catholique ; Hale, créée par le Club Tolstoï, est majoritairement juive ; elle est la seule maison mixte, les autres sont exclusivement masculines ou féminines. Toutes les femmes de Dorothea Dix travaillent à l'extérieur, dans des métiers d'aide aux enfants. Denison est située dans le South Cove, quartier plutôt prospère, et propose des salles pour des « rassemblements sociaux » – fêtes entre amis, club de professeurs, troupe de théâtre. La South End House s'est établie dans un quartier pauvre, où elle est associée à la Marenholz House qui s'occupe d'enfants en bas âge. Si Denison et South End touchent environ 300 personnes dans leurs quartiers respectifs, Lincoln a le double d'adhérents réguliers, et, sur l'ensemble de Boston, en 1898, Woods estime qu'environ 7 % de la population de la ville a affaire aux *social settlements*. Il insiste sur le brassage de personnes et d'idées que favorisent les rencontres, par exemple dans les discussions à Denison House sur des questions sociales entre employeurs, syndicalistes et étudiants ou, à Lincoln House, lors de la participation d'environ 200 jeunes gens à des réflexions sur les abus de la machine politique (Woods *et al.*, 1898 :

275). Et South End House développe un spectre impressionnant d'activités : outre les habituelles listes de cours et conférences et le parc de logements de location, essentiellement pour célibataires, elle a un fort département d'enquêtes sociales et urbaines ; elle agit pour améliorer logements, éducation, loisirs et santé à l'échelle du quartier en travaillant avec les différents corps de métiers concernés ; elle est un pôle d'initiative locale et lance différentes associations de quartier au cours du temps, dont la South End Improvement Association (1908, 700 cotisations) ; elle nourrit des liens étroits avec les syndicats masculins et féminins, jouant un rôle central dans le comité de secours de Central Labor Union pendant la crise de 1893-94, ou servant de poste de distribution de charbon pendant la grève des mineurs de 1902 ; elle est impliquée en politique au sein de la Municipal Bath Commission et de la Public Franchise League (destinée à municipaliser les tramways) ; elle est active dans la lutte contre la « dipsomanie » (alcoolisme) ou dans les campagnes contre la tuberculose, en lien avec le Dispensaire de Boston ; elle entretient une école d'été et plusieurs centres de loisirs et colonies de vacances à la campagne ; et elle propose toutes sortes de services, dont des concerts et des expositions d'art... La fin en vue de South End House est la « reconstruction sociale » du quartier (Woods, 1914/2020 ; Cefai, 2020b).

John Daniels, longtemps *fellow* de la même South End House de Boston, donne le chiffre de 225 agences adhérentes à la Fédération nationale des *settlements* dans *America Via the Neighborhood* (1920 : 157), mais estime qu'en prenant en compte toutes sortes d'organisations qui accomplissent le même type de travail, et qui n'ont pas adhéré à la fédération « américaine », le nombre devrait monter à plus de 500 (contre 74 en 1897, 103 en 1900, 204 en 1906 et 413 en 1911). Différents statuts et fonctions se combinent dans l'organisation des *settlements* : résidents à plein temps ; volontaires non-résidents et travailleurs associés ; sponsors financiers ; bureau ou conseil des gouverneurs ; participants du quartier... Bien entendu, le contrôle des fonds – d'origine privée – et de la politique sociale ou culturelle dépend des décisions du Bureau, et souvent des résidents qui le dirigent. Le

settlement est rarement l'émanation d'une communauté de quartier, plutôt parachuté de l'extérieur (*ibid.* : 170) ; sa « clientèle » est changeante, au gré des processus de succession écologique. Et des distorsions peuvent se produire, explique Daniels (*ibid.* : 172) en raison des différences d'expérience, d'éducation et de culture entre résidents et voisins, et du fait qu'ils hébergent essentiellement des célibataires, parfois des couples, mais pas de familles. Ces *settlements* touchent essentiellement les enfants, pour lesquels ils proposent toutes sortes de biens et services non disponibles sur le marché ou auprès des institutions publiques, et les mères qui y trouvent leur compte en suivant des ateliers d'administration de la maison, en y fréquentant des clubs sociaux – parfois mixtes culturellement –, en y apprenant à parler anglais et en ayant accès à une offre de santé, d'éducation et de loisir. Enfin, la diversité des *settlements* est aussi liée à leur degré de professionnalisation et d'institutionnalisation, et ce même s'ils continuent de se penser comme des « familles » ayant affaire à des « voisins » : en 1920, la phase pionnière des *settlements* semble bouclée, l'exaltation des années 1890 et 1900, retombée. Ils ne sont plus guère victimes de leur succès, comme lorsqu'ils attiraient des « dilettantes » dont le séjour restait « éphémère ». Le constat est fait que le succès des *settlements* a été moins dû à la rencontre, de personne à personne, entre voisins, qu'à l'offre de services de loisir, d'éducation et de santé, en particulier destinés aux enfants et adolescents. La dimension institutionnelle, souvent décriée dans les textes des fondateurs, est celle qui a assuré la pérennité de cette forme d'organisation, alors même que les rêves de dépassement des clivages sociaux, ethniques et raciaux dans une communauté de quartier bien intégrée ont fait long feu. « En général, le *settlement work* en est venu à être perçu comme une profession, ou comme une formation en vue de postes plus rémunérateurs de travail social. » (*Ibid.* : 173). Il faut garder à l'esprit cette transformation au cours du temps, depuis les moments initiaux où, malgré les difficultés matérielles, les *settlements* étaient dans un moment de découverte et attisaient les idéaux progressistes de jeunes privilégiés, à l'inclination sociale. Cette phase pionnière a laissé la place à un travail soutenu d'apprentissage, d'enquête et

d'expérimentation (pour un aperçu, Cefai, 2020a) conduisant à inventer de nouveaux dispositifs d'intervention, lesquels, après-guerre, vont être peu à peu standardisés, au croisement de la formation des métiers du travail social et de l'organisation communautaire et de la reprise en main par des programmes de fondations privées et de politiques publiques, principaux pourvoyeurs de ressources et contrôleurs de résultats (Trolander, 1987). Petit à petit, les services proposés vont l'être par des experts se voulant rationnels, objectifs et impartiaux, « répondant à l'appel de la science plutôt qu'à celui du sacrifice de soi », traçant une limite entre leur vie personnelle et leur vie professionnelle (Kirschner, 1986 : 56-57). Le New Deal finira de concentrer et de centraliser un certain nombre de politiques urbaines, sociales ou éducatives entre les mains du gouvernement fédéral (*ibid.* : 184), réalisant, paradoxalement, à une autre échelle, le traitement de problèmes publics engagé par les *settlements* et confiant, du reste, une partie de cette tâche à des pionniers et pionnières de cette histoire.

AFFINITÉS AVEC LA MATRICE PRAGMATISTE : UN MICRO-MILIEU RÉFORMATEUR

En quoi les *settlements* entretiennent-ils un lien avec le pragmatisme ? Les *settlements* sont une des expériences clefs auxquelles se réfèrent des auteurs que l'on classe aujourd'hui parmi les pragmatistes pour penser la vie communautaire, la pédagogie ou la politique. Les catégories de discussion, d'enquête ou d'expérimentation doivent beaucoup à des expériences vécues directement par Dewey, Mead, Tufts ou Follett. Elles sont le produit de leur coopération avec Jane Addams ou Mary McDowell à Chicago, Lillian Wald ou Mary K. Simkhovitch à New York, ou encore Julia Lathrop et Florence Kelley. On peut donc – c'est une première stratégie de recherche – pister, dans les textes d'auteurs qui se sont depuis fait une réputation de « pragmatistes », des traces de leur lien avec les *settlements*. Follett, par exemple, qui avait créé Highland Union dans le Ward 17 à Roxbury, était davantage impliquée dans le mouvement des centres

sociaux – un mouvement d’occupation des écoles publiques hors des heures de cours afin d’y tenir des assemblées publiques de citoyens autour des affaires locales, ou d’y organiser des cours d’éducation pour adultes et des centres de loisirs pour enfants. Mais elle connaissait les leaders des *settlements* de Boston, Woods et Kennedy (South End), Meyer Bloomfield (North Boston Civic Service House), Vida Scudder, Helena S. Dudley et Emily Green Balch (College Settlements Association et Denison House). Et elle sera élue vice-présidente de la Boston Social Union, la fédération de *settlements* de la ville, conçue initialement par Robert Woods¹⁷. Elle se réfère toujours de façon positive au travail des *settlements*, vus comme des vecteurs de la vie collective des quartiers (Follett, 1918 : 240 et 245 et 1924 : 21) et partie prenante des constellations d’organisations civiques à l’échelle de Boston. Si l’on suit cette hypothèse de travail, on peut relire les textes comme des documents consignant, de façon plus ou moins explicite, l’expérience vive du mouvement progressiste et on peut, en contrepoint, voir dans certaines entreprises civiques des manifestations d’un *esprit pragmatiste, en contexte et en action*. Mary E. McDowell, par exemple, si proche de Mead, n’a jamais écrit d’articles de philosophie, mais tout dans ses actions de mobilisation et de revendication, d’enquête et d’expérimentation, dans sa confiance dans l’expérience empirique, affective et sensible, dans son ouverture aux luttes syndicales des ouvriers des Stockyards et son accueil des revendications des activistes de la cause noire, tout dans son talent pour amener des personnes et des organisations de cultures diverses à coopérer intelligemment en vue de résoudre des problèmes et dans sa façon de susciter des dynamiques collectives dans la communauté locale autour du 4638 South Ashland Avenue, tout semble indiquer en elle les attitudes d’une praticienne pragmatiste ! Il suffit de la voir à la manœuvre au sein de la Commission des déchets de la ville (City Waste Commission) ou au Comité *ad hoc* du Woman’s City Club, entre élus et experts, ingénieurs et journalistes, militantes et voisines pour améliorer la collecte des ordures et combler le cloaque de Bubbly Creek (Wilson, 1927 ; McDowell, 1938) !

Les *settlements* nous offrent un des postes d'observation d'où suivre les trajectoires des concepts et des textes à travers les opérations de leur production, de leur circulation et de leur réception. Qui les produit, où et quand, pour quoi faire, en réaction à quels événements ou en phase avec quelles expériences, en relation à quelles arènes de conflit et de controverse ? Que fait Mead quand il écrit ses trois textes sur les *settlements* (Mead, 1907/2021, 1908/2021 et 1909-10/2021), à quel auditoire s'adresse-t-il, directement et indirectement, et comment cette entreprise sociale entre-t-elle en résonance avec les questions philosophiques qu'il se pose sur la sympathie, l'enquête ou l'expérimentation ? En retour, sans surestimer la part de la philosophie dans l'action ou dans la réflexion sur l'action, comment Addams se saisit-elle des textes de James, Mead ou Dewey, pour faire quoi et avec quelles conséquences, escomptées ou effectives – quel « avantage » tire-t-elle du pragmatisme ? Le pragmatisme fournit un répertoire de schémas de pensée et d'action. Il promeut une méthode d'enquête et d'expérimentation, en phase avec le succès de l'imagerie du laboratoire à l'époque. Il a surtout la capacité d'éclaircir un certain nombre d'hypothèses de travail pour un programme civique à réaliser ; en retour, il peut enrichir sa pensée morale et politique par l'étude de situations concrètes. Il articule des catégories et des arguments qui aident à expliciter ou à justifier l'activisme réformateur que l'on retrouve dans les écoles et les églises, les associations, les ligues, les syndicats, les *settlements*, les commissions municipales, les départements universitaires ou les agences fédérales. Il se diffuse dans l'archipel des multiples publics, parfois fragmentés, parfois coalisés de la réforme sociale (Abbott, 2010), et s'y confronte et s'y compose avec d'autres perspectives (en particulier celle du Gospel social). Les philosophes, qui sont aussi des acteurs, contribuent ainsi à énoncer ou à éclaircir une *grammaire civique et politique, en prise sur des institutions* : ainsi de Dewey (alors directeur de la Lab School et du département d'éducation de l'Université de Chicago) quand il écrit « School as a Social Center » (1902), de Mead (comme professeur de philosophie et de sociologie et membre du Conseil du *settlement* de l'Université de Chicago) quand il tente d'éclaircir ce qu'est

« Le *social settlement* : son fondement et sa fonction » (1907/2021)¹⁸, ou encore de Follett (au titre de présidente du comité sur l'extension de l'usage des bâtiments scolaires de la Women's Municipal League, Boston), quand elle publie « Evening Recreation Centers » (1913). Jane Addams, l'auteure de « La fonction du *social settlement* » (1899/2021), est un cas hybride : femme d'action, à la tête de Hull House pendant un demi-siècle, elle raisonne aussi sur des problèmes de philosophes, mais toujours sur des cas, en partant d'expériences vivantes. Ses livres témoignent de sa faculté à s'approprier les réflexions abstraites des universitaires, en les convertissant en une pensée beaucoup plus lyrique et concrète. Inversement, les nombreuses activités d'organisation communautaire, d'identification et de résolution de problèmes, d'apprentissage en pratique du pluralisme, d'enquête sur des thèmes sensibles ou d'expérimentation en coopération avec les « voisins », engagées par Addams et les femmes de Hull House, Julia Lathrop, Alice Hamilton, Mary Kelley, Sophonisba Breckinridge, les sœurs Edith et Grace Abbott, Mary Kenney, Alzina Parsons Stevens, Ellen Gates Starr, Rachelle Yarros ou Frances Perkins, ne peut-on pas les examiner à travers les lunettes d'un *pragmatisme en action* ? En tout cas, montrer leurs affinités avec les hypothèses de l'école de philosophie de Chicago sur l'éthique, l'éducation, l'enquête et l'expérimentation (Carson, 1990 ; Seigfried, 1996 et 1999 ; Knight, 2005 et 2006) ? N'y a-t-il pas une grande proximité du « *learn about life from life itself* » d'Addams avec la philosophie de l'expérience de James ou Dewey ? Une question qui se pose est de savoir si l'on doit repérer dans les engagements civiques des femmes de Hull House l'élan initial de la réflexion de Dewey sur le politique et de son lien à la réforme sociale, ou si ses idées en la matière ont découlé de son imprégnation par l'expérience de Hull House dès son arrivée à Chicago en 1894 ? « Peut-être qu'Addams a poussé (*nudged*) la pensée de Dewey ou que Dewey a poussé la pensée d'Addams. Ou plus vraisemblablement, que leurs conversations les ont poussés tous les deux », nous dit Knight (2005 : 258) ! Et une telle consonance ne se retrouve-t-elle pas, également, dans les *settlements* de New York et de Boston – où le jeu d'attractions se fait davantage avec James ou Royce et avec les philosophes,

historiens ou politistes de Harvard et du Radcliffe Institute ? On peut à cette fin découvrir des relations entre personnes et examiner leurs coopérations dans l'action.



Femmes de Hull House. De gauche à droite, en haut : Grace Abbott, Sophonisba Breckinridge, Charlotte Perkins Gilman, Edith Abbott, Lucy Flower ; au milieu : Mary Rozet Smith, Florence Kelley, Mary McDowell, Jane Addams, Alzina Parsons Stevens, Frances Kellor ; en bas : Alice Hamilton, Ellen Gates Starr, Rachelle Yarros, Mary Kenney O'Sullivan.

Tenons-nous en à Chicago et commençons par les relations interpersonnelles, redoublées par des relations plus institutionnelles pour les *settlements* universitaires, que leurs pensionnaires entretiennent avec des auteurs aujourd'hui comptés comme pragmatistes. Les échanges entre Graham Taylor, Jane Addams ou Mary McDowell et les professeurs Mead, Thomas, Tufts et Dewey étaient nombreux et forts à Chicago. Les professeurs de philosophie et de sociologie donnaient des conférences à Hull House. Dewey y intervient et y séjourne une première fois en janvier 1892, alors qu'il est encore professeur à Michigan, il en devient un trustee actif (« *Unlike many trustees, he actually worked on the job* », dixit Addams) jusqu'à son départ de Chicago en 1904. Pour Jay Martin (2002 : 164), à son arrivée à Chicago,

« Hull House est devenu sa nouvelle église, “justice” son mot d’ordre, plutôt que “loi et ordre”, Jane Addams son pasteur, et l’instrumentalisme son credo ». Christopher Lasch (1965a : 76) remarque qu’Addams et Dewey « s’influençaient l’un l’autre et reconnaissaient généreusement leurs obligations mutuelles »¹⁹. On peut citer à l’appui de cette affirmation les nombreuses citations d’Addams par Dewey, qui avait lu *Philanthropy and Social Progress* (Addams *et al.*, 1893), *Democracy and Social Ethics* (1902), ou *Newer Ideals of Peace* (1907). Plus encore, on remarquera que les premières lignes du chapitre XVI de l’*Éthique* (Dewey & Tufts, 1908 : 348), sur « Morale et problèmes sociaux » sont une citation sur la « moralité sociale » du livre d’Addams de 1902, un livre que Dewey avait en haute estime, qu’il utilisait dans ses cours, parfois en y invitant Addams en personne (Lagemann, 1989 : 194). On peut par ailleurs pister leur relation à travers les bouts de correspondance qui nous restent d’Addams et de Dewey²⁰.

On a déjà beaucoup commenté dans la littérature le choc qu’a été la grève Pullman de 1894, un tournant dans la vie d’Addams et de Dewey. C’est un moment d’irruption de la lutte de classes la plus brutale dans leur vie, après que la compagnie des chemins de fer, qui contrôle les transports dans le Midwest et au-delà, coupe les salaires d’un quart, dans le contexte de la crise économique de 1893. La crise est aggravée dramatiquement par l’envoi de troupes fédérales, contre l’avis du gouverneur Atgeld, par le Président Grover Cleveland, après que les grévistes ont fait dérailler un train postal. La violence explose : 6 000 militaires, 3 100 policiers et 5 000 marshals adjoints ne contrôlent plus les 6 000 grévistes, qui, le 6 juillet, détruisent des centaines de wagons. Le jour suivant, 30 grévistes sont tués et 57 blessés par balle. Addams et Dewey se reconnaissent davantage dans les revendications d’Eugen Debs, arrêté avec plusieurs syndicalistes de l’American Railway Union, que dans les déclarations de Pullman, « partisan de la compétition pour les salaires, du monopole pour les loyers » (Addams, 1895/1912a). Mais ils ont encore une lecture chrétienne pour elle, hégélienne pour lui, des événements. « Le grand réveil de la conscience sociale dans le mouvement ouvrier a été l’une des choses les plus

profondément religieuses des temps modernes », écrit Addams, qui va jusqu'à parler d'« éveil à une nouvelle vie ». Elle défendait encore, deux ans plus tôt, dans « The Necessity for Social Settlements » (1892) un programme où le service social, la fraternité et la coopération incarnaient « l'esprit du Christ ». Le mouvement des *settlements* était rêvé par Addams comme la « renaissance de l'humanitarisme chrétien primitif » (1892) et cela allait de pair avec le désir de forger une communauté d'intérêts entre classes sociales – un projet de réduire et cicatriser (*heal*) la fracture sociale (Carson, 1990). Ce point suscite une discussion entre eux, sans doute à la suite d'une conférence de psychologie sociale de Dewey à Hull House, le 9 octobre 1894, dont il reste une trace dans une lettre du 12 octobre de Dewey à Addams (*Correspondence* : 00619). Addams rejetait l'antagonisme comme inutile et dangereux et en niait la nécessité, alors que Dewey continuait de penser que les tensions sont incontournables. On pourrait imputer la position d'Addams à son christianisme social, ou à la non-violence tolstoïenne qu'elle endossait à l'époque, mais il est plus juste de la mettre sur le compte d'une méfiance pour des formes de conflit qui, en virant à la polémique ou en nourrissant l'hostilité, rendent impossible leur intégration dans une communauté élargie. « Dans les moments de réelle excitation, “le public équitable (*fair-minded public*)”, sur lequel on devrait compter comme arbitre, disparaît pratiquement. Cela a tout au moins été notre expérience à Chicago lors de la grève des Teamsters. » (Addams *in* Commons, 1908 : 771). La médiation du public disparue, les camps s'affrontent sans entendre raison. La foi qu'Addams mettait dans la conversation a plongé Dewey dans une grande perplexité : « Je voudrais revenir sur ce que j'ai dit l'autre soir. Non seulement l'antagonisme réel (*actual antagonizing*) est mauvais (*bad*), mais l'hypothèse selon laquelle il y a ou qu'il pourrait y avoir un antagonisme est mauvaise. » (*Correspondence* : 00619). On peut comprendre cette phrase de deux manières. La rédemption passe par l'unification. Les divisions et conflits sont malvenus eu égard à un idéal de communauté organique, ils doivent être répudiés au nom de la concorde ou du consensus. Ou alors : le conflit pour le conflit n'est pas souhaitable, mais les divergences d'opinions et d'intérêts

sont irrépressibles dans une démocratie. Le conflit doit être médiatisé, régulé, pacifié et, surtout, il est promis à des formes de dépassement, par l'exercice d'une intelligence collective, vers de nouvelles synthèses (pour différentes lectures : Westbrook, 1991 : 90 ; Menand, 2001 : 313 sq. ; Martin, 2002 : 164-168 ; Knight, 2005, chap. 13). Quand Addams lui transmet son essai intitulé « Un Lear moderne », à propos de l'affaire Pullman (qui ne sera publié par *The Survey* qu'en 1912a), Dewey, le 19 janvier 1896, lui envoie un mot : « Il est tout à fait impossible de dire quoi que ce soit sur le mode de la "critique" ou même de faire des remarques sur l'article Pullman – sinon que c'est l'une des choses les plus fortes que j'aie jamais lues, du point de vue de sa forme et de sa philosophie éthique. » Addams bougera pourtant dans ses positions : dès 1895, dans « The Settlement as a Factor in the Labor Movement », sous le coup soit des discussions avec Dewey soit de l'apprentissage des luttes sociales, elle évoque l'utilité et la nécessité de la grève comme « forme d'antagonisme » qui réveille la « conscience publique », attire l'attention sur les réclamations des ouvriers, resserre les liens de « fraternité » entre eux et impose une relation plus « démocratique » avec leurs employeurs.

Dans les lettres envoyées à la famille restée à Ann Arbor ou en voyage en Europe, Dewey, qui signe parfois par le surnom de « Johnnie », raconte ses journées et soirées à Hull House. Les Mead sont présents à sa conférence du 27 octobre 1894. Ils ont ensuite visité le nouvel atelier de couture et le four où sont produites soixante miches de pain par jour, destinées aux nécessiteux du quartier. Ils ont constaté à quel point Polk Street et les allées alentour avaient été nettoyées – c'était le temps d'une bataille des *settlements* pour le ramassage des ordures, au nom de l'hygiène urbaine et de la santé publique. Peu avant, le 7 octobre 1894, Dewey avait également pris part, avec Addams et Mary McDowell, au meeting de fondation de l'University of Chicago Settlement, à la Chapelle de l'Université. Sa fréquentation intense de Hull House, pendant les premières années à Chicago, permet à Dewey de rencontrer Miss Culver, une des bienfaitrices du *settlement*, et, en décembre 1896, une autre philanthrope,

Anita McCormick Blaine, qui financera l'école de Francis W. Parker et, en partie, la Lab School (Addams, Dewey et Mead seraient du même bord lors du conflit à propos de l'intégration de l'école Parker à la Lab School). Dewey y croise également John Graham Brooks (1895), qui vient de conclure une énorme enquête sur les assurances chômage, maladie, accident, invalidité et vieillesse, obligatoires en Allemagne. En juillet 1898, Alice Hamilton, la future spécialiste de toxicologie industrielle et Frederick Deknatel, responsable du Boys' Club, tous les deux résidents, se rendent chez les Dewey avec une trentaine d'enfants italiens – il est question de vente de drapeaux, peut-être à l'occasion de la fête du 4 juillet. Début mars 1900, Addams écrit à Lillian Wald pour planifier un voyage à New York avec Mary Rozet Smith et Alice Chipman Dewey.

On pourrait continuer ainsi, tout au long des années. Cette amitié se déclare publiquement lors du « toast à John Dewey » (Addams, 1929b, publié dans *The Survey* en novembre 1929). Addams (1910a : 435) rappelle la participation de Dewey au conseil d'administration de Hull House et ses conférences données au Plato Club organisé par Julia Lathrop. Elle salue sa vision nouvelle d'une « société en changement permanent, dans le besoin constant d'exploration ou de redécouverte », une vision qui s'exprime dans les conceptions d'une écologie de l'éducation formulées dans le « livre jaune », *The School and Society* (1899). Addams évoque encore l'équipe de Tufts, Dewey, Mead et Angell qui fait tomber les barrières entre philosophie, psychologie et pédagogie, et dont le travail sera appliqué dans les écoles publiques de la ville. À son éloge des idées de « *social welfare* », « responsabilité mutuelle » et « intelligence générale », Dewey répond aimablement, à l'occasion de son 70^e anniversaire. « J'ai appris beaucoup de choses de Jane Addams. Je remarque que sa modestie habituelle lui a fait m'attribuer certaines des choses qu'elle a réalisées avec ses collègues de Hull House. L'une des choses que j'ai apprises d'elle est l'énorme valeur de la non-résistance mentale, la nécessité de briser l'armure des préjugés et des conventions, et de sortir de l'isolement qui empêche de partager pleinement le spectre des possibilités les

plus vastes, les moins familières et les plus étrangères, de la vie et de l'expérience humaines. » (Dewey, 1930/1984 : 421)²¹.

Jane Addams entretient également des liens forts avec William Isaac et Harriet Park Thomas, ou avec George Herbert et Helen Castle Mead, qu'elle accompagne dans l'un de leurs voyages à Hawaii (Addams, 1930). On a là un groupe d'amis, arrivés à Chicago en 1893 pour les Thomas, en 1894 pour les Mead, qui se fréquentent régulièrement dans le quartier de l'Université, à Hyde Park. Une incursion dans les fichiers de l'U.S. Census montre que les Dewey et les Thomas vivent, au moment du recensement de 1900, dans des maisons voisines sur Jefferson Avenue, au 6036 et au 6044, respectivement ; Mead habite quelques rues plus loin au 5536 sur Madison Street. On apprend dans le recensement de 1910, alors que Dewey est parti pour New York, que les Thomas et les Mead (et leurs domestiques) résident à présent dans la même maison sur Jackson Park Avenue, au 6016 (US Census, 1900 et 1910). Tous vont être fortement impliqués dans la vie des *settlements* de Chicago. Deegan (1999 : xxv-xxix) reprend ainsi l'emploi du temps d'une visite de Dewey à Chicago, tel que raconté dans une longue lettre que G. H. Mead adresse à son épouse, H. Castle Mead, le 1^{er} juillet 1906 (SCRC, Mead Papers, B1F5). On y voit la proximité des familles de Dewey et Mead avec celles des Thomas, de James et Sarah Angell et d'Ella et Addison Moore, avec qui des rencontres sont organisées. Le circuit de Dewey passe aussi par un dîner en tête à tête avec Ella Flagg Young, sa collègue de la Lab School, devenue entre-temps la directrice de la Chicago Normal School. Il visite le lendemain Hull House où la discussion avec Jane Addams, alors entrée au Conseil de l'éducation (Board of Education) de la ville, porte sur le devenir des écoles publiques de Chicago. La soirée suivante est plus détendue et se passe chez les Thomas en présence de Mead.

Mead était lui aussi un familier de Hull House, où il donne par exemple une conférence en 1907 sur la « Chicago School Situation » (Mead, 1907b ; Huebner, 2014 : 34). Il y défend une conception de

l'école comme « institution sociale » qui « représente intelligemment les intérêts sociaux des groupes d'enfants les plus étendus » ; et il rejette la réforme du Conseil de l'éducation (Board of Education) par le maire Fred A. Busse, qui l'a remis entre les mains d'un Inspecteur général et d'un conseil d'administration composé d'entrepreneurs – le gouvernement par commission d'experts commence à gagner du terrain à cette époque. Cette vision technocratique de l'administration scolaire est aux antipodes du projet d'ancrer les écoles dans les communautés locales (Dewey, 1899, 1902 ; Stokes, 1904 ; Dewey & Dewey, 1915/2021). La même année, son admiration pour Addams s'exprime dans sa recension de *The Newer Ideals of Peace* (1907). Addams y montre le dénuement des migrants, main-d'œuvre non-qualifiée, souvent importée pour répondre aux besoins des plantations, des mines et des usines, et auxquels rien n'est concédé en retour, sinon la violence de la police pour les maintenir à leur place et la doctrine abstraite des droits de l'homme, trop éloignée de leur situation. Au lieu d'une « communauté intelligente », règne un ordre social fait d'affairisme économique, de corruption politique, de répression physique et de légalisme formel. Mead est sensible à cette critique de la citoyenneté qui ne retient que l'héroïsme du soldat sur le champ de bataille et qui valorise les « idéaux militaires » dans le gouvernement industriel et politique. Il prête à Addams et à l'action des *settlements* une série d'idéaux qui forgent la conscience sociale : « C'est le contraste entre l'éducation et la répression, entre la relation sociale vivante et la formule abstraite, entre l'instinct pour la qualité du travail et la corvée du dur labeur des usines, entre le niveau de vie et le salaire économique, entre la valeur de l'enfant pour la communauté et le droit légal à la liberté de contrat, entre l'intelligence née de la fonction sociale et l'utilisation de concepts doctrinaires au service d'intérêts particuliers. » (Mead, 1907 : 127-128). Et, en soulignant qu'Addams ne se fie pas à un credo ou à un dogme socialiste mais à la force de l'expérience, Mead salue dans son action « l'expression d'une intelligence sociale éclairée, en contact sympathique avec des hommes, des femmes et des enfants, dont la réalité est d'autant plus impressionnante que nos yeux en ont été détournés par des abstractions économiques et politiques »

(*ibid.*). Enquête, éducation, sympathie et droits concrets : le *settlement* montre la voie pour de nouvelles formes de contrôle social qui naissent de « relations humaines immédiates » et qui accordent plus d'importance aux conséquences effectives des actions qu'aux principes, légaux ou moraux, qui prétendent les orienter.

Le 13 novembre 1899, Mead donne une conférence à Hull House sur les îles Hawaii où il évoque sans doute sa participation à la fondation du Palama Settlement à Honolulu en 1896 (Huebner, 2014 : 74-75). Mais il est surtout extrêmement actif quand l'Université de Chicago crée son propre *settlement*, au cœur du quartier des Stockyards, confié en 1894 à Mary McDowell. Mead rejoint le Conseil des directeurs de l'University of Chicago Settlement, de 1908 à 1922, qu'il présidera à partir de 1919, et se battra tout ce temps-là, en tant que trésorier, pour lever des fonds²². En parallèle à ses interventions sur le fonctionnement de la bibliothèque publique de la ville (alors victime d'un système de patronage clientéliste) et sur la nécessité de cursus de formation professionnelle dans les écoles publiques (par exemple dans « Educational Aspects of Trade Schools »), il suit de près, en tant que directeur du Committee on Studies and Publications du *settlement* de l'Université (à partir de 1911), les enquêtes dans le quartier des abattoirs et des conserveries de viande d'Ernest L. Talbert (1912, *Opportunities in School and Industry for Children of the Stockyards District*) et de Louise Montgomery (1913, *The American Girl in the Stockyards District*). En matière d'enquête, Mead se mobilise à la même époque pour mener une enquête sur la grève des travailleurs du vêtement de l'entreprise Hart, Schaffner et Marx. Ses co-enquêtrices sont Sophonisba Breckinridge, résidente de Hull House, qui dirige avec Edith Abbott le département de recherches sociales de la Chicago School of Civics and Philanthropy, et Anna Nicholes, responsable d'un autre *settlement*, la Northwestern's Neighborhood House. Breckinridge avait étudié avec Thomas et Mead. Elle cosigne avec Mead et Nicholes, en 1910, le rapport sur cette grève, « Concerning the Garment Workers' Strike. Report of the Sub-Committee to the Citizens' Committee, Nov. 5th, 1910 », destiné à servir de base à un

« arbitrage » entre les différentes parties²³. Mead et Helen Castle Mead se mobilisent à cette occasion en faveur de la Ligue des syndicats de femmes (Women's Trade Union League – WTUL), dont William Walling, ancien résident de Hull House, et nombre de femmes des *settlements* de la ville, Addams, Breckinridge, Hamilton, Kelley ou McDowell, mais aussi, à l'origine, Mary Kenney O'Sullivan (syndicat des religieuses, initialement à Hull House puis à Denison House avec sa famille) et Alzina Stevens (membres des Knights of Labor, coorganisatrice d'un symposium sur l'esclavage des enfants dans *The Arena* en 1894, décédée en 1900), font partie.



Piquet de grève de femmes dans les ateliers de couture 1909-10 : « Uprising of the 20000 » contre la Leiserson, les Rosen Brothers, et la Triangle Shirtwaist Company (Library of Congress, LOT 10855 [item] [P&P]: Digital Id cph 3a49619 //hdl.loc.gov/loc.pnp/cph.3a49619).

Les réseaux de réformatrices se battent pour l'amélioration du gouvernement municipal, revendiquent le droit de vote des femmes, se battent pour la cause du travail des enfants ou de l'absentéisme scolaire, proposent de nouvelles solutions à la délinquance juvénile ou rejoignent le camp des pacifistes. Mead les accompagne. Il recense en 1917 *Truancy and Non-Attendance in the Chicago Schools* d'Abbott et Breckinridge pour *The Survey*. Il prend parti avec Helen pour la Ligue de l'égalité politique (Political Equality League) et le Parti des femmes pour la paix (Women's Peace Party), tout au moins jusqu'en 1917. Et il continue de s'investir dans la cause de l'école publique et de la justice pénale, en particulier pour les mineurs, tout comme il condamne les violences raciales de 1919. L'histoire du pragmatisme comme activisme social s'écrit au féminin et les « épouses » des pédagogues, philosophes ou sociologues, étaient souvent bien plus engagées qu'eux dans les *settlements*. On apprend de l'oraison funèbre d'Helen Mead par Jane Addams, en 1929, qu'elle était une « démocrate absolue [...] libre du préjugé que l'on appelle poliment *race antagonism* ».

Si l'on en vient à W. I. Thomas, celui-ci fréquente Hull House au moins jusqu'au milieu des années 1910. Mais il a dû très tôt développer des liens avec ce groupe de femmes, puisque son épouse, Harriet Park Thomas est mentionnée dès 1895 aux côtés de Julia Lathrop dans des motions du Chicago Woman's Club – un lien ménagé par son amie Helen Culver (Throop & Ward, 2007). Harriet Thomas était très impliquée dans la Juvenile Protective Association, participait aux Conférences nationales du travail social et était extrêmement attentive aux menaces pesant sur les femmes (la prostitution), ou sur les enfants (le Nickelodeon). De même, elle se tient aux côtés de Jane Addams pendant le mouvement pour la paix, prend des responsabilités dans le Woman's Peace Party et participe, avec Helen Mead, au Congrès international des femmes pour la paix de La Haye en 1915 (Addams, Balch & Hamilton, 1915). C'est sans doute par l'intermédiaire de Harriet, et à travers la fréquentation de Mead, que W. I. Thomas s'intéresse à William Healy dont il reprend la méthode des cas (Abbott & Egloff, 2008), aussi bien dans *Le Paysan polonais*

(1918-20) que dans *The Unadjusted Girl* (1923). Thomas est régulièrement appelé sur des comités de recherche ou de consultation du tribunal pour mineurs, aux côtés de Julia Lathrop, Ethel Dummer ou Jane Addams, tout comme de Mead, Adolf Meyer et James R. Angell. Dans une lettre à Addams (27 décembre 1909), il lui fait parvenir copie d'une petite « appréciation » de *The Spirit of Youth and the City Streets* (1909) que William James a écrite pour l'*American Journal of Sociology*, en s'excusant de ne recenser aucun livre. L'éloge est appuyé : « Elle ne peut s'empêcher d'écrire la vérité ! » « *She can't help writing truth* » (Thomas & James, 1910 : 553). Ce mot paraît en même temps que la recension extensive du livre par Harriet Park Thomas, qui en fait d'emblée « un classique » et qu'elle met en résonance de l'*Ode : Intimations of Immortality from Recollections of Early Childhood*, de William Wordsworth (1807) et des poèmes de Robert Louis Stevenson, écrits pour les enfants. Elle y voit une « série de scènes de genre fortes, dans lesquelles le brut (*crude*) et l'habituel deviennent, d'un seul coup, suggestifs de potentialités et d'idéaux étranges ; des tableaux qui montrent la vie et la réalité avec une compréhension si rare et une vérité si directe qu'ils obligent à une reconnaissance instantanée ; des portraits dont le réalisme de la véritable artiste sert à nous éveiller plutôt qu'à nous submerger » (Thomas & James, 1910 : 550). Addams, la « Lady Abbess de Chicago », a « sélectionné et organisé ses matériaux à partir de son expérience singulière de compréhension », et cette qualité esthétique est mise au service d'une connaissance des jeunes et de leur « fonction dans les processus de vie régénérateurs ».

Harriet Thomas apparaît dans nombre d'activités militantes, portées par Addams dont elle était une amie proche et qui étaient presque toutes ancrées à Hull House : l'Association de l'Illinois pour l'égalité du suffrage, les programmes de la Juvenile Protective Association. Elle est en 1910 au Bureau exécutif de la Women's Trade Union League (dont la première réunion avait eu lieu à University Settlement à New York) et elle sera très impliquée dans le Woman's Peace Party, présidé par Addams, et dans le Bureau exécutif du People's Council of

America, réduit au silence par le Sedition Act de mai 1918 (Throop & Ward, 2007). C'est sur un autre registre que se joue la relation entre William I. Thomas et Addams. Thomas, dans une lettre à Addams (21 décembre 1911), revient sur une discussion, probablement liée à la réflexion en cours d'Addams sur la prostitution. Elle écrivait alors une série d'articles qui deviendrait *A New Conscience and an Ancient Evil* (1912c), en plein émoi public autour du problème de l'esclavage sexuel et de la traite des blanches. La Commission du Vice du Chicago se réunit depuis mars 1910 et publie, un an plus tard, le résultat de ses enquêtes et délibérations, *The Social Evil in Chicago* (1911) – on peut en lire le compte rendu qu'en fait Graham Taylor (1911), qui y côtoyait William Healy, C. R. Henderson et W. I. Thomas. Les jeunes filles décidaient souvent de se prostituer parce qu'elles multipliaient leurs revenus par rapport à ce qu'elles gagnaient pour des places de domestique, ouvrière ou vendeuse – l'une des conséquences de la Commission du Vice sera de lancer la discussion sur le salaire minimum... Le nœud du problème semblait être celui de l'argent, et Katherine Joslin, dans son « Introduction : Slum Angels » à une nouvelle édition du livre (2002), a raison de faire un lien entre la position d'Addams et celle de Charlotte Perkins Gilman (alors Stetson), dans *Women and Economics* (1899). À propos de son affirmation que la prostitution prospère dans les « sociétés avancées » – les filles y sont moins surveillées par leurs familles et plus dépendantes de l'économie – Thomas écrit cependant à Addams (lettre du 12 décembre 1911, archive digitale Jane Addams) : « Il existait une classe de prostituées en Mélanésie, chez les Omaha en Amérique, dans l'ancien Pérou et la pratique est quelque peu répandue parmi les Africains. Voir, par exemple, "Origin and Development of the Moral Ideas" de Westermarck ». C'est dans son livre sur la prostitution, financé et préfacé par Ethel Dummer, *The Unadjusted Girl* (1923), que Thomas développera la notion de « définition de la situation » – qui est une application sociologique de la théorie pragmatiste de l'expérience et de l'enquête²⁴. Outre cet intérêt pour les prostituées, c'est peut-être à Hull House que l'on trouve le point de départ de l'enquête sur le paysan polonais, si importante dans l'histoire de la sociologie : elle a été rendue possible par le Helen Culver Fund for

Race Psychology (Haerle, 1991) qui a financé les séjours de Thomas en Europe et amplement contribué à la publication de ses livres (à hauteur de 40 000 dollars, ce qui était une somme considérable). Mead (philosophie) et Thomas (sociologie) étaient, avec James E. Field (économie politique), les trois professeurs de l'Université de Chicago à travailler comme lecteurs pour la Chicago School of Civics and Philanthropy, à l'invitation de Graham Taylor et de Addams, Lathrop, Abbott ou Breckinridge.

James H. Tufts est souvent en retrait dans les histoires du pragmatisme. Il a pourtant eu une importance capitale en tant qu'éditeur de la revue *The International Journal of Ethics* (de 1914 à 1934), et en tant que directeur du Département de philosophie (de 1906 à 1931). Comme ses collègues, il était en cohérence avec ses idées quand il s'investissait dans la vie institutionnelle : on ne peut changer les perspectives quotidiennes et les idées philosophiques qu'en façonnant des milieux de vie, d'expérience et d'action, y compris à l'université. Le raisonnement écologique, mis en œuvre pour rendre compte des trajectoires des jeunes délinquants, vaut tout autant pour les universitaires, les politiciens ou les entrepreneurs. Tufts était lui aussi un proche de Hull House, où il allait donner des conférences et participer à des dîners, tandis qu'Addams était régulièrement invitée à son domicile. Addams, dans un pli du 15 octobre 1907, lui envoie une copie de son texte « Why Girls Go Wrong » (1907), en le remerciant de son éditorial dans *The School Review* qui analyse la situation des écoles publiques (à une époque de trouble vis-à-vis des décisions de la Mairie en politique de l'éducation). Tufts est en 1910 le président du Comité sur les conditions de logement (Housing Conditions Committee) du City Club de Chicago. Le City Club était une espèce de lieu de rencontre, créé en 1903, entre élites économiques, politiques, civiques et intellectuelles de la ville. Nombre de problèmes publics y étaient discutés et les financements des organisations civiques y étaient facilités par une espèce de patriotisme municipal des entrepreneurs, qui, par ailleurs, s'assuraient de pérenniser la privatisation d'une bonne partie des actions urbaines, éducatives ou sociales, entravant la formation

de véritables politiques publiques (Clemens, 2010). Mead et Tufts en étaient deux membres éminents. Tufts donne ainsi la conférence plénière, « Housing in Illinois Cities » (James Hayden Tufts Papers 1908-1942, Box 4 Folder 2) lors de la 14^e réunion annuelle de l'Illinois State Conference of Charities and Correction en 1909. Il est amené à collaborer avec Sophonisba Breckinridge et Edith Abbott (1936), qui enquêtent sur les conditions de logement dans la ville. Et tous sont impliqués dans la tenue de l'Exposition sur le logement (Housing Exhibition) (James Hayden Tufts Papers 1908-1942, Box 4 Folder 7) qui commence le 7 mars 1913 au City Club, et en particulier la section « Darker Chicago : Bad Housing in the City » (Civics Committee du Woman's Club et Woman's City Club)²⁵. En 1915, Tufts occupe à nouveau une position publique quand il préside le Comité de l'État de l'Illinois sur la législation sociale, composé de 28 agences indépendantes, destiné à faire pression sur l'Assemblée Générale (qui regroupe les deux chambres législatives) de l'Illinois pour passer un certain nombre de lois (salaires minimums, prêts financiers, indemnités aux familles de prisonniers, colonie de soins pour épileptiques et faibles d'esprit) (James Hayden Tufts Papers 1908-1942, Box 4 Folder 14-15). L'estime de Tufts pour Addams se manifeste dans une lettre d'indignation qu'il envoie à Marion Talbot, suite au refus du Conseil d'administration de l'Université d'accorder en 1916 un doctorat *honoris causa* à Jane Addams. Et sa sympathie est sensible dans les recensions de ses deux livres, *Spirit of Youth* et *Twenty Years*. Il y insiste sur le « refus de trouver une panacée aux maux sociaux au prix de quelque "isme" », la « flexibilité des méthodes » et la « capacité à voir le bon côté des choses », la « disposition à reconnaître ses erreurs et à essayer d'autres moyens » et la « réceptivité à l'humour et au pathos rencontrés dans toutes sortes de conditions humaines » (Tufts, 1911 : 207). Autant de vertus pragmatistes.

Le lien entre Hull House et Mead, Dewey, Thomas ou Tufts a donné lieu à une réflexion approfondie sur les rapports entre pragmatisme et féminisme. Le livre de Charlene H. Seigfried (1996) en est la pièce centrale en philosophie, l'interrogation en sociologie a été

lancée par Mary Jo Deegan (1988). Cette mise en regard se retrouve également dans un nombre croissant d'articles, dans la revue *Hypatia* (Seigfried, 1993 ; Whipps, 2004), d'abord, dans des ouvrages collectifs de relecture féministe de la pensée de Dewey (Seigfried, 2001) ou de James (Tarver & Sullivan, 2015), dans le développement de réflexions contemporaines à partir du pragmatisme (Whipps, 2004 sur le *settlement* comme modèle communautariste ; McKenna, 2013 : 225, sur l'éthique d'Addams élargie aux animaux), ou dans l'exhumation d'une science sociale des *settlements* (Lengermann & Niebrugge-Brantley, 2002 ; Williams & MacLean, 2012 et 2015). Pragmatisme féministe et féminisme pragmatiste ont désormais droit de cité universitaire (Whipps & Lake, 2020), et une bonne partie des auteures que l'on y croise ont partie liée avec les *settlements*. Charlotte Perkins Gilman séjourne en 1895 à Hull House, à l'invitation de Jane Addams avec qui elle échange beaucoup sur le statut des femmes et des enfants – il est plausible qu'en 1895, elle y rencontre Dewey (Hill, 1980 : 174 et 287 ; Upin, 1993), qui en fera un portrait élogieux dans une lettre à Scudder Klyce (Nankin, 8 mai 1920/lettre 04621). Jessie Taft (1913) soutient sa thèse avec Mead et Tufts sur le mouvement des femmes et l'élargissement de la conscience sociale ; elle fréquente Hull House alors qu'elle est étudiante. Elsie Ripley Clapp étudie avec Dewey autour de 1910-13 et écrit « The Colored Social Settlement » (1913-14) à propos d'un College Social Settlement fondé en 1902 dans le sud de Washington. Lucy Sprague, ancienne étudiante de Radcliffe, éducatrice proche de Dewey, qui épouse Wesley Clair Mitchell, étudiant de Veblen et Dewey, visitait Hull House, enfant, puis se rapproche à New York du Henry Street Settlement, nouant amitié avec Lillian Wald et Florence Kelley. On pourrait continuer ainsi à montrer l'intrication étroite entre les milieux d'universitaires qui se perçoivent comme pragmatistes, instrumentalistes ou expérimentalistes, et les milieux de femmes proches des *settlements* qui se reconnaissent dans cette philosophie ou qui en développent une semblable.

On a mentionné le petit mot d'éloge de James à Addams. On peut conclure sur ce point. Addams tenait James pour le philosophe le

plus sage des États-Unis et citait à son propos une phrase d'Émile Boutroux, dans « Pragmatism in Politics » (1912b), sur cette « pensée qui, persuadée qu'elle ne se suffit pas, se plonge avidement dans la réalité elle-même, dans la science et dans la vie, pour s'y retremper et s'y rajeunir » (Boutroux, 1911 : 132-133). Addams entretenait une espèce de dialogue à distance avec James. Quand ce dernier recherchait un « équivalent moral à la guerre », et proposait d'« enflammer le tempérament civique » à la place de l'ardeur militaire, en recrutant les jeunes pour des travaux utiles socialement (James, 1911 : 291 et 293), Addams (1907 : 24) voyait dans le mouvement ouvrier et la réforme sociale deux substituts à l'héroïsation du conflit armé : l'enrôlement dans des combats animés par la solidarité sociale, comme les luttes pour éradiquer la tuberculose ou pour développer le secours mutuel (*ibid.* : 25) et, plus tard, la bataille pour mettre en place une rationalité pacifique dans les relations entre nations (James, 1911 : 275 ; Addams, 2003). Il se pourrait même qu'Addams ait inspiré James sur ce point puisqu'elle avait, dès 1904, publié un petit article dans un magazine quaker, intitulé « A Moral Substitute for War » : « L'ampleur de l'occasion qui s'offre à l'Amérique devrait nous inciter à redoubler de courage et à étendre nos idéaux au-delà des vieilles idées guerrières. La conception non militaire de la vie et du commerce requiert une forme plus élevée de courage que celle qui consiste à se battre. Le soldat n'en est pas capable. Je ne crois pas à la non-résistance. Ne laissez pas les choses se faire toutes seules, mais saisissez-les d'une main ferme, guidés par une moralité plus élevée et plus raffinée que celle du code de la guerre. » Ce point s'exprimera pleinement dans la revendication internationaliste d'Addams au Congrès de la Haye (Addams, Balch & Hamilton, 1915) et son désir d'étendre la compréhension entre personnes de nationalités différentes à Hull House à une véritable entente entre nations à l'échelle mondiale (Fischer, 2008 ; pour une mise en perspective d'Addams et Dewey : Knight, 2014). Une communauté internationale qui ne soit plus faite de la juxtaposition d'États-nation, enclos dans leurs frontières, prêts à lever des armées pour défendre leur souveraineté. James, de 1903 à sa mort, était le vice-président de la section du Massachusetts de la Ligue anti-impérialiste (American

Anti-Imperialist League). Disparu en 1910, il n'a pu participer au mouvement pacifiste, mais on retrouve sous la plume d'Addams la même indignation contre le chauvinisme et le militarisme que chez James, remonté contre la nouvelle politique impérialiste des États-Unis, au moment de la guerre hispano-américaine sur les théâtres de Cuba et Porto-Rico, en 1898, puis de la guerre avec les Philippines de 1899 à 1902, tombées dans l'escarcelle américaine. Tandis que Dewey avait fini, en avril 1917, par se rallier à la déclaration de guerre de Wilson, au nom de la démocratie, et en était même venu dans *The New Republic* à critiquer les positions d'Addams (Knight, 2014), tandis que Royce avait été ébranlé par l'attaque allemande contre le Lusitania le 7 mai 1915 et s'était déclaré favorable à l'entrée en guerre, ou que Mead, qui avait participé avec son épouse Helen à la convention de Washington de janvier 1915, donnant naissance au Women's Peace Party, change de position en février 1917, après que l'Allemagne s'engage dans une guerre sous-marine sans restriction, Addams reste sur la même ligne que James (et ce quel que soit le « sexisme omniprésent » de celui-ci – cf. Seigfried, 1996, chap. 6).

EXPÉRIENCER, ENQUÊTER, EXPÉRIMENTER, ÉDUIQUER

Les *settlements* se veulent des lieux d'apprentissage, d'enquête et d'expérimentation. La chimie des relations entre leurs membres et de leurs interactions avec les habitants du quartier est supposée accoucher de nouvelles formes d'expérience collective. Mary K. Simkhovitch, après avoir fréquenté Denison House à Boston, dirige à partir de 1897 la College Settlement House de New York, puis l'unitarienne Friendly Aid House en 1898. Elle lance ensuite l'Association des travailleurs de quartier (Association of Neighborhood Workers, 184 Eldridge Street) le 11 décembre 1900 (Woods & Kennedy, 1911 : 188), et fonde Greenwich House le 27 novembre 1902 à Greenwich Village, New York. Elle rassemble dans le Conseil d'administration (*trustees*) Jacob Riis et Felix Adler, l'anthropologue Franz Boas, les économistes Vladimir G. Simkhovitch, Edwin R. A. Seligman et Henry

Seager, et la mécène Gertrude Payne Whitney, future fondatrice du Whitney Museum of American Art. Mary White Ovington, l'une des leaders du NAACP, en sera l'une des résidentes. Amie personnelle de Dewey, Simkhovitch (1906/2021) croit identifier trois étapes de l'établissement du *settlement* – trois moments de sa transplantation dans l'écologie du voisinage.

La première étape, qu'elle qualifie d'impressionnisme social, est celle de l'immersion et de l'imprégnation des résidents : ils et elles sont affectés par toutes sortes d'épreuves, heureuses et malheureuses, grâce à leur « contact vital » avec les habitants alentour. L'idée d'être plongés dans des *Lebensformen* partagées avec leurs voisins, et de fonder la compréhension et l'action sur le tourbillon des « relations orageuses de la vie humaine » (Addams, 1910a : viii), est centrale. Le *settlement*, c'est un tourbillon d'affects, de percepts et de concepts, d'expériences en fusion qui plonge les *settlers* dans un état de « perplexité », entre enthousiasme et découragement. C'est un « processus vital » (*life-process*) dans un « groupe vital » (*living group*) (Follett, 1918). L'expérience est le point de départ et le point d'arrivée de l'action des *settlements*.

La deuxième étape, celle de l'interprétation, naîtrait, selon Simkhovitch, de ce premier bain. C'est le moment de la production d'un savoir qui peut prendre des formes multiples – drames, histoires, investigations, nouvelles ou conversations –, en tout cas d'articulation d'une compréhension destinée à des auditoires multiples : les publics d'activistes, les lecteurs de la presse, les agents municipaux, les représentants de la ville, les usagers-électeurs-administrés, les voisins... De fait, les résidents des *settlements* mènent des enquêtes scientifiques, interviennent dans les journaux et les revues, organisent des expositions artistiques, reformulent les besoins et les désirs des habitants pour les rendre audibles et intelligibles, développent de nouvelles conceptions du service social, du loisir éducatif, de la médecine communautaire ou de la politique réformatrice.

Troisième étape, enfin : ce parcours n'est pas seulement de l'ordre du savoir, nous dit Simkhovitch, mais doit se traduire en action. « Agir sur la base des connaissances acquises est le but du *settlement*. Sans une telle action, son existence est stérile : il n'est alors qu'un lieu de vie intéressant et pédagogique pour ses résidents. » (1906/2021). C'est ainsi que Simkhovitch sera présidente du Committee on the Congestion of Population à partir de 1907, un poste éminemment politique à une époque où les conditions de logement étaient au cœur des mobilisations de citoyens. Elle se rapprochera de Woodrow Wilson à l'élection de 1912. Beaucoup plus tard, elle aurait un rôle clef, avec son amie Edith Elmer Wood, elle aussi passée par le College Settlement, en tant que présidente de la Public Housing Conference (1931-48), et accompagnerait Roosevelt pendant tout son mandat, avec la complicité d'une autre amie, Eleanor. Le programme de logements collectifs à bas coût de la Public Works Administration, lancé en 1933, grâce au National Housing Act, en était une conséquence. Le *settlement* agit en direction du quartier, mais se risque aussi à développer des politiques d'envergure.

Se laisser impressionner, en tirer des interprétations, passer à l'action. En bon pragmatisme, dans la théorie de l'enquête que Dewey est en train d'élaborer et dont il donne une première formulation dans *How We Think* (1910), il faudrait inverser le schéma de Simkhovitch et remettre « la dialectique sur ses pieds ». Commencer par des activités, des actions et des interactions qui sèment le trouble, laissent perplexe, dans le lexique d'Addams, se démentir au cœur des mille et une surprises et autant de malentendus qui font la vie quotidienne des résidents et découvrir, à travers les conflits de leurs propres standards avec ceux de leurs voisins (Addams, 1902 : 27), quels sont leurs « problèmes » (Burke, 2010). En devenant des habitants (*dwellers*), ce qui est une espèce d'engagement expérimental, en accomplissant tout un travail sur leurs propres préjugés, en rectifiant leurs hypothèses de travail et en en produisant de nouvelles, les résidents des *settlements* sont engagés dans une dynamique de définition et de résolution de problèmes, co-accomplie avec les autres habitants. C'est seulement

depuis cet enracinement pratique dans l'action, un engagement quotidien, existentiel, avec ses échanges et ses retranchements, ses illuminations et ses incompréhensions, ses sympathies et ses hostilités, ses attractions et ses animosités, que les deux premières étapes de Simkhovitch deviennent possibles. On ne peut être affecté par la situation et l'on ne peut comprendre la situation qu'en étant impliqué en elle et en y agissant.

Il devient possible d'identifier des problèmes et d'imaginer des solutions, à travers des collaborations avec les voisins, en étant pris dans des « événements de la vie », comme Dewey l'écrivait souvent. Cette thèse était aussi celle de Jane Addams (Shields, 2006 ; Lake, 2014 ; Fischer, 2019). Cela requiert une espèce d'observation sympathique (Cooley, 1909 : 31) et participante (Lindeman, 1924 : chap. VIII ; Follett, 1924 : 11 ou 13), qui entretienne une « attitude expérimentale envers l'expérience » (Follett, 1924 : Part II). « Plus que d'observation, nous avons besoin d'expérimentation », écrit Follett (*ibid.* : 178), « nous voulons des observateurs-participants qui tentent expérience après expérience (*experiment*) et qui nous disent ce qui marche et ce qui échoue » (*ibid.*). Le *settlement* a une fonction d'articulation des hypothèses de travail de la réforme sociale (Mead, 1899/2020), d'accompagnement de leur mise à l'épreuve et d'enregistrement des résultats afin que les expérimentations laissent des traces et deviennent objets d'évaluation. Les solutions peuvent prendre la forme de biens ou de services, qui parviennent à être produits et distribués à l'échelle du quartier (créer des crèches ou des cours d'alphabétisation, servir repas et goûter à des enfants dont les parents travaillent toute la journée, amener les femmes à consulter pour un suivi médical...) grâce à l'engagement des résidents et à leur coopération avec les voisins (Gross, 2009). Ces solutions, à une autre échelle, peuvent être moins immédiates, requérant un travail politique sur des dispositifs législatifs et institutionnels (les batailles pour la mise en place d'une législation sociale, les campagnes pour l'interdiction de l'alcool), ou une implication dans des campagnes électorales (des élections au poste d'*alderman* aux présidentielles).

Le *settlement* se donne pour fonction d'aider les habitants du quartier à identifier quels sont leurs besoins, leurs désirs ou leurs aspirations et de trouver les moyens matériels et intellectuels pour les satisfaire. Addams (1910a : 167-168) raconte comment les femmes de Hull House passent « de nombreuses heures à essayer d'obtenir un soutien pour des femmes abandonnées, une assurance pour les veuves désemparées, une réparation pour des ouvriers blessés », et à faire la navette entre des institutions qui ne savent pas s'y prendre avec les pauvres et les migrants auxquelles elles sont confrontées et ces bénéficiaires potentiels qui ignorent quel est le mode d'emploi des institutions qui pourraient répondre à leurs besoins. Le *settlement* opère comme un « bureau d'information et d'interprétation » (*ibid.* : 167), à double sens. La connaissance qu'il fait ainsi émerger peut devenir le point de départ d'une critique sociale et politique. Le *settlement* fait entendre des voix qui ont du mal à trouver leur chemin dans l'espace public et il peut se transformer en plateforme d'expression de griefs, de dénonciation de torts et de revendication de droits – une activité de réclamation (*claim-making*) qui porte la marque des interactions avec les voisins. Et, en accomplissant ce travail sur l'expérience collective, il peut influencer sur une politique publique (imposer un ramassage des ordures plus efficace) ou conduire à la réforme d'une institution (de la prison et du tribunal pour mineurs).

Le *settlement* est aussi un dispositif expérimental qui vise à une participation commune de riverains qui vivent dans des mondes très différents : il met en contact des milieux sociaux et culturels qui resteraient sinon isolés et tente de les faire communiquer. Il peut s'adresser à des groupes nationaux, raciaux ou religieux plus spécifiques, proposer, par exemple, de façon plus ciblée des soins de santé aux membres de la communauté chinoise (True Shining Mission à San Francisco), ou de la communauté noire (Stillman Branch for Colored People du Henry Street Settlement à New York) – effet en retour de la discrimination qu'elles subissent dans les hôpitaux. Mais, en général, le *settlement* est ouvert et accessible, en droit, à tout le monde, « *irrespective of race, politics or parish* » comme le proclame la Gordon House (Woods

& Kennedy, 1911 : 321). Cela ne va toutefois pas sans épisodes d'intolérance religieuse, de racisme et d'antisémitisme. Dans les faits, il y a souvent une segmentation, sinon une ségrégation des publics que les différents *settlements* atteignent (Hounmenou, 2012) – un fait qui n'a rien de surprenant quand on sait comment la ligne de couleur traverse territoires, gangs, professions et organisations. Les *settlements* ont ainsi l'ambition de faire communiquer les points de vue des femmes migrantes, qui maîtrisent mal l'anglais et qui travaillent à domicile, pour qu'elles se rencontrent, se parlent, constatent les similitudes de leur condition et constituent une expérience collective. L'objectif est, selon Addams (1896 : 538), qu'elles atteignent « la dignité d'une personne morale (*corporate body*) ». L'effort des femmes de Hull House est orienté vers la connaissance des situations de vie de ces femmes (l'enquête de porte-à-porte financée par le Bureau du travail de l'Illinois, Illinois Bureau of Labor), l'expression de leur point de vue et leur organisation – ce qui sera réalisé en 1903 avec la naissance de la Ligue des syndicats de femmes (Women's Trade Union League). Mais cet effort est sans arrêt entravé par une écologie des relations raciales, qui rend compte de certaines des ambiguïtés de leurs leaders, parfois réticentes à accueillir des voisins noirs pour ne pas incommoder les autres résidents (pour deux angles de lecture des hésitations d'Addams : Sullivan, 2003, ou Fischer, 2014). Cette ligne de couleur est redoublée par une ligne de nationalité, de langue et de religion : le catholicisme des Napolitains du quartier de Hull House qui fréquentaient la Holy Family Church n'était pas vraiment compatible avec celui des Québécois de Notre-Dame de Chicago, quelques rues plus loin, et pas davantage avec celui des paroissiens tchèques de Saint Procopius, un peu plus au sud, à Pilsen, ou des paroissiens irlandais de Old St Patrick's Church, à l'Est de Halsted. En outre, les *settlements*, alors même qu'ils aspirent à organiser des migrants récemment arrivés aux États-Unis et à leur donner accès à leurs droits, contre les abus des machines politiques et leur surexploitation par des filières de travail et de logement, entrent en conflit avec les *bosses* politiques (peu enclins à partager leur pouvoir avec des réformateurs perçus comme des concurrents ou des empêcheurs de tourner en rond et disposant

d'un moyen de pression fort sur leurs administrés) (Davis, 1960 et 1964), ou avec les leaders ethniques (se voyant mal déposséder de leur autorité par quelques femmes, blanches, protestantes, célibataires et à l'évidence d'une autre classe sociale !) (Lissak, 1989).



Women's Trade Union League 1907, de gauche à droite : Hannah Hennessy, Ida Rauh, Mary Dreier, Mary Kenney O'Sullivan, Margaret Dreier Robins, Margie Jones, Agnes Nestor, Helen Marot (<https://spartacus-educational.com/Jrauh.htm>).



Avec toutes ces limites, utiles à penser pour une théorie de la démocratie de quartier, du public ou de la communauté politique,

le *settlement* peut en tout cas remplir sa fonction d'interprétation entre différents groupes (linguistiques, religieux, sociaux, raciaux...), contribuer à formuler des diagnostics, communiquer vis-à-vis du public, trouver des fonds, localiser des experts, interpeller des élus, bref, importer dans le quartier des ressources et des compétences de l'extérieur qui lui manquaient. Il est aussi, de l'intérieur, un *vecteur d'organisation communautaire*. On peut produire de nombreuses vignettes de ce processus, qui en révèlent également les difficultés. On en retiendra deux.

Sur le *settlement* comme opérateur de sociabilité et de socialisation, d'abord. Eleanor Woods (1929 : 241-242), dans un livre de souvenirs sur Robert A. Woods, le « champion de la démocratie » de Boston, se souvient des « réunions de cottage » qui étaient des moments de sociabilité et de socialisation importants pour les gens du quartier. « Le *settlement* apprend que les personnes qui ne disposent pas d'un langage civique pour s'exprimer, rouspètent, tout au moins, à propos des défauts de l'administration locale. Il découvre quelles sont les causes de plaintes les plus communes. Il incite les gens à se plaindre en commun, en spécifiant leurs griefs dans chaque cas. Il aide à orienter la pression commune de manière à obtenir un résultat concret et général. Les gens ont, à ce jour, reçu une initiation de jardin d'enfants à la démocratie. Ils ont, pour ainsi dire, goûté au sang [une métaphore que l'on retrouve dans *The Settlement Horizon*, 1922 : 357] en matière de citoyenneté et sont impatients de la prochaine étape. Les résidents du *settlement* sont eux-mêmes mordus et piqués... » (Woods, 1929 : 241). La politique se joue dès le « cercle de connaissances » des « citoyens locaux », qui doit être renforcé par un effort d'association – avec son inimaginable « pouvoir créatif » (Woods, 1906 : 78) – afin que ces voisins découvrent ce qu'ils ont en commun et ce qui donne une assise morale – le sens de l'appartenance – à leur communauté. C'est ainsi qu'ils se découvrent des points communs : Sarah Henry Lederman (2009) raconte comment Hilda Satt Polacheck (1989), juive polonaise de Chicago, craignait de se faire tuer si elle mettait le pied dans une mission chrétienne, jusqu'à une fête de Noël à Hull

House. Les couples sont nombreux à s'y former, ainsi du philosophe Morris Raphael Cohen qui rencontre sa future épouse Mary Ryshpan à Educational Alliance. Woods voit dans les *settlements* des générateurs de solidarité : ses membres « établissent des relations naturelles et positives, sur le simple fondement de leur commune humanité, avec les gens du quartier » (Woods, 1896 : 144). Ils éprouvent un sens de l'obligation les uns vis-à-vis des autres, ils enquêtent sur ce qui compte pour eux et ils se mobilisent pour résoudre leurs problèmes en commun, découvrant leur capacité à prendre en charge « les affaires du gouvernement ». Ils apprennent à se mettre à la place de leurs vis-à-vis et changent de point de vue, dans le meilleur cas, développant ensemble, par l'enquête et l'expérimentation conjointes, une nouvelle perspective (Woods, 1899 : 80). Woods cite William James sur le fait de faire le premier pas. « L'acceptation de ce qui s'est passé est la première étape pour surmonter les conséquences de toute infortune²⁶. » Une fois que cette prise de conscience a eu lieu, la confrontation aux problèmes peut s'engager. L'indifférence, le ressentiment, la peur ou le mépris entre voisins peuvent commencer à se transformer en confiance. Ils découvrent le plaisir et la puissance de la proximité (*neighborliness*). Ils forment des idées en commun et se mobilisent pour que ces idées aient un « pouvoir d'agir » (*power to work*). Le cercle vertueux de l'auto-engendrement de la citoyenneté est lancé. On retrouve là des propositions omniprésentes dans les textes de Dewey, de Cooley (1909) ou de Follett (1918 et 1919/2018) sur l'importance des attachements au quartier, des problèmes pratiques qui y naissent et que les personnes qui y vivent tentent d'y résoudre, des sentiments moraux qui s'y nouent et des obligations qu'elles contractent les uns vis-à-vis des autres, des pouvoirs et des droits dont elles font expérience, autant de dimensions de la vie démocratique pour les philosophes pragmatistes (cousines et affiliées y compris).

Attachement, confiance, loyauté, obligation : ces qualités du quartier bien intégré ne vont toutefois pas de soi. Daniels (1920), Addams (1910a), Wald (1915), Woods (1923) ou Taylor (1930) décrivent la complexité des interventions des *settlements* qui doivent composer et

trouver un *modus vivendi*, sinon des liens coopératifs, avec les *aldermen* et les machines politiques, les agences techniques de la ville, les leaders d'organisations professionnelles ou criminelles, les chefs de la police et de la justice, les représentants des institutions sociales de communautés migrantes, les entrepreneurs et commerçants implantés dans le quartier, les propriétaires de logements et les responsables d'écoles ou d'hôpitaux et les multiples clubs et associations – des interactions qui sont encore compliquées par le contrecoup des contacts nationaux et internationaux des résidents avec des réseaux d'organisations communautaires, ecclésiastiques ou syndicales. Les problèmes rencontrés dans les banlieues ouvrières autour des sites industriels (G. R. Taylor, 1915), dans les zones désarticulées de bidonvilles (*slums*) et d'immeubles de rapport (*tenements*), ou dans les quartiers du « vice », du jeu, de la boisson et de la prostitution (l'*underworld* des *red light districts*), ne sont pas du même ordre. Enfin, les quartiers de migration ou d'urbanisation récente se caractérisent par leurs multiples clivages sociaux, linguistiques, religieux et raciaux qui rendent difficile la réalisation même de l'idée de « communauté ». La communication est souvent difficile pour les résidents des *settlements* du fait que le processus d'américanisation des migrants est à peine engagé, que la barrière de l'anglais est forte et que la méfiance est grande pour ces femmes célibataires, qui en appellent à l'esprit civique et réclament le droit de vote, et veulent imposer des règles d'hygiène ou de diététique incompréhensibles. L'épisode de la nouvelle cuisine (New England Kitchen), que boudront les voisins, s'en tenant à leur régime alimentaire habituel, est exemplaire de ces échanges avortés (Addams, 1910a : 130). Par ailleurs, les haines entre groupes raciaux et nationaux prennent parfois un tour parfois féroce – que l'on pense à la vague antiallemande pendant la guerre ou à l'émeute contre les Noirs de 1919 à Chicago ; et elles se surajoutent à la transplantation des hiérarchies statutaires d'Europe ou d'Asie et à la formation d'un racisme nativiste des personnes nées en Amérique vis-à-vis des nouveaux arrivants. Enfin, l'action des *settlements* bouscule certains intérêts particuliers. Ils entrent en conflit avec les propriétaires d'ateliers de couture qui fournissent du travail à la plupart des familles du

quartier : lorsque les femmes et enfants ne sont pas employés dans des *sweatshops*, ils travaillent à l'aiguille et à la tâche à la maison. Ils se mettent à dos les gros industriels qui sont parfois leurs mécènes : les positions d'Addams après l'affaire Pullman ont mis en péril les finances de Hull House. Ils se battent contre les machines politiques dont dépendent les décisions de l'administration municipale, en tout cas à Chicago – à Boston, Woods trouve plus facilement des compromis avec les politiciens. Et ils sont souvent aux avant-postes du mouvement prohibitionniste et veulent fermer les saloons et interdire l'alcool – alors que certains de ces saloons, contrôlés par les *aldermen* ou par leurs proches, sont les principaux lieux de sociabilité pour les hommes et les centres névralgiques de la politique locale²⁷...

Deuxième point : les *settlements* n'en sont pas moins des vecteurs d'organisation communautaire quand ils aident les habitants à exprimer et formuler leurs besoins et à orienter les décisions des pouvoirs publics concernant les biens et services mis à leur disposition. Henry S. Curtis, un ancien résident de l'University Settlement à New York, fondateur avec Luther H. Gulick en 1906 de l'Association américaine des terrains de jeu (Playground Association of America), se rappelle combien le nombre d'emprunts de livres à la bibliothèque du *settlement* était élevé en comparaison avec celui de la bibliothèque publique. Un phénomène similaire était constaté dans les maisons de loisirs de Chicago (Curtis, 1914 : 239-240). Pour qu'une bibliothèque fonctionne, elle doit être située à un lieu stratégique, avec un fort flux d'usagers potentiels, disposés à fureter dans les rayonnages, et à même d'y trouver des ouvrages qui présentent quelque intérêt à leurs yeux : les livres d'économie rurale auront plus d'attrait sur des agriculteurs que des romans à l'eau de rose « pour des jeunes filles romantiques de seize ans ». Curtis, à une époque où fleurit le Country Life Movement, qui s'efforce d'organiser en la « modernisant » la vie dans les communautés rurales, examine l'apport à la vie locale des « centres sociaux ruraux » (*ibid.*, 129 sq.). Ceux-ci n'arrivent pas dans un *no man's land*, mais leur utilité doit être établie en relation avec les organisations professionnelles, les écoles d'agriculture, les institutions

politiques, les églises locales, les agences de santé et d'éducation (inspection des écoles publiques du comté, sections du YMCA et YWCA). Il peut manquer d'écoles et les premières *settlement schools*, celle de Hindman, fondée en 1902, ou la Pine Mountain Settlement School, en 1913, dans le comté de Harlan, dans le Kentucky, ouvrent la voie, valorisant, au-delà de l'enseignement élémentaire, l'artisanat local et la chanson folklorique. Un autre manque, sensible à l'époque, est celui d'occasions de divertissement (sinon les Boys Scouts et les Camp Fire Girls pour les plus jeunes). Le mouvement des centres sociaux a offert une solution, analogue à celle des *social settlements*. L'idée est de créer des districts à l'échelle des *townships* – l'équivalent des « unités de voisinage » (*neighborhood units*) des grandes villes –, de recenser toutes les demandes des riverains-usagers-citoyens de ces districts et de les confier à un agent spécialisé – un directeur d'école ou un notable local, au risque de leur confiscation et de leur transformation en relais des institutions officielles ou des machines politiques – qui les centralise tout en restant en constante interaction avec les publics qui se forment. On n'est pas loin du travail accompli par les mouvements d'éducation populaire en Europe, en l'occurrence, les équipes des Jeunesses agricoles catholiques en France à partir des années 1930 (avec la vocation évangélique en moins), ou, en Allemagne, de l'organisation de pique-niques, fêtes collectives et compétitions sportives par un inspecteur des jeux (*Spiel-Inspektor*), également chargé de superviser stades, piscines et patinoires (Curtis, 1914 : 192). Une fonction sociale se trouve ainsi remplie, avec des styles différents selon les pratiques d'animation, dans le « rayon d'influence » (Lindeman, 1921 : 161) des centres sociaux ou, de façon analogue, des *social settlements* qui ont été cruciaux dans la promotion des arts pour tous, des jeux et des loisirs en contrepoint du travail (une mission chère à Dewey ou Mead – Deegan, 1999), et qui ont été parmi les premiers à prendre la mesure du décalage entre ce que la culture d'élite avait à proposer et ce à quoi les habitants pouvaient aspirer. En tout cas, le développement de l'organisation communautaire est allé de pair avec la multiplication de « maisons communautaires », ou de « salles communautaires », mises à disposition

par les *social settlements* ou bâties par les habitants du quartier ou du district – à moins qu’il ne s’agisse des écoles publiques investies par les centres sociaux – en vue de « fournir un lieu aux occasions de rassemblement et de divertissement social et de créer un centre de jeux qui permette de tirer garçons et filles des rues »²⁸ ou d’organiser des réunions du type « forum ouvert » où les habitants puissent définir leurs propres besoins, s’attaquer à leurs problèmes communs et leur chercher des solutions pratiques. À New York, un Comité des arts et des festivals serait ainsi créé par l’Association des travailleurs de quartier (Association of Neighborhood Workers), qui lui-même engendrerait une Guilde des industries des *settlements* (Guild of Settlement Industries), destinée à promouvoir les produits des ateliers d’artisanat des *settlements* et à proposer des écoles de formation aux femmes intéressées par les Arts & Crafts.

Besoins locaux, émergeant dans des unités de voisinage, moyennant l’intervention de réseaux d’organisations qui leur donnent leur soutien, une voix publique et une force politique : pour mettre en place des cours pour les adultes à Chicago, en 1916, ce ne sont pas seulement les *settlements* locaux qui se mobilisent dans leur quartier, mais c’est une configuration de soutiens qui se forme, comprenant l’École normale de Chicago, la Chicago Woman’s Aid et la Ligue de protection des immigrants, des associations de notables (Chicago Association of Commerce, Union League Club, City Club, Woman’s City Club, Chicago Woman’s Club), toutes liguées dans un Comité mixte d’éducation pour adultes étrangers (Immigrants’ Protective League, 8th Annual Report, 1917 : 13). Les *settlements* sont des nœuds de réseaux qui coopèrent pratiquement autour de tâches concrètes, aident leurs voisins à identifier des problèmes et s’efforcent avec eux de les résoudre. Un bon exemple de cet effort collectif, et de ses difficultés, est lié à la propreté de la ville²⁹. Les rues étaient, au début des années 1890, couvertes d’excréments d’animaux, de graisse des essieux, de papiers sales, de détritits et de cendres, passant de l’état de boues à celui de poussière. Des dizaines de milliers de véhicules étaient stationnés en permanence le long des trottoirs : outre qu’ils

offraient des abris aux prostituées et aux voleurs et qu'ils servaient de toilettes publiques, ils rendaient impossible un véritable nettoyage de la voie publique. La ville empestait des émanations de la « pourriture noire » qui jonchait la chaussée, des « égouts bouchés et malodorants » et des « bacs à ordures ménagères pathogènes » (Waring, 1898 : 13 et 179). En plus des ordures ménagères, il n'y avait aucune politique d'élimination des déchets industriels et des déchets organiques à proximité des marchés aux poissons ou des abattoirs des Stockyards. Tandis qu'à New York, le nettoyage des rues semble avoir été une réussite, en raison de la conjonction entre une véritable volonté politique et l'initiative de l'University Settlement de mettre en place des ligues de jeunes (comme le raconte David Willard, travaillant pour le commissaire de la Ville de New York George E. Waring, 1898 : chap. XIV). Ces jeunes, apprend-on, avaient montré de l'enthousiasme dans des Clubs d'histoire civique (Civic History clubs) et dans une Ligue anti-cigarette et s'étaient engagés dans un travail de sensibilisation dans les écoles dans les 10^e et 11^e circonscriptions du Lower East Side. Ils étaient volontaires, avec une possibilité de promotion d'aide à contremaître, puis à superviseur au sein de leur ligue, et semblaient fonctionner à la « fierté civique » et au « sentiment patriotique ».



« La fin d'une carrière », Auteur: Byron photographe. Enfants jouant à côté d'un cheval mort dans la rue, New York entre 1900 et 1906 (Library of Congress, LC-D4-13645 [P&P]: Digital Id det 4a09038 //hdl.loc.gov/loc.pnp/det.4a09038).



MARCH, 1890.

EAST HOUSTON STREET, LOOKING WEST FROM NO. 285.



JUNE, 1890.



MARCH, 1890.

NORTHEAST CORNER OF FOURTH STREET AND AVENUE D.



MAY, 1890.

Harper's Weekly, 22 juin 1895: Nettoyage des rues East Houston et 4th Street, NYC, avant et après (domaine public).

Dans les années 1890, la croissance anarchique de la ville de Chicago, l'inefficacité et l'incompétence des administrations municipales chargées de l'hygiène publique et le clientélisme des *aldermen* avaient conduit à une situation critique. Ils distribuaient les charges d'éboueurs à leurs protégés, signaient les contrats de ramassage et d'élimination des ordures avec des entreprises patronnées par leur machine politique et recevaient des commissions par rétrocession d'une partie des subventions publiques. Louise W. Knight, dans « Garbage and Democracy » (2006), a décrit les nombreuses mobilisations qui se sont succédé dans les années 1890. Florence Kelley écrit une lettre au *Chicago Tribune* (3 juillet 1892) dénonçant la situation dans le 19^e arrondissement : « Des montagnes d'abats et d'ordures empestent et fermentent dans la tempête et sous le soleil », et à un bloc de distance de Hull House : « La rue Desplaines, de Polk à Taylor, est depuis des mois un marécage, humide et nauséabond, ses pavés en bois noyés et pourris, loin sous ses eaux troubles. » Les

clubs d'amélioration de citoyens ne parvenaient pas à faire bouger la situation. Les wagons d'ébouage ne passaient qu'une ou deux fois par mois au lieu des trois fois par semaine. Dans une première phase, seules des femmes se sont organisées : Knight mentionne la Ligue pour l'ordre municipal (MOL), qui rassemble Addams et les femmes des *settlements*, Frances Willard et l'Union chrétienne des femmes pour la tempérance, les membres de clubs de femmes de Chicago et l'Alliance des femmes de l'Illinois, sous la houlette d'Ada Sweet, femme d'affaires. La stratégie de faire pression sur le Conseil municipal, sur les commissaires à la santé pour le nettoyage des allées et sur les commissaires aux travaux publics pour celui des rues échoue : les femmes ne sont pas électrices, et la machine politique n'est absolument pas réactive à leurs revendications de licencier les inspecteurs de la santé qui ne font pas leur travail, ou de dénoncer les contrats avec leurs entreprises ; quant à l'effort de pression auprès des services municipaux, il ne prend pas, en partie à cause du manque d'éducation civique de femmes migrantes récemment arrivées, mais aussi parce que les femmes sont découragées par les hommes de leur entourage.

C'est seulement dans une deuxième phase que cette mobilisation va porter ses fruits. Une fois passée l'Exposition Internationale, des hommes et des femmes s'unissent dans la fondation de la Fédération civique (Civic Federation). Celle-ci tient son premier meeting le 15 février 1894. Son Comité sanitaire (Sanitation Committee) désigne un inspecteur par arrondissement (Jane Addams pour le 19^e *ward*). Addams lance un appel d'offres pour la mise en place de poubelles en métal et d'usines d'incinération, qui échoue, en partie parce que contré par John Powers, l'*alderman* du *ward*. Puis elle est désignée comme inspectrice rémunérée, toujours dans l'arrondissement de Hull House : « [Addams] et son assistante, Amanda Johnson, ont commencé à parcourir le quartier trois fois par semaine pour suivre les tombereaux de ramassage des ordures dans leurs tournées, jusqu'à la décharge municipale située à l'angle de Western et de la 35^e rue. Elles ont également persuadé l'entrepreneur de rajouter huit wagons supplémentaires » (Knight, 2005 : 343) et installé des incinérateurs

complémentaires. Elles ont exhumé une chaussée oubliée sous un demi-mètre d'immondices (Addams, 1910a : 286) ! Au bout du compte, les ruelles du quartier sont remarquablement propres – ce que Dewey commente avec humour : « Telle est certainement la méthode américaine idéale : laisser le gouvernement à sa corruption et faire tranquillement les choses par soi-même. » (Lettre du 13 septembre 1894 à Alice Chipman Dewey & enfants). À côté de ce modèle, une autre stratégie que celle du lobbying sur le pouvoir municipal est développée. Un véritable effort d'éducation des femmes est mené dans le 4^e *ward*, derrière Harriet A. Shinn de la Fédération civique : elles sont invitées à visiter les allées, elles apprennent des règles d'hygiène contre les risques de diphtérie, elles deviennent elles-mêmes une armée d'inspectrices qui vérifient la situation locale, bout de quartier par bout de quartier. Ces différentes actions portent leurs fruits. Les femmes des *settlements* (Addams, 1910a : chap. XIII), des clubs et autres associations, montrent leur capacité collective d'auto-organisation, d'innovation, d'enquête et d'expérimentation, ainsi que de persévérance dans la résistance à un pouvoir corrompu et non-réactif.

La situation ne sera pas réglée pour autant (pour la suite de l'histoire, jusqu'en 1917 : McGurty, 1998). On retrouve par exemple une trace de l'action de Mary McDowell de l'University of Chicago Settlement et de Graham Taylor du Chicago Commons en 1916, à l'époque de W. H. Thompson, et, en 1927, où l'ingénieur en chef, travaillant pour le Board of Sanitary Trustees, exige des industries de la viande et de la Corn Products Company de prendre en charge leurs propres déchets : les seuls Stockyards en produisaient 35 millions de gallons par jour, soit l'équivalent d'une ville d'un million et demi d'habitants, et Bubbly Creek, l'affluent de la rivière Chicago au bout du Whiskey Row, n'était plus qu'un énorme cloaque – une « fosse d'aisances » (*cess-pool*) à ciel ouvert, dégageant toutes sortes de gaz toxiques, contaminant les alentours. Le problème était en suspens depuis le siècle précédent et McDowell se souvient que les maisons à proximité étaient noires de mouches en été et qu'un nouveau-né sur trois y mourait (McDowell, 1938 : 2). En 1911, McDowell avait voyagé à Glasgow et Francfort où des

modèles de recueil et d'incinération des ordures avaient été expérimentés. De retour à Chicago elle décrit comment la solution du problème proposée par la municipalité n'était pas rapportée à des considérations de santé publique, mais d'économie privée : les entreprises auraient pu tirer profit des cendres et des mâchefers pour produire des engrais et compresser des briques et récupérer les graisses animales. De surcroît, la municipalité aurait pu recycler la vapeur provenant de la réduction de l'eau pour produire de l'électricité. Le Comité des déchets de la ville (City Waste Committee) du Woman's City Club avait, pendant cinq ans, régulièrement insisté auprès des commissions de la santé et des finances du Conseil municipal pour que soit nommé un groupe d'études pour un plan d'élimination scientifique des ordures. La réponse aura été négative jusqu'à ce que les femmes de l'Illinois obtiennent, en juillet 1913, le droit de vote municipal !

PANIKES ANARCHISTES : UN RÉVÉLATEUR DES ATTITUDES VIS-À-VIS DES MIGRANTS

Inutile de dire que ces *settlements* étaient souvent perçus comme des lieux d'extrémisme et s'attiraient réprobation morale et condamnation politique. Graham Taylor reproduit dans son livre de souvenirs, *Pioneering on Social Frontiers* (1930 : 293), un article de journal où ils étaient vilipendés comme des « centres socialistes » et « anti-chrétiens », prônant l'abolition du mariage et la propriété des enfants par l'État. Fer de lance de la réforme sociale (Davis, 1967), milieu de fécondation (Chambers, 1963, parle de « semailles ») d'un esprit social (Henderson, 1899), ces communautés dans la ville inquiètent et font naître toutes sortes de rumeurs (Addams, 1916 : chap. I et II). Quand elles se battent contre le pouvoir social des tenanciers de saloons, qui étaient à l'époque de véritables gérants de clubs et faiseurs d'opinion, quand elles bousculent le pouvoir des propriétaires d'immeubles, celui des médecins ou des pédagogues, quand elles prennent parti pour les travailleurs ou les consommateurs contre le pouvoir économique de gros entrepreneurs (Goldmark, 1953), ou qu'elles essaient d'imposer leurs innovations sociales contre le pouvoir politique, le



Tribunal pour mineurs, Cook County Juvenile Court, fondé en 1899 (Halsted et Ewing Streets, Photo de 1944, Chuckman Chicago Nostalgia/chuckmanchicagonostalgia.wordpress.com).



La réforme par le travail : délinquance et menuiserie. Centre de détention du tribunal pour mineurs (Chicago History Museum DN-0071323).



Enfants à Hull House West Polk Street 1908 (Chicago Daily News - Chicago History Museum DN-0005531_pm).

clientélisme et la corruption des élus (Davis, 1960 et 1964), elles ne se font pas que des amis. Et les efforts des *settlements* pour réhabiliter les jeunes délinquants, à travers des dispositifs spécifiques de jugement, de formation, de loisir, de psychothérapie, d'accompagnement et de rééducation, suscitent les sarcasmes des plus conservateurs, favorables à des méthodes répressives et opposés à ce gaspillage de l'argent public.

On étudiera ailleurs plus en profondeur la façon dont la question migrante et la question raciale sont traitées par les *settlements*, avec plus ou moins de succès, et non sans œillères parfois (Fischer, 2011 et 2014), mais il est incontestable que ceux-ci ont été parmi les premiers à se confronter à « l'inextricable confusion » du « clivage de classes, clivage de races, clivage de croyances » des grandes métropoles, comme l'écrit Vida D. Scudder dans *A Listener in Babel* (1903 : 74). On note souvent que, pour beaucoup de progressistes, la différenciation sociale, ethnique et religieuse était devenue un problème, parce qu'elle allait à l'encontre d'un désir de communauté organique. Sans doute, mais aussi, tout simplement, parce que les villes américaines connaissent à l'époque un boom urbain et industriel sans précédent dans l'histoire. Chicago, de petit comptoir indien des années

1830, est devenue en 1890 une ville forte d'un million d'habitants – trois millions en 1930. Au tournant du siècle, elle est le principal nœud ferroviaire des États-Unis, elle collecte le bétail et le blé de tout le Midwest, et au-delà (Cronon, 1991/2020) ; tandis que l'Illinois Steel Company devient le plus grand conglomérat d'aciéries du pays, avant d'être absorbée par l'U. S. Steel en 1901 et de dominer la production mondiale. Chicago est le lieu où le capitalisme le plus brutal et le plus dérégulé se déploie, et en parallèle, sur des modalités différentes de New York, de Boston ou de Philadelphie, Chicago est le creuset d'une contestation sociale, d'un réformisme social et d'une science sociale qui tentent de prendre à bras-le-corps les problèmes de migration et de misère, d'industrialisation et d'urbanisation. Elle se développe de façon anarchique, soumise à des machines politiques marquées par leurs liens avec le monde des affaires et du crime organisé, souvent sans politique publique, ni plan directeur³⁰. Elle se transforme en une marqueterie de quartiers, souvent identifiés par leur dominante ethnique et bientôt par leur caractère racial, avec la Grande Migration des Noirs du Sud qui se déverse dans la Black Belt et la progressive constitution de Chinatowns. C'est une ville neuve, sans passé, où la brutalité des rapports d'argent et de pouvoir s'exprime sans régulation, mais aussi où toutes les possibilités semblent ouvertes, qui n'est donc pas entravée par l'histoire, comme en Europe – que ce soit une histoire de la hiérarchisation sociale, qui prévient le mélange des classes, ou une histoire de l'intervention étatique, qui remet le bien public entre les mains de fonctionnaires ou de spécialistes. Mead (1899/2020) l'exprime ainsi, de façon sans doute lapidaire : « Ni la France avec sa société en mille-feuilles et ses castes sociales, ni l'Allemagne, avec sa croyance fondamentale que la société doit être contrôlée par des bureaux d'experts, n'ont offert un terreau favorable au développement de ces *social settlements*. » Aux États-Unis, les *settlements* vont être aux avant-postes de la défense des droits des groupes que l'on appellera, après la Première Guerre mondiale et les débats de la Société des Nations, des « minorités ethniques et raciales », un combat qui s'entrelace avec celui pour les libertés civiles et politiques.

Un fait divers servira ici de révélateur des préjugés envers certaines communautés de migrants et de la place des *settlements* dans la défense des libertés les plus élémentaires : l'assassinat du Père Leo Heinrichs, prêtre franciscain, dans l'église St Elizabeth of Hungary, à Denver, Colorado, le 23 février 1908, par un anarchiste sicilien, Giuseppe Alia. Mead écrit sous le coup de l'émotion son article « Social Settlements and Anarchy » (1908/2021). Ce commentaire à chaud avait été refusé dans un premier temps par le *Record-Herald*³¹, le 22 mars 1908, avant d'être accepté, trois semaines plus tard, le 17 avril, sous la forme d'un court essai par *The Public*. Entretemps, l'affaire se redouble d'une seconde, à Chicago. Lazarus Averbuch, un juif russe, emballeur d'œufs de métier, qui avait échappé au pogrome de Kichinev en 1903 et vivait dans le Near West Side, était devenu célèbre malgré lui. Il avait été tué par George Shippy, le chef de la police de Chicago, au domicile de ce dernier, le 2 mars 1908, dans des conditions troubles, une semaine après l'assassinat du Père Heinrichs. Shippy disait l'avoir identifié comme un anarchiste venu pour l'agresser et n'avoir fait qu'exercer son droit à la légitime défense. Quand il a été révélé qu'Averbuch était juif russe, la vague anti-anarchiste, endémique depuis l'attentat de Haymarket en 1886 (Taylor, 1930 : chap. X ; Avrich, 1984), s'est redoublée d'une vague antisémite. Et les *settlements* se sont retrouvés au cœur de la tourmente.

Ce n'était pas la première fois. Après l'assassinat du Président William McKinley à Buffalo, NY, le 6 septembre 1901, lors de la « panique publique » qui s'est ensuivie, Hull House avait commencé à être la cible de la presse. Courageusement, Addams, accompagnée de Raymond Robins³², alors résident du Chicago Commons (Taylor, 1930 : 137), s'était rendue au bureau du maire, Carter H. Harrison Jr., pour défendre le cas d'Abraham Isaak et de Clement Pfuetzner, arrêtés en même temps que le perpétrateur du meurtre du président, Leon Czolgosz. La règle de l'amalgame prévalait et tous les anarchistes, après un acte terroriste, étaient associés dans la vindicte publique et la répression policière. Adams et Robins avaient demandé à rencontrer Isaak et Pfuetzner. Ils avaient réaffirmé leur conviction qu'ils

étaient innocents et insisté pour qu'ils puissent rencontrer un avocat, ce qui leur avait jusque-là été refusé. Abe Isaak était né dans la colonie mennonite de Chortitza, dans l'Ukraine actuelle, et, après un passé nihiliste à Odessa, avait rejoint les rangs anarchistes au moment de la rupture de la Seconde Internationale en 1889. Après avoir fui à Rio de Janeiro, il avait rejoint les États-Unis en 1890. Il avait fondé et édité les hebdomadaires *Firebrand* (1895-97) à Portland, Oregon, puis, après sa fermeture par la police, *Free Society* (1897-1904), à San Francisco. Arrivé à Chicago en 1901, il s'était lié au milieu radical, devenant un proche d'Addams et de Graham Taylor, de Clarence Darrow et de Thorstein Veblen. La maison de *Free Society* s'était transformée en lieu de rassemblement des anarchistes de la ville, et en particulier en base de défense de l'égalité des sexes et de l'amour libre. Avec Maria, son épouse, et leurs trois enfants, ils en partiraient en 1904 pour New York, puis participeraient à partir de 1909 à la création de la communauté Aurora, à côté de Lincoln, Californie. L'anarchisme des Isaak était resté conforme aux exigences d'entraide et de pacifisme des Mennonites. Ils avaient du reste émis un avertissement dans leur journal contre un présumé espion de la police, Nieman, qu'Emma Goldman identifiera comme Czolgosz (Goldman, 1931/2009 : 212 et 216 et chap. 23-24 ; Drinnon, 1961 : 68). Quoique Goldman, Isaak et toutes les personnes arrêtées avec eux fussent libérés et exemptés de toute charge peu de temps après, le Congrès américain n'en passait pas moins, en 1903, l'Anarchist Exclusion Act – qui retenait comme indésirables anarchistes, épileptiques, mendiants et souteneurs³³.

Addams et Robins avaient donc rendu visite au maire, avant qu'Emma Goldman, traitée dans la presse de bête sanguinaire, traquée dans tout le pays comme la « grande prêtresse de l'anarchisme », ne soit arrêtée. Graham Taylor, absent de la ville, s'était joint à eux dans la presse pour attester que les deux accusés, habitués des réunions du Chicago Commons, n'avaient « jamais professé de vues radicales ni prôné de bain de sang ». Si l'anarchisme était leur « religion », ils n'étaient pas favorables à la propagande par le fait. L'assassinat du président n'était pas, selon Addams et Robins, le résultat d'une

conspiration (*Inter Ocean*³⁴, 10 septembre 1901). Le 11 septembre, Clarence Darrow, avocat des causes progressistes, envoie une lettre à Addams où il lui dit être prêt à prendre la défense des Isaak et de la couturière Julia Mechanic, prise dans les mailles du filet. La justice conclurait plus tard au désordre mental de Czolgosz, ce qui n'empêcherait pas de le condamner à mort et de l'exécuter. Tous les présumés coupables, y compris Goldman, avaient été relâchés. Sept ans plus tard, on assiste à un nouvel épisode d'« hystérie collective » autour d'Averbuch. Jane Addams qui ne croit pas en sa culpabilité, est choquée par l'impossibilité faite à sa sœur Olga d'organiser des funérailles. Averbuch est enterré dans le carré des indigents (*potter's field*). Avec le soutien de notables de la communauté juive (Roth & Kraus, 1998), dont Julius Rosenwald (directeur de Sears and Roebuch, cofondateur du Fonds Rosenwald et mécène de nombreuses causes progressistes à travers le Rosenwald Fund, qui financera plus de 5 000 écoles noires dans le Deep South), le juge Julian Mack (professeur à la Law School de l'Université de Chicago, militant des droits des Noirs et des enfants, impliqué dans la Juvenile Protective League et dans la Chicago School of Civics and Philanthropy) et le rabbin Emil Hirsch (de la Congrégation du Sinaï, leader du judaïsme progressiste, « le mieux payé au monde », une façon pour la communauté de « mesurer sa grandeur », Wirth, 1928/2006 : 186, républicain, professeur à l'Université de Chicago, éditeur du *Reform Advocate* à partir de 1891, inventeur des services du dimanche, dont les homélies sur la justice sociale, disait-on, attiraient autant de Gentils que de Juifs), Addams organise un comité, lève des fonds, et paie Harold Le Clair Ickes, jeune avocat (sorti en 1907 de l'École de droit de l'Université, Républicain qui rejoindra les Partis progressistes en 1912 et 1916, futur secrétaire à l'Intérieur du gouvernement Roosevelt, l'un des principaux artisans du New Deal à travers la Public Works Administration) pour mener une nouvelle enquête. Le corps d'Averbuch est alors exhumé (Addams, 1908 : 159), examiné par un pathologiste, avant d'être réenterré selon les rites juifs. Preuve avait été faite que le coup avait été tiré par derrière, mais le jury, au grand émoi de la communauté juive russe, avait innocenté Shippy, le chef de la police.

Problème collatéral : la condamnation d'Averbuch se traduit par une campagne médiatique qui prend pour cible les *settlements*. Ceux-ci étaient accusés d'être des « écoles pour les anarchistes » – une rumeur attisée par la visite à Hull House, du 7 au 17 avril 1901, du Prince Kropotkine (Addams, 1910a : 402-404), qui avait publié peu de temps avant en anglais *Fields, Factories and Workshops* (1898) et *Memoirs of a Revolutionist* (1899) et qui devait travailler sur le manuscrit de *Mutual Aid* (1902 ; *L'Entraide*, 1906, en français). L'aide aux pauvres et aux migrants et les activités d'organisation communautaire étaient supposées cacher le vice de la sédition. En 1908, la même dynamique se met en place. Le journal catholique de Chicago, *New World*, les décrit comme des « soi-disant clubs éducatifs » qui propagent « l'irréligion et le désordre social, déversent du poison dans les esprits trop faibles et les cœurs trop noircis par le péché pour le rejeter, puis arment leurs victimes et les envoient à l'étranger pour tuer ou être tuées » (Rigney & Lundy, 2015). Du coup, plusieurs voix se font entendre pour les défendre. Albion W. Small, par exemple, le Chair du département de sociologie, très impliqué dans le mouvement progressiste, en particulier à Hull House, envoie une lettre à Addams le 19 mars 1908, où il signale qu'il a écrit au *Chicago Tribune* pour protester contre les attaques dont les immigrants ont été les victimes à la suite de l'affaire Averbuch. Mais la presse pouvait être d'une grande partialité. Alice Hamilton, longtemps résidente de Hull House et qui accompagnerait Addams et Balch au Congrès international des femmes de La Haye en 1915, se souvient dans son autobiographie, *Exploring the Dangerous Trades* (1943 : 77-78), de la déclaration d'un journaliste à Addams : « Autant vous le dire, Miss Addams, mon journal m'a ordonné de faire le lien entre Averbuch et Hull House et c'est ce que je vais faire ! »

C'est dans le cadre de cette bataille de l'information que Mead publie son essai « Social Settlements and Anarchy » (1908/2021), où il avance plusieurs arguments en faveur des *settlements*. Mead appelle le public au calme. Il démonte et dénonce toute forme de conspiration au-delà des actes individuels des principaux coupables, Lazarus

Averbuch ou Giuseppe Alia. Ceux-ci ont agi de façon solitaire. Il déplore le torrent de vindicte qui s'est abattu, de façon inacceptable, sur les *settlements*. Ceux-ci sont des organisations sociales indispensables pour promouvoir la vie commune des différentes communautés, en particulier pour créer des liens de compréhension mutuelle entre les Américains natifs et ceux nés à l'étranger. Ils ont la capacité d'interpréter le monde des immigrants pour le reste de la société, au lieu de leur imposer un processus d'américanisation sans se demander qui ils sont³⁵. Mead critique encore l'hostilité que le public a pour ces étrangers – italiens ou juifs russes – traités comme des terroristes potentiels. L'ignorance et l'intolérance se nourrissent et se perpétuent grâce aux stéréotypes. Les *settlements* ne sont pas seulement des organisations de service social : d'un côté, ils s'efforcent de jouer un rôle d'ambassadeurs et de médiateurs entre différents groupes culturels, et ils se battent contre la propagande nativiste ; de l'autre, ils promeuvent un type de politique qui rejette la violence terroriste de la propagande par le fait et ils incitent les migrants à jouer le jeu de la démocratie pacifique. Proches du terrain, ils peuvent identifier des problèmes et proposer des solutions, moyennant un travail de réflexion collective – ce que Mead (1909-10/2021) appelle cultiver la « conscience du quartier » (*neighborhood consciousness*) et élargir la « conscience sociale » (Mead, 1912) – qui mette en contact différentes perspectives les unes avec les autres. Et cette discussion publique, qui s'efforce de fixer une espèce de consensus autour d'une réalité commune, est indissociable de processus de coopération pratique, autour d'enjeux de logement, de loisirs, de santé ou d'éducation, afin de faire émerger de nouvelles conditions de vie commune. C'est une tâche cruciale aux yeux de Mead. La haine contre les étrangers et contre les *settlements* ne peut que conduire à augmenter le degré d'incompréhension entre les différentes communautés – la haine nourrit la haine.

Les tensions intercommunautaires étaient des problèmes publics de première importance tant les événements de rupture contre protestants et catholiques, Noirs et Blancs, juifs et gentils, sont récurrents, sans compter les tensions entre les groupes de nationalité, de langue

et de culture différentes : Allemands, Polonais, Italiens, Bohémiens, Russes, Chinois et Mexicains, Grecs et Litوانيens ne vivent pas toujours en bonne entente. Les récits de l'époque fourmillent de manifestations d'hostilité de la « race anglo-saxonne » contre les catholiques, les juifs et les orientaux – jusque dans la plate-forme politique de Woodrow Wilson en 1912 ; et l'on sait la résistance des Italiens de Hull House à se mêler aux Mexicains, et plus encore l'hostilité d'un certain nombre de *settlements* à accueillir des Noirs en leur sein.



Chicago, Ghetto du Near West Side : membres de la communauté juive.

Addams (1899/2021 : 37-38, éd. ang.), indique une voie esthétique pour revaloriser les expériences et les réputations des migrants venus se faire une place en Amérique et contribuer à sa richesse matérielle tout en forgeant une nouvelle nation. C'est celle qu'Israel Zangwill explore en mettant en scène *Children of the Ghetto* (1892). Ses vignettes, tantôt comiques, tantôt tragiques, ont le pouvoir d'émouvoir le lecteur et de rendre sympathiques et compréhensibles les tensions et les conflits culturels des enfants et des petits-enfants du ghetto de Whitechapel à Londres. Mais la portée de l'œuvre romanesque va bien au-delà : elle donne des clefs de lecture des situations vécues par les Juifs de Maxwell Street à Chicago. Elle permet de saisir une commune humanité avec ces migrants exotiques, enfermés dans leurs

rites, balbutiant un mauvais anglais, vivant dans la misère, de même qu'Addams, dans ses récits de la rumeur du « *Devil's Baby* » (de 1914 à 1930), nous rendra accessibles les drames des femmes italiennes de son quartier. La migration est recadrée comme un « cadeau » pour la société américaine. Au tout début du siècle, le débat sur l'américanisation commence à peine à être lancé et l'on verra Addams comme Dewey se distancier de la version de la fusion assimilatrice dans le creuset du « *melting pot* » (Zangwill, 1908) et développer l'idée d'un maintien, au moins transitoire, des différences communautaires (ce qu'Alain Locke ou Horace Kallen nommeront « pluralisme culturel »). Les *settlements* ont en tout cas une fonction cruciale, celle d'aider à l'intégration de l'Amérique, alors que les paniques nativistes créent de la rupture et de la dissension. Sur la question raciale, Addams se lie d'amitié avec Ida B. Wells, la première à lier la dénonciation des lynchages à une enquête rigoureuse, qui créera elle-même en 1910 la Negro Fellowship League, une sorte de *settlement*, dans un immeuble de trois étages à 2840 South State Street, l'étage inférieur étant dédié à des réunions, à une agence d'emploi et aux offices du dimanche, et les étages supérieurs abritant des dortoirs pour hommes sans toit, en particulier fraîchement arrivés du Sud. Hull House aura de bons rapports avec le Frederick Douglass Center, le *settlement* noir ouvert par Celia Parker Wooley, en 1904, dans le Southside de Chicago (Wabash 3032). À New York, Lillian Wald soutient la formation d'infirmières noires au Nurses' Settlements et est très impliquée, avec Mary White Ovington, Mary Brewster et Florence Kelley dans la cause de la NAACP. On pourrait encore rappeler le soutien logistique du College Settlement of Philadelphia, financé par Susan Wharton, alors piloté par Emily Greene Balch, au Starr Center, son annexe dans le quartier noir, sur St. Mary's Street. Les Du Bois, W. E. B. et son épouse Nina, y séjournent à leur arrivée. *Les Noirs de Philadelphie* (1899/2019) a surpassé le modèle des *Hull House Maps and Papers*. Le livre contient la contribution d'Isabel Eaton, recommandée par Addams, sur les employées de maison noires. Eaton, de la College Settlements Association, avant de mener cette enquête sur les gens de maison (1899/2019 : 491-585), avait établi, à l'occasion d'une

résidence de trois mois à Hull House, une comptabilité ethnographique (1895 : 79-88), comparée entre New York et Chicago, des budgets des ouvriers du vêtement (salaires, loyers, dépenses en nourriture et en vêtement, endettement) et de leur chute pendant la crise de 1893-94. Eaton deviendra, entre 1910 et 1914, *headworker* de la Robert Gould Shaw House, dans le South End de Boston. On peut enfin examiner l'implication des *settlements* dans le bureau chargé d'enquêter sur les émeutes raciales de Chicago de juillet 1919, qui publie *The Negro in Chicago*. Les principaux enquêteurs et rédacteurs en sont Charles S. Johnson, alors élève de master de Robert E. Park (qui agit en sa capacité de professeur de l'Université et de premier président de la Chicago Urban League³⁶) et Graham Romeyn Taylor (qui est à l'époque journaliste du magazine *The Survey*, connu pour ses investigations sur les parcs de loisirs de Chicago et sur le développement des « villes-satellites »). La direction en est confiée à Graham Taylor, le père du susdit et fondateur du Chicago Commons. Le bureau de la commission d'enquête est constitué de Charles W. Folds (président de l'Union League Club et de United Charities of Chicago), Harriet Vittum (Northwestern University Settlement, très impliquée dans les luttes pour la santé des enfants) et T. Arnold Hill (secrétaire exécutif de la Chicago Urban League, aux côtés de Park et de Breckinridge).

Revenons à l'affaire Averbuch. La séquence de publications ne s'arrête pas là. Le 2 mai 1908, Jane Addams publie un nouveau texte, « Chicago Settlements and Social Unrest » (1908), dans un hebdomadaire dont le public lui est favorable, *Charities & The Commons*. Il vaut la peine de lire cet article, en parallèle à ceux de Mead sur « *The social settlement : son fondement et sa fonction* » (1907/2021) et « *Social Settlements and Anarchy* » (1908/1921), pour juger de la convergence de leurs perspectives. Entre-temps, un nouvel attentat avait eu lieu à New York, sur Union Square, le 28 mars 1908 : Selig Silverstein, membre de la Fédération anarchiste, avait été mortellement atteint par la bombe qu'il s'apprêtait à lancer sur la police. Addams avait lu une première version de son texte le 11 avril au Chicago's Quadrangle Club, le club des professeurs de l'Université de Chicago. Elle y reprend

le thème du *settlement* comme « interprète des colonies étrangères pour le reste de la ville ». Cette interprétation est « fondée sur une information de première main et sur l'opportunité d'échanges libres avec ces personnes étrangères » (1908 : 155). Les relations de voisinage rendent possible une connaissance par accointance et donc une proximité d'expérience avec les immigrants. Les *settlements* se présentent comme des « bureaux d'information et d'interprétation » (Addams, 1910a : 167), des postes avancés, chargés d'une mission pionnière à la nouvelle « frontière » du pays – une frontière sociale, et non plus géographique (Taylor, 1930). Cette mission est de faire connaître au plus grand nombre la condition des migrants, de sensibiliser aux difficultés qu'ils rencontrent, de faire valoir leurs droits et, tout simplement, de les faire exister publiquement – que ce soit sur les cartes colorées des *Hull House Maps and Papers* (1895), en accueillant le week-end des spectacles de danses folkloriques, ou en racontant leurs histoires de vie dans des monographies. Il s'agit d'une médiation à double sens. D'une part, les *settlements* mettent en place des bureaux d'accueil des migrants à leur arrivée à la gare centrale de Chicago, ou à leur débarquement à Ellis Island, traduisent pour eux les informations les plus élémentaires concernant la vie en Amérique et leur apprennent petit à petit à s'orienter dans des forêts d'institutions – telle était la fonction de l'Immigrants' Protective League, basée à Hull House, dont Mead était avec Addams l'un des co-fondateurs et pour laquelle il sert de vice-président de 1909 à 1919 (Cook, 1993 : 99-104). D'autre part, les *settlements* ont pour mission de faire comprendre à leurs concitoyens et aux autorités publiques qui sont les migrants, comment ils vivent, d'où ils viennent et ce qu'ils veulent. Les *settlements* s'installent aux interfaces des communautés nationales et raciales et se retrouvent au cœur des politiques migratoires (Nackenoff, 2014). Ils tentent d'insuffler une dose d'hospitalité et de protection à l'endroit des futurs concitoyens, et enquêtent à cette fin sur leurs parcours des « vieux » continents européen et asiatique au Nouveau monde. Ils essaient de débrouiller le sens des tensions statutaires et culturelles dans lesquelles ces primo-arrivants sont projetés, accompagnent les femmes et les enfants dans des dispositifs de science domestique et de soutien

scolaire, et étudient les mécanismes conduisant certains adolescents à prendre le chemin de la délinquance et du crime pour se faire une place en Amérique. On a là en germe certaines des hypothèses de travail que redéveloppera la sociologie de Chicago – en particulier dans les travaux de William I. Thomas, Robert E. Park et Ernest W. Burgess et de leurs étudiants (Cefaï & Huebner, 2019)³⁷.

La proximité du bon voisinage est ce qui rend possible de prêter attention et de prendre soin, d'avoir une attitude de sympathie et de compréhension, et de faire exploser les images stéréotypées qui, en s'interposant dans les contextes d'interaction, empêchent l'intercompréhension (Lippmann, 1922). *A contrario*, ne pas comprendre, c'est laisser se développer l'incompréhension, dont naît l'intolérance, dont naît la violence. Addams déplore la « confusion médiévale » entre celui qui nourrit et héberge l'hérétique et l'hérétique lui-même. Aux yeux et aux oreilles du public, parce que les *settlements* sont en contact avec des anarchistes, qui participent parfois à leurs meetings et avec qui ils nouent des liens personnels, ils sont eux-mêmes gagnés à l'anarchisme. Addams défend la réputation des *settlements* et tente de les protéger contre la vindicte publique, mais elle appelle aussi à l'apaisement vis-à-vis des immigrants. Elle décrit des scènes de « panique publique » qui auraient pu figurer parmi les exemples de pathologie du comportement collectif (*collective behavior*) que Robert E. Park étudiera au département de sociologie de l'Université de Chicago. « Au cours des quelques semaines qui ont suivi, les pires craintes se sont réalisées. Tous les membres de la colonie, à divers degrés, ont ressenti directement les effets de la panique publique. Le contrat de vente d'une grande parcelle de terrain située près de Paris, Ill., qui avait été négociée pour la création d'une colonie agricole de Juifs russes, a été annulé par le vendeur au motif que les habitants du voisinage ne souhaitaient pas que des anarchistes s'y installent, alors même qu'il ne restait plus que quelques ultimes arrangements à trouver. La société en charge de l'affaire a été contrainte d'abandonner. Des élèves d'école ont été hués et lapidés dans les rues. Des jeunes gens inoffensifs qui rentraient du travail en tramway ont été traités avec le plus

grand mépris. Un étudiant a été obligé de quitter la faculté d'odontologie en raison de la persécution de ses collègues. Des cas similaires pourraient être cités par centaines. Le vieux sentiment antisémite a gagné du terrain, encouragé et soutenu par le sentiment que l'assouvir reviendrait à "anéantir l'anarchie". » (Addams, 1908). Cet antisémitisme est venu conforter la peur d'actes terroristes, accomplis par des *newcomers* qui trahissaient ainsi l'hospitalité qui leur avait été accordée. La haine de l'autre est devenue une « marque de patriotisme ».

Au lieu de quoi, nous dit Addams, les immigrants juifs russes, qui ont fui l'autocratie du régime tsariste, sont avant tout attachés à la liberté de la presse, d'association et d'expression. Ils ont tout pour devenir de bons Américains ! « Les expressions que l'on entend le plus souvent chez les immigrants juifs russes sont "presse libre", "liberté d'expression" et "liberté de réunion". Ce sont sans aucun doute les mêmes mots qui étaient si souvent répétés dans le dialecte de l'Oxfordshire par les premiers fondateurs de la colonie de Pennsylvanie. » (Addams, 1908). Les juifs russes sont scandalisés par la brutalité de la persécution de la police de Chicago, pire, selon eux, que la police tsariste : elle saccage leurs imprimeries, perquisitionne un restaurant suspect qui « fournit de la nourriture à prix coûtant aux chômeurs », saisit dans des résidences privées des documents et photographies de révolutionnaires, confisque la bibliothèque du groupe David Edelstadt et maltraite les parents et les connaissances d'Averbuch, sa sœur en particulier. De fait, Hull House, tout en subissant les foudres de l'opinion publique, relayées et excitées par la presse, s'efforce de mener une contre-enquête, en finance les frais, et, en rupture avec les partis et les églises, trop timides selon Addams, refuse de laisser dans la confusion des « membres de la communauté qui, angoissés, recherchent de l'aide pour se faire leur opinion ».

« Quand le sens de la justice cherche à s'exprimer hors des canaux habituels du gouvernement en place, il se lance dans un dangereux voyage qui se termine inévitablement par un échec, et ce en dépit du fait que l'aventure ait pu être inspirée par de nobles motifs. » (Addams,

1908). Selon Addams, le problème du terrorisme n'incombe pas tant à certaines philosophies anarchistes – ce qui serait discutable – qu'à la « torsion morale » qu'elles ont subie quand ceux qui les défendent ont été la cible d'une violence inique de la part du gouvernement tsariste, puis traités sans aucun égard par le régime économique et politique américain. Le désastre qui en découle est la justification des méthodes violentes aux yeux des Russes installés aux États-Unis et une défiance totale vis-à-vis des médiateurs de l'expérience publique : presse, police et justice, organisations civiques et institutions étatiques. Addams finit par rappeler les événements de l'émeute de Haymarket, après l'explosion d'une bombe lors d'une manifestation de travailleurs le 4 mai 1886, qui s'était soldée par l'arrestation de huit anarchistes, dont quatre avaient été pendus. L'hystérie collective de la presse et la répression policière et judiciaire ne résolvent rien : elles ne font qu'entretenir les cycles de la violence. La « parole libre » (*free speech*) et la « discussion ouverte » (*open discussion*) sont le seul remède aux « actes de l'anarchie » et aux maux du terrorisme. Cette défense de la liberté civique et politique et du droit élémentaire d'exprimer ses opinions est cruciale. Mead, ainsi que Thomas, Tufts, Addams ou Taylor du côté des *settlements*, se mobiliseront à nouveau, dans le cadre de la Ligue de protection des immigrants (Immigrants' Protective League) à l'occasion de l'affaire Christian A. Rudowitz, accusé d'homicide, vol et incendie à Benen (dans le Courland, dans l'actuelle Lettonie) et menacé d'extradition à la demande de la Russie (Giffin, 1982). Rudowitz était membre du Parti social-démocrate de l'actuelle Lettonie, qu'il avait rejoint à l'occasion de la Révolution de 1905. Défendu par Clarence Darrow et un groupe d'avocats, soutenu par la Ligue de défense des réfugiés politiques (Political Refugee Defense League) qui développe des sections dans 185 villes, le cas Rudowitz suscite une énorme mobilisation, dont les réunions hebdomadaires du conseil exécutif à Hull House sont le cœur. Des meetings de plusieurs milliers de personnes se tiennent au Seventh Regiment Armory Building, dans le Near South Side. Eugene V. Debs, candidat à la présidentielle en 1908, le soutient au nom du droit d'asile politique – on estimait en effet à 20 000 environ les radicaux russes

encourant le même risque de retrouver les geôles et les tortures des prisons impériales. Addams organise une conférence, le 29 décembre 1908 au Colonial Theater, où des membres du Congrès, des juges et des avocats, des professeurs et des pasteurs prennent la parole. Les Thomas, Mead et Tufts sont invités et très probablement dans la salle. Rudowitz, qui avait été condamné le 7 décembre par le commissaire à la migration, Mark A. Foote, est finalement gracié par Elihu Root, secrétaire d'État (Affaires étrangères), qui casse la décision le 26 janvier 1909.

LES LIMITES DE L'ACTION DES SETTLEMENTS : LE GHETTO JUIF DU NEAR WEST SIDE DE CHICAGO

Si nous nous sommes attardés sur ce moment fort de bataille de Mead, Addams et Darrow contre les paniques anarchistes, c'est aussi pour montrer la puissance d'intervention des *settlements* les plus en vue, dans une affaire civique, à travers la combinaison de différents modes d'action : contre-enquête, appel à l'opinion publique à travers la presse, pression sur les élites municipales et nationales, dénonciation judiciaire de la persécution au nom du droit d'asile et de la liberté politique, mobilisation civique par les comités *ad hoc* de la Ligue de défense des réfugiés politiques (PRDL) à travers les États-Unis et action plus ciblée de la Ligue pour la protection des immigrants (IPL). Les *settlements* pouvaient travailler main dans la main avec des syndicats, en premier lieu la Ligue nationale des syndicats de femmes (Women's Trade Union League – WTUL), avec des organisations caritatives plus classiques (Charity Organization Societies – COS), ou encore avec des sociétés philanthropiques marquées religieusement ou ethniquement – par exemple, le Conseil national des femmes juives (National Council of Jewish Women – NCJW). À chaque fois, la pluralisation de leurs modes d'action – politique, syndicale, philanthropique, moyennant des organisations ethniques ou religieuses – allait de pair avec la pluralisation des publics concernés, des dispositifs de cadrage des perspectives sur des problèmes,

des objectifs visés et des moyens mobilisés. L'organisation de la vie publique, et corrélativement de l'expérience publique, était alors faite – comme aujourd'hui – d'un enchevêtrement de contextes d'expérience et d'action. Ceux-ci variaient selon le type d'enjeu (les campagnes pour éradiquer la tuberculose, pour sauver des militants emprisonnés, pour améliorer les conditions de logement, créer de nouvelles pédagogies ou instituer des assurances sociales n'ont pas la même configuration), la taille (le nombre de personnes concernées ou mobilisées, alliées ou adversaires – depuis les cours d'art ou les performances de théâtre aux réseaux internationaux de femmes pacifistes), la portée (de la création de chambres d'accueil pour résidents au lobbying sur les élus de l'Illinois pour la suppression du travail des enfants et à la mise en place par le gouvernement fédéral du Bureau de l'enfance), la puissance de feu (la quantité d'argent, d'élus, de spécialistes, de médias, etc., impliqués), la spatialité (du voisinage direct à la ville, l'État ou la fédération) et la temporalité (de l'action ponctuelle à l'organisation qui dure des dizaines d'années). Ils variaient aussi par les répertoires d'action et de connaissance (plus ou moins institués ou novateurs : des grèves et meetings aux expérimentations des infirmières-visiteuses, de la sensibilisation de l'opinion publique par voie de presse à des enquêtes inédites jusque-là du type *community studies*) et, pour les *settlers*, par les modalités et intensités d'engagement (selon le degré d'intérêt pour les dossiers, la spécialisation et l'urgence – du ramassage des ordures, de l'accueil des migrants ou de l'éducation des enfants à la lutte contre l'expansion impérialiste). On retrouve là les enjeux d'une sociologie des arènes publiques, bien plus complexe que les quelques propositions que la philosophie morale et politique retient d'ordinaire du concept pragmatiste de « public » et dont certaines dimensions ont été explorées par les sociologies des problèmes sociaux et des mobilisations collectives. On y trouve également une invitation à ne pas s'en tenir au mythe efficace ou à la fiction opérante de la « communauté », dont Follett a fixé la version la plus sophistiquée, que Woods a fait jouer dans sa conception idéale du quartier et qui était aux États-Unis un des principaux opérateurs de constitution des collectifs. Comprendre l'action des *settlements*

requiert, au-delà de leurs déclarations d'intention et de leurs bilans d'action, de déplacer le regard vers les quartiers où ils opéraient et de s'interroger sur les conséquences effectives de leurs interventions.

À cette fin, centrons-nous sur la « communauté » juive, et en particulier juive russe, dont Averbuch et Czolgosz étaient issus, pour mieux comprendre les liens de Hull House avec les mondes juifs du Near West Side – ceux-là mêmes immortalisés par *Le Ghetto* de Louis Wirth (1928/2006). Mais au lieu de les traiter en termes d'écologie d'une aire naturelle, nous allons nous intéresser à leurs formes d'auto-organisation et aux liens qui s'y nouent avec les *settlements* du quartier. Rappelons que New York et Chicago étaient, avec Varsovie, les villes au monde où les Juifs étaient les plus nombreux. Le mouvement migratoire vers les États-Unis n'avait cessé de s'accélérer, la population juive étant estimée à 400 000 en 1888, 938 000 en 1897, 1 778 000 en 1907 et 3 300 000 en 1918³⁸.



Maxwell Street (Chicago Historical Society).



Marché aux poissons vers 1905 (Photo de Barnes-Crosby, Chicago Historical Society CHS/ICHi-19155).



Marchande d'ustensiles de cuisine, neufs et d'occasion, 1906, Jefferson Street au sud de 12th Street (Chicago Historical Society, CRC144F).

À Chicago, le Conseil national des femmes juives était lié à Hull House, qui se trouvait à proximité du ghetto juif. Hannah Solomon, sa fondatrice³⁹, se rappelle comment la création du Maxwell Street Settlement (185 Maxwell Street jusqu'en 1896, puis 1214 South Clinton Street) a été discutée à Hull House en 1892. Fondé l'année suivante, le 11 novembre 1893, par Jacob Abt et Jesse Lowenhaupt (et en présence de Julian Mack, Lessing Rosenthal, fils de Julius, et Moritz Rosenthal, avocat) (Bregstone, 1933 : 48), il est financé par des dons privés (complétés à partir de 1906 par une aide des Associated Jewish Charities). En 1911, il compte 4 femmes résidentes, tandis que 49 femmes et 33 hommes y font du volontariat (Woods & Kennedy, 1911 : 78). Le Maxwell Street Settlement (mentionné par Wirth, 1928/2006 : 188, éd. 1928) s'occupera autant de faire paver et éclairer les rues, que d'installer des bains publics, d'organiser des sorties en plein air et d'accueillir un grand nombre de clubs de sport et de loisir, d'éducation, de théâtre et de musique. C'est une époque de croissance très rapide de la population juive. Celle-ci se composait initialement de familles allemandes, les premières arrivées en 1843, qui rapidement créent la première société religieuse et la première synagogue, en 1849, sur Clark et Jackson. Ces familles, plutôt éduquées et prospères, se rassemblent dans la Congrégation Kehillath Anshe Maarabh (KAM : Allemands du Sud), ou dans la Kehillath Bnai Shalom (Prussiens de Posen et alentours), plus conservatrice. En 1857, la loge Ramah n°33 du B'nai B'rith se monte – elle sera à l'origine de la fondation en 1913 d'une association de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, l'Anti-Defamation League of B'nai B'rith. Un autre petit groupe qui fait sécession avec la KAM est à l'origine de l'Association juive réformée de Chicago en 1858, puis de la Congrégation du Sinaï en 1861. Certaines de ces familles vont se déplacer vers le West Side, où la Congrégation de Zion achète d'abord une église sur Desplaines, en 1864, puis construit sa propre synagogue sur Jackson et Sangamon. D'autres migrent vers le « Golden Ghetto » du South Side, après l'incendie de 1871, autour du KAM Temple à Kenwood, au nord de Hyde Park et du South Shore. Petit à petit, la communauté juive organise son milieu de vie en faisant émerger un ensemble d'institutions sociales qui répondent à un

certain nombre de ses besoins. Elle crée en 1845 la première société funéraire (le premier cimetière se situe dans Lincoln Park) et, en 1851, la Hebrew Benevolent Society (son cimetière Graceland est installé au nord de Lake View) ; elle fonde dès 1859 l'Association juive unifiée de secours (United Hebrew Relief Association) ; elle ouvre le club social et civique, le Standard Club en 1869, et la Clay Literary and Dramatic Association ; elle institue en 1882 le Michael Reese Hospital (29^e rue, qui recevait tous les patients sans distinction de race ou de religion, après la destruction par le feu du Jewish Hospital de 1868), puis le Drexel Home, résidence pour personnes âgées, en 1891 (sur Drexel et la 62^e), et la résidence pour orphelins, Chicago Home for Jewish Orphans de Woodlawn, en 1899. Cette « communauté » a un dynamisme collectif et un désir d'autonomie qui n'en font pas, *a priori*, une bonne cliente pour les *settlements*.

Les Juifs des *shtetls* de Pologne, Ukraine et Russie arrivent quant à eux à partir des années 1860, en majorité petits commerçants, camelots et colporteurs, couturiers à la pièce, ouvriers et artisans. Ils s'installent dans la zone du Near West Side étudiée par Louis Wirth (1928/2006), et décrite avant lui par Zueblin dans les *Hull-House Maps and Papers* (1895). Cette migration est une conséquence des multiples vexations et discriminations subies en Russie (dès 1891, une Society in Aid of Russian Refugees s'occupe de l'accueil des exilés russes) et accélérée par les pogroms de Bessarabie-Moldavie, Ukraine et Russie en 1903-06. Beaucoup de juifs récemment arrivés ne parlent pas anglais et ne l'apprennent pas, si rien ne les y contraint professionnellement – le yiddish reste la langue commune. Beaucoup ne votent pas, soit parce qu'ils n'y ont pas encore droit, soit parce qu'ils n'en voient pas l'utilité, soit parce qu'ils le récusent, sensibles à la propagande anarchiste (Zueblin, 1895 : 94). Ils créent leurs propres congrégations (B'nai Jacob, Beth Hamedrash Hagadol, Ohave Emuno pour les Russes et Polonais). Le ghetto du Near West Side – entre Halsted à l'est et la rivière à l'ouest, Polk Street au nord et la 16^e au sud – est un labyrinthe de petites rues, bordées de magasins aux enseignes en hébreu, un sas d'accueil où les immigrants trouvent des opportunités de logement et

d'emploi. Ils gardent leurs habits traditionnels, continuent de parler leur langue maternelle et de manger *za kouski*, *tcholent*, *knisch* et *borchtch* ; ils fréquentent l'une des 40 synagogues ; ils trouvent à proximité des biens de consommation courante, dans le bazar à ciel ouvert, et des services économiques, sociaux, éducatifs ou religieux. Ils bénéficient du développement des organisations juives de la ville, financées en partie par des souscriptions locales, et plus encore par la communauté allemande : le Jewish Women's Congress, couplé avec la Young Ladies Aid Society de Mrs Adler, fonde en 1895 la Conference of Jewish Women, et, dans la foulée, une maternité, la Chicago Maternity Center, en 1895, tandis que les hommes créent une école professionnelle, la Jewish Training School en 1890, puis, en avril 1900, l'Associated Jewish Charities au Sinai Temple. La question de la charité est l'un des moteurs les plus puissants de formation d'organisations communautaires. Le Conseil national des femmes juives va ainsi soutenir et sponsoriser à travers le pays une série d'écoles professionnelles et de colonies de vacances, de jardins d'enfants et de tribunaux pour mineurs, d'associations de travail social et de postes d'accueil de migrants. Par ailleurs, certaines institutions sont plus spécifiquement contrôlées par et adressées aux juifs orthodoxes, comme les Federated Orthodox Charities, créées en 1913. Le Maxwell Street Settlement, et a fortiori Hull House, n'étaient ainsi que des initiatives institutionnelles parmi beaucoup d'autres.

Cette histoire organisationnelle est indissociable d'une histoire sociale : le ghetto est un milieu de rencontres et d'interactions, où un travail permanent de reprise et de réinvention des usages, des habitudes et des standards moraux est à l'œuvre. Les transactions avec la société américaine introduisent des lignes de tension, de conflit et de rupture entre orthodoxes et progressistes, entre nationalités et entre générations. Hull House joue sa part dans ce processus d'acculturation, en particulier autour des années 1900, mais de façon plutôt marginale (Lissak, 1989 : 80). Elle entretient des relations avec les plus radicaux – comme les anarchistes, qui continuent de parler russe ou yiddish entre eux (Zimmer, 2015) – et avec les plus assimilés

– qui voient dans les *settlements* des occasions de rencontre et d'apprentissage hors de leur milieu de vie habituel. Un bon exemple, resté dans les mémoires, est celui de Hilda Satt Polacheck : c'était une fille du voisinage qui a raconté comment sa venue à Hull House a été un événement clef de bifurcation de son parcours existentiel, qui l'a conduite à devenir écrivaine et à militer pour la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (Women's International League for Peace and Freedom)⁴⁰. D'un point de vue écologique, comme le décrit Wirth, les familles qui ont connu une ascension économique, ou leurs enfants qui décident de s'éloigner du noyau le plus conservateur de la communauté, se déplacent vers de nouveaux quartiers périphériques (North Lawndale, Albany Park, South Shore, Rogers Park...). Par ailleurs, les conflits sociaux ont à l'époque une dominante ethnique : les syndicats de fabricants de cigares (Cigarmakers' Union) et de manteaux (Cloakmakers' Union) sont tenus par une large majorité de travailleuses et travailleurs juifs qui se battent pour établir un âge minimum de travail des enfants et pour réguler les conditions de travail pour les adultes (Carsel, 1940). Ils contribuent au développement d'un syndicat unifié, le United Hebrew Trades (Fareynikte Yidishe Geverkschaftn) à partir de 1896. Ils seront à l'origine des premiers systèmes de négociation collective, comme celui mis en place après la fameuse grève de 1911, qui donnera naissance à l'Amalgamated Clothing Workers of America. Mead et Tufts avaient servi d'arbitres entre direction et ouvriers, sur la base d'une enquête menée avec Sophonisba Breckinridge, résidente de Hull House, et Anna Nicholes, responsable de la Northwestern's Neighborhood House. Par ailleurs, les idées du Jewish Labor Bund, créé à Vilna en 1897, celles du mouvement anarchiste, Bakounine et Kropotkine en premier lieu, et celles du mouvement sioniste et de Theodor Herzl (qui donne son nom à une école de North Lawndale dès 1913), circulent largement, relayées par des brochures et des journaux en russe et en yiddish, en particulier à New York et Chicago. Plusieurs organisations sionistes (Hovevei Zion 1886, Knights of Zion, B'nai Zion) émergent ainsi et gagnent de nombreux adhérents à la fin des années 1890.

Enfin, cette histoire sociale et organisationnelle abrite toutes sortes d'histoires de vie. On a mentionné les activistes anarchistes qui vont être l'une des principales forces d'organisation de la classe ouvrière jusque dans les années 1910. On pourrait aller puiser dans les enquêtes du jeune Wirth des exemples de dissidence des plus jeunes vis-à-vis des anciens, choisissant de s'engouffrer dans la délinquance plutôt que dans les affaires, la religion ou le militantisme. On pourrait également retracer les *success stories* de petits entrepreneurs devenus de puissants industriels et financiers – les chaussures Florsheim, les meubles Spiegel, la vente par correspondance Aldens, les vêtements Kuppenheimer et Hart, Shaffner & Marx, la banque d'investissement A. G. Becker, la vaisselle puis les hôtels Albert Pick, les billards et bowlings Brunswick, les aciéries Inland Steel, les montres puis les grands magasins Sears & Roebuck (Julius Rosenwald sera l'un des principaux philanthropes de la ville – en particulier des *social settlements*). On s'en tiendra ici à une personne clef de cette histoire, à New York cette fois-ci, Lee K. Frankel, qui entretenait des relations aussi bien avec les *charities* qu'avec les *settlements*. C'est lui qui, titulaire d'un doctorat en chimie, prend la tête de l'United Hebrew Charities de New York de 1899 à 1908, et qui, en 1906, incorpore la revue *Jewish Charity* à *Charities*, dirigée par Edward T. Devine pour la Charity Organization Society de New York, à *The Commons* dirigée par Graham Taylor pour le Settlement Chicago Commons, contribuant à la naissance de la revue hebdomadaire *Charities & The Commons*. Cette revue a été une plate-forme cruciale de mutualisation des informations, des méthodes et des résultats pour les travailleurs sociaux en voie de professionnalisation. En 1903, Frankel insiste sur le fait que le problème majeur pour les United Hebrew Charities est l'assistance aux juifs pauvres – 98 % des 10 061 familles concernées en 1902 étant des familles immigrantes (Frankel, 1903 : 391). Il rejoint alors la New York School of Philanthropy, contribue à la mise en place d'une école de formation de travail social pour la communauté juive et participe à la création de l'Association nationale des travailleurs sociaux juifs en 1908. Quand il n'enseigne pas, Frankel accompagne Lillian Wald dans son effort de santé communautaire, en particulier

dans la campagne pour l'éradication de la tuberculose de New York⁴¹. Il met alors au point un dispositif qu'il va roder avec le Henry Street Settlement en juin 1909 (Woods & Kennedy, 1911 : 307) : il s'agit de vendre à tempérament, moyennant le versement de petites sommes hebdomadaires, des polices d'assurance-vie sur le soutien de famille (*breadwinner*). Les infirmières de Henry Street (Wald, 1915 : 62-63), qui suivaient ce projet expérimental avec les yeux des « infirmières visiteuses », ont pu témoigner des conséquences positives des assurances en termes de réduction de la mortalité, d'accélération de la convalescence, de protection des chômeurs et de bien-être des personnes âgées. En l'espace de six mois, elles vont elles-mêmes proposer ce produit dans tous les arrondissements de Manhattan et du Bronx et dans les villes de Baltimore, Washington, Boston, Cleveland, Chicago, St Louis et Montréal – tout en distribuant des millions de brochures de « guerre contre la tuberculose » (Frankel, in Henderson, 1910 : 496). Frankel obtient alors une bourse d'étude de deux ans de la Russell Sage et devient l'un des meilleurs spécialistes des problèmes d'assurance et de *social welfare* en Europe et aux États-Unis, sur lesquels il publie deux ouvrages (1910 et 1914). Il se lance à corps perdu dans sa campagne d'assurance vie, maladie et accident, accompagné par le statisticien de la Metropolitan Life Insurance Company, Louis I. Dublin, et soutenu par les réseaux d'infirmières-visiteuses (Wald, 1933 : 72). Il lit à la Conference of Charities and Correction de Buffalo en 1910 la proposition « The Industrial Insurance Agent as a Social Worker », qui expose cette coopération entre assurance privée et santé communautaire. Quelques années plus tard, Frankel est devenu le vice-président de la Metropolitan Life, tout en donnant accès à une couverture santé et décès à des millions de travailleurs et en contribuant à une réduction de l'épidémie de tuberculose. Il ouvre la voie à d'autres polices d'assurance, comme celle de la John Hancock ou de la Prudential Insurance Company (*ibid.* : 109). Il préside, en 1919, l'Association américaine de santé publique.

Cette tranche de biographie est à l'image de l'effervescence de la période qui précède la guerre. Elle laisse entrevoir les entrecroisements

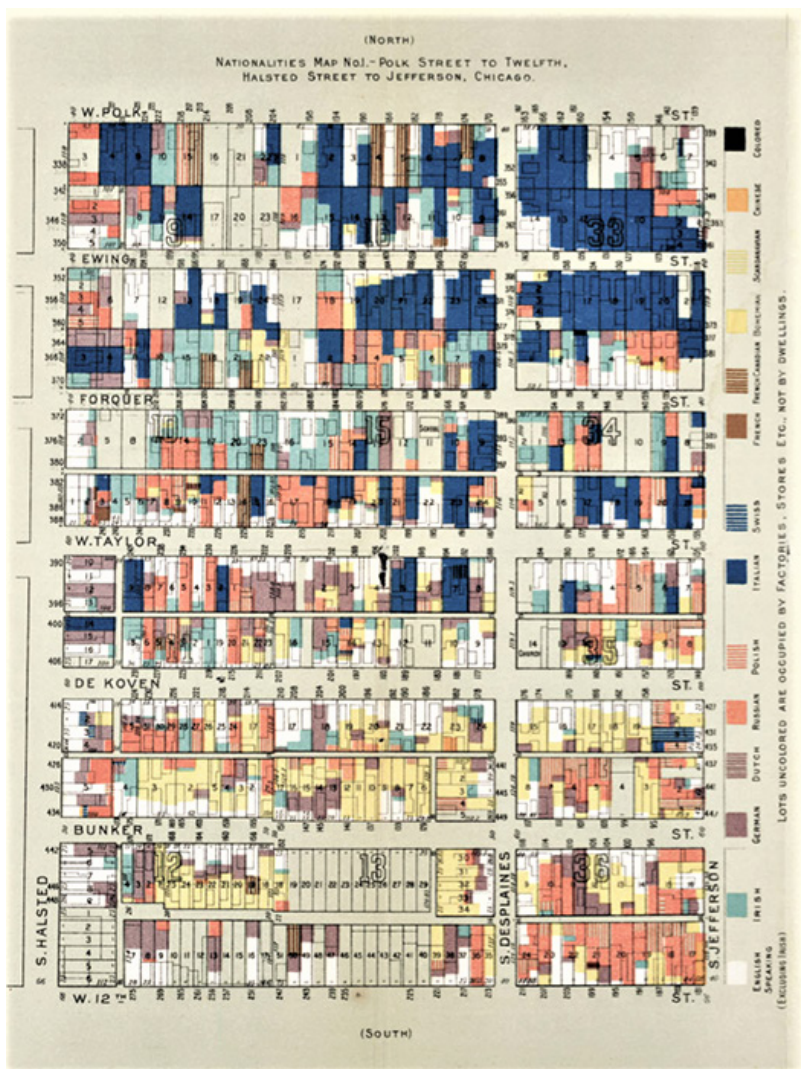
multiples entre trajectoires migratoires, formations professionnelles, préférences religieuses, initiatives personnelles et innovations organisationnelles – qui se matérialisent dans des histoires de vie. L'action des *settlements* de Maxwell Street et de Hull House dans le « ghetto » ne se comprend que dans cette écologie spécifique d'associations et d'organisations, où les expériences des immigrants sont étroitement entretenues les unes avec les autres, quoique divisées selon des lignes de couleur, langage, nationalité, ou religion. Différentes « communautés » se constituent en se donnant leurs organes de gouvernement (conseils de notables, exerçant la justice, collectant des dons et gérant les institutions, représentant la communauté auprès des pouvoirs publics), leurs institutions sociales (écoles, églises, associations de commerçants, postes de santé, services sociaux, sociétés funéraires, crime organisé...) et leurs médiations expressives (presse en anglais et dans les langues maternelles, théâtres, fanfares...). La communauté juive est elle-même fragmentée, ancrée localement dans le Near West Side de Chicago ou le Lower East Side de New York, avec ses sous-groupes d'Allemands, de Roumains et de Russes, allant des plus orthodoxes ou plus assimilés, tout en ayant une véritable amplitude nationale et internationale – que ce soit par les liens avec ceux qui sont restés au pays ou par la constitution de réseaux internationaux de femmes (ethniques, syndicaux, philanthropiques, plus tard pacifistes). La communauté juive côtoie différentes populations, avant 1910, dans le quartier de Hull House, dans un contexte de retrait des Irlandais et des Allemands et d'arrivée des Juifs russes, d'Italiens et de Grecs, aux niveaux de vie très variables.

« La rue Halsted, longue de trente-deux miles, est l'une des grandes artères de Chicago ; la rue Polk la traverse à mi-chemin entre les parcs à bestiaux des Stock Yards, au sud, et les chantiers de construction navale, sur le bras nord de la rivière Chicago. Sur les six miles qui séparent ces deux industries, la rue est bordée de boutiques de bouchers et d'épiciers, de saloons miteux et somptueux, et d'établissements prétentieux de vente de prêt-à-porter. Polk Street, à l'ouest de Halsted Street, devient rapidement plus prospère ; en parcourant un

mile vers l'est jusqu'à State Street, elle se dégrade régulièrement, et croise une zone de vice aux coins de Clark Street et de la 5^e Avenue. Hull House se trouvait autrefois en banlieue, mais la ville l'a progressivement englobée et son site donne à présent sur trois ou quatre colonies étrangères. Entre Halsted Street et le fleuve vivent environ dix mille Italiens – Napolitains, Siciliens et Calabrais, avec ici et là quelques Lombards ou Vénitiens. Au sud, sur la 12^e rue, on trouve de nombreux Allemands, et les rues secondaires sont presque exclusivement habitées par des Juifs polonais et russes. Plus au sud encore, ces colonies juives se fondent dans une immense colonie bohémienne, si vaste que Chicago est la troisième ville bohémienne du monde. Au nord-ouest se trouvent de nombreux Canadiens français, claniques malgré leur longue résidence aux États-Unis, et, au nord, des Irlandais et des Américains de première génération. Dans les rues situées directement à l'ouest et plus au nord se trouvent des familles anglophones aisées, dont beaucoup sont propriétaires de leur maison et vivent dans le quartier depuis des années. » (Addams, 1910a : 97-98).

Il y a une relative compartimentation de ces mondes sociaux, qui malgré tout s'observent, se côtoient dans le travail à l'usine ou les courses au marché, et parfois dans les fêtes, au Musée du travail ou dans la salle à manger de Hull House. Leurs membres échangent commercialement tout en ayant des clientèles captives (boucheries kasher). Ils ne se marient pas hors de leur groupe (avec parfois des transgressions – Wald, 1915 : 21). Ils cultivent leurs propres fêtes et écoles religieuses (yeshivas, Talmud-Torah et Chedorim – *ibid.* : 97-100 et 253). Ils entretiennent leurs propres théâtres (en yiddish – *ibid.* : 270-272 ; ou Zueblin, 1895 : 101-102, sur Metropolitan Hall), certaines des pièces étant accueillies par la Neighborhood Playhouse de Henry Street ou le Hull-House Players. Ces mondes sociaux s'accommodent malgré tout les uns aux autres. Leurs membres, tout en vivant dans des mondes sociaux relativement segmentés, assimilent le mode de vie américain à des vitesses et selon des modalités différenciées et, inversement, le transforment – les plus jeunes étant les plus sensibles aux formes de présentation de soi, aux croyances

d'action, aux habitudes de pensée et aux modes de consommation de leurs pairs. Quelle est la part des *settlements* dans cette communauté juive ? Ils contribuent au développement d'activités sociales, éducatives et culturelles pour ces jeunes, à la fois en russe, yiddish ou anglais. Certains sont généralistes et s'adressent à des publics sans distinction d'ethnicité, de culture ou de religion, comme Hull House (800 South Halsted), ou la Henry Booth House, créée par la Société éthique de Chicago (701W 14th Place, pas loin de Halsted et Roosevelt) ; d'autres ont une sphère d'intervention plus restreinte, comme le Maxwell Settlement. À New York, les *settlements* généralistes, installés dans le Lower East Side, à prédominance juive, sont également nombreux, comme les célèbres Henry Street (299-301 Henry Street), Jacob A. Riis (48-50 Henry Street) et University Settlements (184 Eldridge Street). On y rencontre aussi des structures plus petites, spécifiquement destinées à la communauté juive, comme le Recreation Center and Neighborhood Rooms (316E 5th Street), tenu par la Sororité Sisterhood of the Spanish and Portuguese Synagogue. Le Welcome House Settlement (223E 13th Street) propose aux immigrantes de participer à un club de jeunes filles hongroises ou de suivre des cours en yiddish sur l'hygiène des voies publiques. Le Recreation Rooms and Settlement, dans le Bowery (186-188 Chrystie Street), créé en 1899 par le Council of Jewish Women, dans un quartier où, en 1911, les Juifs sont progressivement remplacés par des Italiens, essaie d'organiser un groupe de mères en « corps coopératif » et d'améliorer leur « responsabilité civique ». L'Emanu-El Brotherhood Social House (309-311E 6th Street) offre un « centre de loisirs pour les jeunes gens de confession juive dans un quartier où les influences pernicieuses des music-halls et les opérations des missionnaires sont un problème trop important pour être ignoré » – la Harlem Federation for Jewish Communal Work, 238-240E 105th Street, avait la fonction similaire à l'autre bout de Manhattan de « sensibiliser [ses membres] au caractère sacré de la vie et de résister aux tentations d'un environnement peu fortuné » (Woods & Kennedy, 1911).



Mosaïque de populations dans le quartier de Hull House
(Hull House Maps and Papers, 1895).



Carte des revenus des foyers résidant dans la zone entre les rues Halsted et Jefferson, Polk et 12th Street (Hull House Maps and Papers, 1895).

Zueblin (1895 : 100) – professeur de sociologie à l’Université de Chicago dont l’avis peut être partial, parce qu’il est le fondateur en 1891 du Northwestern University Settlement – juge positivement l’action de ces *settlements*, en particulier de celui de Maxwell Street, « indépendant de toute religion » (*ibid.* : 109), mais destiné aux jeunes juifs. En 1895, il vient juste d’ouvrir sa douzaine de chambres de résidence, de monter trois clubs de garçons et trois de filles (85 enfants), et un club pour une dizaine d’adolescentes. Le Maxwell Street Settlement lance en 1894 le Self Educational Club qui organise des concerts, en concurrence avec les théâtres et les bals du quartier, et qui propose des conférences et des cours du soir, extrêmement fréquentés. L’objectif en était d’enseigner l’anglais et l’histoire américaine sans que les jeunes, en s’américanisant, oublient leur judéité. Résultat d’une initiative sioniste, le Chicago Hebrew Institute, créé en 1903 (1258 W Taylor St), ainsi que la Chicago Zionist Society ou le Jewish Workingman’s Educational Club, tentent également de répondre à ce risque, mais sur un autre mode. Copié sur Hull House, l’Institut propose des cours et des loisirs, en anglais et en hébreu, met en place un Bureau de conseil sur la naturalisation, des écoles primaire et secondaire et une école professionnelle ; il développe encore l’école du Shabbat, une bibliothèque hébraïque, un théâtre en yiddish et en hébreu et créera en 1917 une société musicale, la Hebrew Oratorio Society. La finalité était, tout en augmentant les chances de réussite aux États-Unis, d’inventer une identité judéo-américaine – un point qui, quelques années plus tard, travaillera Horace Kallen quand il développera son concept de « pluralisme culturel ». Lissak (1983 : 26) a montré qu’après 1907 l’Institut a prospéré tout en récupérant une bonne partie des enfants et adolescents juifs russes qui fréquentaient le *boys’ club*, les clubs littéraires, les ateliers de théâtre et les cours de l’extension universitaire de Hull House. « Le nombre de visiteurs hebdomadaires de l’Institut est monté de 11 368 en 1910 à 16 363 en 1912, tandis que le total des visiteurs, juifs ou non-juifs, à Hull House atteignait 9 000 par semaine. » (*Ibid.*). Hull House n’était, par ailleurs, pas fréquentée par les adultes juifs, sinon par les plus radicaux, les militants socialistes ou anarchistes, au cours des décennies 1890 et 1900.

Addams (1910a : 394) nous apprend que la Young People's Socialist League donnait des pièces au théâtre de Hull House en yiddish et en anglais. Le poème « Sweatshop » de Morris Rosenfield, invité à Hull House en 1901, avait été traduit et mis en musique par Eleanor Smith, de Hull House. En 1906-07, Abraham Bisno, fondateur en 1890 du syndicat (juif) des fabricants de manteaux (*cloakmakers*) et inspecteur du travail en guerre contre le système des *sweatshops*, y donne une conférence sur le travail des femmes. La communauté juive du quartier a particulièrement collaboré avec Hull House à l'époque des affaires Averbuch et Radowitz (1908) et du procès Beilis, accusé de crime rituel à Kiev (1913), devenu un point de focalisation de la lutte contre l'antisémitisme. Mais cette collaboration restait ponctuelle : à partir de sa fondation en 1906, l'Institut est progressivement devenu le véritable centre communautaire des Juifs d'Europe de l'Est. Sur d'autres questions, les coopérations étaient plus étroites. On a vu ailleurs le rôle crucial que ces différents *settlements* ont joué dans la réduction de la mortalité infantile, l'accès à la prime éducation des enfants, l'interdiction de leur embauche en usine, les progrès du travail social auprès des jeunes délinquants, l'amélioration de leur traitement judiciaire et pénitentiaire. On pourrait encore raconter comment le Conseil national des femmes juives a servi de modèle à la Ligue nationale des syndicats de femmes ou à la Ligue de protection des immigrants à Chicago.

Le Conseil national des femmes juives (NCJW) commande une enquête en 1903 au Comité de recherche sur la vie domestique (Committee on Household Research) de New York sur les conditions d'arrivée à Ellis Island. L'équipe de l'enquête est supervisée par Margaret Dreier, alors même qu'elle vient d'entrer en 1902 à la Ligue municipale des femmes et qu'elle est en train de rejoindre la Ligue des syndicats de femmes de New York. Suite à cette enquête, le NCJW crée un poste d'aide à l'immigration en 1904 à Ellis Island (Rogow, 1993 : chap. 5), qui vise pour bénéficiaires les néo-arrivantes non accompagnées, particulièrement vulnérables aux escrocs et proxénètes en tous genres.



L'agente du NCJW, Ray Perlman, accueille et oriente les femmes immigrantes qui débarquent à Ellis Island (Photo par Underwood Park Place/ NCJW).

L'évitement de la traite des blanches et l'orientation vers un logement sûr pouvaient être complétés ultérieurement par des soins aux enfants, une formation en anglais et la recherche d'emploi. Le NCJW aurait aidé 20 000 filles et femmes à passer la frontière et à s'installer entre 1904 et 1907 (*ibid.* : 152). Ce modèle d'action sera repris par les bureaux d'accueil installés par la Ligue de protection des immigrants (IPL) à Chicago à partir de 1908 – une initiative pilotée par Grace Abbott, relevant de Hull House et de la Ligue des syndicats de femmes, consistant initialement à leur éviter des déboires avec de faux porteurs, taxis et logeurs, ou avec des employeurs indécis. Puis l'IPL coopère avec le procureur fédéral et la police (quand elle n'est pas elle-même corrompue par le « commerce du vice », comme le raconte Addams dans *A New Conscience and and Ancient Evil*, 1912 : 45), engageant des poursuites dans 91 cas pour l'année 1909, établissant une jurisprudence en la matière et faisant pression sur les discussions entamées au Congrès depuis le Howell-Benett Act de 1907 (*ibid.* : 21-26). Enfin l'IPL met au point un programme de prévention, de réintégration et de réparation des jeunes filles victimes de la « traite des blanches » (Addams, 1910a : 146 ; ou 1912 : chap. 2), qu'elles soient « importées » à cette fin, ou jeunes migrantes de la campagne

ou de l'étranger, séduites et détournées : l'objectif est de leur donner la chance d'une seconde vie, de tenter d'effacer leurs « stigmates » de « parias (*outcasts*) » (1912 : 3 et 144) et de leur éviter ceux de prisonnières récidivistes (*jailbirds*) (*ibid.* : 149).

Tous ces éléments invitent à s'interdire d'adhérer aux descriptions des *settlements* qui confondent leurs ambitions prométhéennes et la réalité de leurs actions, et, à l'opposé, à ne pas porter des jugements à l'emporte-pièce sur leur impuissance sociale ou sur leur condescendance culturelle. Un dernier dossier, celui des gangs, témoigne de la difficulté à évaluer l'efficacité des *settlements*. L'enjeu est crucial puisqu'une bonne partie de leur activité – organiser des loisirs et des sorties, lutter pour la régulation de la vente d'alcool et des dancings, rendre l'école obligatoire jusqu'à 14 ans, séparer les prisons d'adultes et d'adolescents, prôner la rééducation plutôt que la répression, suivre de près les anciens condamnés pour éviter leur récidive, augmenter les salaires des jeunes travailleurs... – est de sortir les jeunes de la rue, de leur donner le goût de l'étude et de la culture et de les préparer à la vie active, dans les bornes de la légalité. Addams écrit un diagnostic remarquable, avec son livre pionnier, *The Spirit of Youth and the City Streets* (1909), cité plus haut, sur les attraites de la rue, à une époque où la sociologie de la délinquance n'existe pas encore. La clinique dirigée par William Healy, l'Institut de psychopathologie pour enfants et adolescents (Juvenile Psychopathic Institute), vient à peine d'être créée (avec l'argent de Ethel Sturges Dummer), comme une excroissance du tribunal pour mineurs ; des dispositifs d'assistance scolaire et sociale sont mis en place tout autour. Sans disqualifier le travail des *settlements* (Platt, 1969), les témoignages révèlent que la réalité de la rue restait relativement peu perméable au travail social. Frederic M. Thrasher (1927) fournit un certain nombre d'indications dans son livre, plus tardif, *The Gang*. Quelle était par exemple la situation des gangs juifs à Chicago dans les années 1920 ?

On en dénombre une vingtaine (sur 880 gangs recensés, *ibid.* : 191), comme les « Jews from Twelfth Street », la « Black Hand Society »

(*ibid.* : 310-317), organisation de pickpockets dirigée par Itschkie, les WWW, connus pour leurs prouesses pugilistiques (*ibid.* : 214), ou les TTT, spécialisés dans le trafic d'alcool pendant la Prohibition (*ibid.* : 12-14, 93). Des gangs de l'extérieur viennent à « Jewtown » parce que les opportunités de vol au marché de Maxwell Street y sont plus nombreuses (*ibid.* : 142) ; et les altercations sont violentes entre gangs juifs de Lawndale et de Humboldt Park, et gangs polonais, à l'antisémitisme notoire (*ibid.* : 196-197), ou entre Juifs et Lituanais qui s'affrontent à Stanford Park, considéré comme territoire juif. Quoique ces querelles soient nombreuses, les gangs juifs et noirs sont connus pour fraterniser (*ibid.* : 216), de même que les gangs irlandais et juifs, qui étaient en conflit jusqu'à la fin de la décennie 1900, jusqu'à ce que se mette en place une relation symbiotique : les gangs irlandais se battent pour le compte des Juifs de Maxwell Street et, en échange, les femmes irlandaises travaillent pour les familles juives le shabbat (*ibid.* : 200). Contre cette dynamique, Hull House ne peut pas grand-chose. Pour attirer les jeunes du quartier, elle crée un club athlétique – dont Thrasher (*ibid.* : 67) nous dit qu'ils sont souvent des « gangs conventionnalisés », qui peuvent être liés à des *settlements*, mais qui reçoivent pour beaucoup des subsides des propriétaires de saloons et des politiciens du cru (*ibid.* : 457), leur fournissant, en retour, quand nécessaire, des hommes de main. Si les jeunes fréquentent les *settlements*, c'est parce que c'est une des sources de distraction du coin. Mais on apprend que les jeux de cartes, dominos, Parcheesi, Loto, mis à disposition par Hull House sont souvent détournés (et parfois volés) en vue d'organiser des jeux de paris (*ibid.* : 89) et que les dégradations des équipements des *settlements* sont monnaie courante – un sabotage juvénile, selon Thrasher (*ibid.* : 95). Les garçons suivent les cours de cuisine de Hull House (*ibid.* : 170), un savoir-faire utile quand on traîne à la rue ; et ils recourent aux services du médecin du *settlement* (*ibid.* : 237) quand, après une tournante (*shag*), ils partagent la même maladie vénérienne. Mais rien n'indique que l'action sociale et culturelle de Hull House parvienne à casser la logique des gangs ! La chose est vraie pour les Juifs comme pour les Italiens du quartier de Halsted-Maxwell. Le membre du gang 42 interviewé par

John Landesco (1933 : 969) est ainsi enfant de cœur, assidu à l'école, habitué de Hull House, avant de rejoindre une bande armée qui vole automobiles et dévalise camions. En 1931, Hull House découvrira que la moitié des 92 membres du West Side Sportmen's Club qui occupait ses locaux était fichée par la police (Lissak, 1983 : 35). La relation est pour le moins compliquée entre gangs et *settlements* : l'action de ces derniers peut convertir quelques jeunes, les amener « dans le droit chemin », et leur offrir des voies alternatives dans une société où ils partent avec un lourd handicap ; mais elle semble être peu opérante avec les enfants de paysans italiens qui privilégient la loyauté à leurs pairs – un choix vital –, moins en tout cas qu'avec les Allemands ou les Anglais aspirant à une ascension sociale de classe moyenne. Les *settlements* sont surtout instrumentalisés par les jeunes comme l'une des ressources disponibles, accueillantes et peu chères alentour (en particulier après l'introduction du billard et du bowling pour les plus de seize ans). Et ils touchent principalement les femmes et les filles, tandis que les hommes restent à distance et que les adolescents, à l'approche de l'âge adulte, rejoignent d'autres lieux de sociabilité.



Membres du Purple Jewish Gang, dit « Koshier Nostra », vers 1920 à Detroit (domaine public).



Membres du Five Points Gang, Manhattan, New York, menés par Paul Kelly, vers 1900
(<http://www.museumsyndicate.com/item.php?item=73469>).

Il faut donc tempérer les discours tenus par Addams, Woods, Wald, Simkhovitch ou Taylor, et ne pas tomber dans une espèce de mythologie qui a pu parfois se développer à propos des *settlements*. Ne pas confondre l'idéal civique et la pratique effective – c'est ainsi que la dernière partie de cette étude doit être lue. Ne pas sous-estimer les difficultés rencontrées sur le terrain, que ces auteurs nous décrivent du reste en détail. La posture de réalisme sociologique⁴² n'implique pas pour autant de dégrader le projet civique comme illusoire, ou, pire, de le traiter exclusivement comme un mode de contrôle, de domestication et de moralisation des pauvres par les classes supérieures. Les ambiguïtés ont existé, les malentendus de classe n'ont pas manqué, des discriminations raciales, nationales ou religieuses ont pu se perpétuer, et certains *settlements* ont emboîté le pas aux vieilles missions et *charities*. Mais les *settlements* ont joué un rôle central dans la naissance de l'urbanisme, du travail social, de l'organisation communautaire, de la santé publique. Ils ont mis au point de nouvelles techniques d'éducation pour enfants et adultes, ont imposé la nécessité du loisir

et de la récréation, ont participé à la formation d'une législation du travail, ont inventé la justice pour mineurs et développé des dispositifs d'accueil de migrants. Ils ont fonctionné comme des têtes de réseaux dans le déploiement de publics, autour de multiples causes, pour la configuration desquels ils ont offert des bases de mobilisation, mis à disposition des ressources et des compétences, mené des enquêtes et tenté des expérimentations. Ils ont contribué à rendre ces causes sensibles, audibles et visibles, crédibles et légitimes – façonnant des opinions publiques, et plus largement des expériences publiques ; et ils ont fait pression sur les pouvoirs publics pour que ceux-ci mettent en place de nouvelles politiques et votent de nouvelles législations. Ils ont participé à l'organisation d'une société civile et d'un ordre public (Dewey & Tufts, 1908 : chap. XX-XXII), accouchant d'un nouveau sens des droits, des obligations et des responsabilités, cherchant des solutions dans le paysage émergent d'« organisations impersonnelles » de la vie économique, nourrissant une « conscience publique » et promouvant un « *Welfare* public » (*ibid.* : 538 sq.), non sans verser parfois dans un projet de démocratie radicale – développant une réflexion nouée en pratique et en théorie avec celle du pragmatisme naissant.

DE LA POLITIQUE PRATIQUE AUX RÉSEAUX D'ORGANISATIONS CIVIQUES

Mary P. Follett, l'une des égéries des centres sociaux, avait elle-même travaillé dans un *settlement* non-résidentiel, situé dans un quartier difficile, Roxbury (le Ward 17 de Boston, annexé en 1868). Elle y avait embauché Henri Bruere, le futur directeur du Bureau de recherche municipale de New York, à l'époque étudiant de dix-neuf ans de Harvard, pour créer en 1901 l'équivalent de la Civic Service House que Meyer Bloomfield venait d'ouvrir, avec le soutien de Pauline Agassiz Shaw, dans le North End de Boston⁴³ (Tonn, 2003 : 128). Après le départ de Bruere, elle avait monté en 1902 son club de discussion, Highland Union, en vue de « promouvoir camaraderie et coopération civique et de stimuler un intérêt intelligent pour les questions économiques locales » (Tonn, 2003 : 138 sq.). L'enjeu était

de former de jeunes Irlandais à la discussion et de leur enseigner des éléments d'histoire de la république américaine et du mouvement ouvrier, ainsi que des rudiments d'économie, par exemple sur la politique tarifaire ou sur la doctrine Monroe (*ibid.* : 140). Highland Union est un bon exemple d'expérimentation en matière d'éducation civique et d'éducation des adultes, destiné à former de bons citoyens autant que de bons Américains. Puis Follett s'était lancée dans l'aventure des centres sociaux qui ont bourgeonné et se sont multipliés de façon virale, les années précédant la Première Guerre mondiale, trouvant un relais politique dans l'organisation de l'effort de guerre, sous la présidence de Woodrow Wilson, à travers les réseaux de centres communautaires (*community centers*). Selon Follett (1919), le succès de cette expérimentation *in vivo*, à l'échelle nationale, posait le germe d'une démocratie de quartier (*neighborhood democracy*). Les centres communautaires opéraient comme des « clubs de quartier » et des « forums et capitales communautaires » (Jackson, 1919). Étendus à des conseils de fabriques dans l'industrie et à des conseils de paysans dans l'agriculture, ils fournissaient un maillage serré du territoire pour la gestion des affaires publiques.

Fournir les outils de l'intelligence collective et du gouvernement direct (Follett, 1918 : 366), c'est ce que Follett appelle faire de la « *politique pratique* » (*practical politics*) (*ibid.* : 265), une expression reprise à Edward J. Ward (1913 : 123-151), l'un des leaders du mouvement des centres sociaux. Theodore Roosevelt, pas encore entré en politique, avait lui-même utilisé cette expression dès 1888, pour parler de la politique telle qu'elle se fait, et non pas telle qu'elle est imaginée par les « chercheurs-réformateurs », ou par les profanes en quête de « remèdes universels qui sont des remèdes de charlatan ». Chez Ward ou Follett, le sens de l'expression est un peu différent. Quand les habitants d'un quartier sont capables de discuter de leurs problèmes et de les prendre à bras-le-corps, moyennant des opérations de « coordination délibérative » – en mettant en œuvre, comme à Rochester, leur « droit à la libre discussion et au contrôle démocratique » (Ward, 1913 : 175) –, quand ils s'assemblent, s'interrogent, enquêtent, évaluent,

critiquent, proposent tous ensemble et parviennent à prendre des décisions, ils jouent le « jeu » de la « politique pratique ». Ils mettent les mains dans le cambouis, s'attaquent à leurs problèmes avec les soutiens, les armes et les ressources du cru ; ils gagnent en capacité collective d'agir et de juger par le contact, la discussion et la coopération (Tufts, 1919). Ce faisant, ils exercent un « contrôle populaire sur le gouvernement » (Follett, 1918 : 175 et 183). Le leadership des responsables (*head residents*) des *settlements* émerge de même de la « politique pratique » de « citoyens créatifs », sensibles aux problèmes vécus dans leur quartier et capables de les détecter, de les définir, de les évaluer et de les résoudre en mobilisant les moyens et les talents du bord. Cette « politique pratique » réussit à intégrer des individus en un collectif orienté vers les mêmes objectifs et capable de partager les mêmes expériences – à en faire les membres d'un groupe, qui n'abdiquent pas leurs droits, leurs savoirs et leurs pouvoirs pour les remettre entre les mains d'un chef (*herd collectivism*), qui ne jouent pas chacun une carte personnelle en s'accrochant au pré carré de ses croyances et de ses intérêts personnels (*false individualism*). Ils composent et synthétisent une pluralité de points de vue. Le quartier, une fois qu'il devient une communauté intégrée, est pour Follett (1919/2018) une « personne collective » avec des émotions, une volonté et un intérêt de groupe et il a une « personnalité » qui lui est propre – il en a la spontanéité, l'amour-propre et, parfois, la résistance au changement (Woods, 1929 : 239). De ce point de vue, *social settlements* et *social centers* opèrent de façon similaire.

« La politique de groupes est faite du matériau même de la vie » (Follett, 1918) : faire de la politique ce n'est pas seulement organiser des campagnes électorales autour de *bosses* pour des machines partisans, ou tenter d'assainir les affaires publiques en créant des écoles d'agents du service public. C'est aussi prendre en compte la vie quotidienne, dans les milieux de vie des citoyens ordinaires (Woods, 1923), en se mettant à l'écoute de leurs histoires de vie (Addams, 1916). C'est participer à la définition de problèmes sociaux à partir de l'expérience des habitants de quartiers déshérités, avec un regard politique,

écologique et historique, plutôt que de parachuter des solutions toutes prêtes au nom d'une raison experte et plutôt que de régler les difficultés privées de tel ou tel administré au gré d'une bienveillance clientéliste et paternaliste. C'est aussi mettre en œuvre des pratiques de discussion et de réflexion collective, d'enquête sociale avec les principaux intéressés et d'expérimentation sociale des propositions qui ont pu émerger dans l'enquête et la discussion. Tout en réglant de façon coopérative des problèmes de collecte d'ordures et d'entretien des rues, de création de crèches et d'aires de jeux pour les enfants, de développement de loisirs qui concurrencent les saloons, tout en tentant d'assurer des conditions d'hygiène et de santé publique et d'aider les malades, les chômeurs et les retraités par le secours mutuel (Addams 1902 : 267) – autant de tâches recensées par Charles Zueblin, par exemple, dans son *American Municipal Progress* (1916) –, l'objectif est aussi d'amener des communautés à s'auto-organiser et à s'auto-administrer sur un modèle de *self-government*. La force des *social settlements* et des centres communautaires est d'être ancrés dans des groupes primaires (Cooley, 1909 : chap. I-VIII), soudés par des relations d'« association et coopération en face à face », d'« identification mutuelle » et de « sympathie naturelle », qui vont se mobiliser dans un processus de reconstruction sociale (Woods, 1914/2020). Ils misent sur les « contacts sympathiques » entre personnes plus que sur des « contacts catégoriels » (Shaler, 1904 : 207 sq.), médiatisés par des types sociaux, cette vie partagée dans des « petites communautés » étant promise à devenir le fondement de la vie publique de plus « grandes communautés », allant de l'entraide entre voisins jusqu'à la coopération entre nations. La vraie réforme du gouvernement urbain viendra de la « fédération dans toute la ville des bons citoyens, du type bons voisins, devenus tels grâce à l'expérience intense, à une petite échelle, de la réalisation (*achievement*) de leurs quartiers ». Au cœur de cet « électorat coopératif », les travailleurs sociaux feront « passer à la réforme les dures épreuves de la démocratie locale du coin de la rue (*local street-corner democracy*) » (Woods, 1909 : cité 1929 : 239).

Ces « institutions sociales » vont bien au-delà de la production de biens et de services destinés à la population et ne pratiquent pas seulement une forme d'assistance caritative. Elles soutiennent le processus de *self-government* des communautés dont elles participent, elles y insufflent de la discussion publique, de l'enquête et de l'expérimentation. Elles travaillent à faire de la communauté un micro-public actif, dans les termes de Dewey, capable de définir et prendre en charge ses propres problèmes. Comme le souligne Dwight Sanderson (1919 : 84), « le mot communauté est sur toutes les lèvres [...] la signification partagée aujourd'hui du mot communauté est venue en usage pendant la dernière décennie. Elle semble avoir été dans un premier temps synonyme du mot quartier (*neighborhood*) et il y a encore beaucoup de confusion entre ces termes. L'invention du *social center* est une excroissance directe du *neighborhood center* qu'est le *social settlement* »⁴⁴. Il endosse la plupart des fonctions qui étaient celles du *social settlement* vingt ans plus tôt – galerie d'art, salle de concert, théâtre ou cinéma, bureau d'embauche, agence de santé, collège de conférences... – sinon qu'il n'est plus une communauté de résidence de personnes venues d'ailleurs. Une autre différence selon Ward (1913 : 253) serait que « le centre social est toujours une institution *publique* » tandis que le « *social settlement* est toujours une institution *privée* ». Mais s'il est de droit privé, le *social settlement* n'est pas réductible aux limites étroites de la philanthropie privée, que dénonce Addams, il est un pivot central de la création de biens et de services publics et il tente d'organiser la communauté de voisinage comme une « petite république ». L'un comme l'autre ne saurait donc être confondu avec de simples centres de loisirs (*recreation centers*), la « confusion la plus commune et la plus dommageable » selon Ward (1913 : 253). Le centre social, parfois appelé centre civique, est de plus en plus qualifié dans les années 1910 de centre communautaire (*community center*). Jesse Steiner (1922 : 12) abonde dans le même sens : l'histoire de l'organisation communautaire « s'entretisse intimement » avec celle du travail social, de même qu'elle hérite de l'histoire du *social settlement* – sinon que celui-ci était beaucoup plus informel, se concevant souvent comme une « famille », usant de

démarches davantage personnalisées, tendant à agir « isolément », tandis que le travail communautaire met en œuvre des méthodes qui se sont entre-temps professionnalisées et peut d'emblée s'appuyer sur un réseau d'organisations (Betten & Austin, 1990).

Et Jesse Steiner (1922 : 13-17) de recenser une série de mouvements civiques qui ont pris la relève, mais qui portent encore la trace de l'impulsion initiale donnée par les *social settlements* : School Community Center Movement, Playground and Recreational Movement, Community Council of National Defense Movement, Central Council of Social Agencies, Cincinnati Social Unit Organization – on pourrait rajouter la General Federation of Women's Clubs (GFWC) (sans compter la participation de nombreux membres de *settlements* à la plus ancienne Women's Christian Temperance Union, WCTU, fondée en 1874). Le point qu'il soulève de l'isolement des *settlements* est à vrai dire contestable (Raymond, 1897 ; Montgomery, 1905 ; Woods & Kennedy, 1911). Les *settlements* ont toujours couplé leur travail à l'échelle du quartier avec un effort d'information, de coopération, de discussion, de conseil et de fédération entre eux. À l'échelle de la ville, d'abord. Dès 1894 se crée à Chicago la première association – la Chicago Federation of Settlements – qui unifie les efforts de Hull House (dirigée par Jane Addams), du Chicago Commons (dirigé par Graham Taylor), des *settlements* des Universités de Chicago (dirigé par Mary McDowell) et de Northwestern (dirigé par Charles Zueblin), et de structures comme St. Elizabeth, Eli Bates House, Clybourn Avenue, Forward Movement, Maxwell Street et Onward Neighborhood. À Boston, le South End Social Union est créé en 1899, puis étendu au North End et West End, avant que ces regroupements ne fusionnent en 1908 dans la Boston Social Union, fédération des vingt-huit *social settlements* de la ville, que préside Robert Woods (Woods & Kennedy, 1922 : chap. IX). Celle-ci impose une adhésion des membres à un et un seul *settlement* et engage une coopération entre *settlements*, spécialisés selon des frontières géographiques, raciales ou économiques. L'Association des travailleurs de quartier (Association of Neighborhood Workers) est enfin fondée en 1900, à New York, et devient l'Union des maisons de

quartier (United Neighborhood Houses) en 1919. Sous la présidence de Mary Simkhovitch, cette refondation est actée lors d'un meeting à l'Hôtel Pennsylvania. On y compte les représentants de trente et une maisons et Franklin H. Giddings y donne une conférence sur « The University and the Settlement » (*N. Y. Times*, 2 mars 1919). Et il en va de même à Baltimore, Washington, Brooklyn, Buffalo, San Francisco, Philadelphie, Cleveland, Minneapolis et Richmond (Woods & Kennedy, 1922 : 376-377).

Le pouvoir des *social settlements* réside ainsi dans leur capacité à se constituer en une force civique en nouant des liens avec les réseaux d'associations civiques qui se multiplient à l'époque, en contrepoint des services officiels des municipalités, des États fédérés et du gouvernement fédéral. La Fédération des Associations unies pour l'autogouvernement local (United Societies for Local Self-Government), qui semble s'être formée en 1906, rassemble en 1915 plus de 900 organisations, dont 150 sociétés tenues par des femmes (Zueblin, 1916 : 147), qui se battent à Chicago pour la moralité publique, en particulier contre l'alcool et la prostitution et contre la complicité des officiers de police avec la pègre (Yarros, 1938 : 95). Les coopérations entre *settlements* ont porté sur des enjeux d'éducation, de sports ou de loisirs, mais aussi de politiques de l'emploi ou de migration. À Chicago, par exemple, elles étaient en pointe dans les revendications contre le « mal social » (*social evil*) qui ont conduit à la création de la Commission du Vice à Chicago (1911) et à l'éradication du quartier de la Levee, où étaient concentrés les commerces de l'alcool, du jeu et de la prostitution (de fait, le « vice » se déplacera un peu plus au sud, dans le couloir du Southside, où se caleront les communautés noires, et nourrira une vie artistique, qui fleurira une quinzaine d'années plus tard dans la Black Renaissance). Ces coopérations ont eu des conséquences collatérales sur le fonctionnement de la Conférence nationale du travail social (National Conference of Social Work), dont de nombreux présidents étaient directement issus du mouvement des *settlements*, par exemple, Jane Addams, Graham Taylor, Robert A. Woods, ou Julia C. Lathrop.



Membres fondateurs de la National Federation of Settlements, 1911
(<https://socialwelfare.library.vcu.edu/>).



Réunion en vue de la création de la National Federation of Settlements à White Plains, NY, 30 mars 1908. Premier rang : Graham Taylor, Mary McDowell, Robert A. Woods. Deuxième rang : Cornelia Bradford, Jane Addams, Lillian Wald (assise), Elizabeth Williams, Dr James Hamilton. Troisième rang : Helen Greene, Helena Dudley, John Lovejoy Elliott, Meyer Bloomfield, Mary K. Simkhovitch, Ellen W. Coolidge (Union Settlement Association Records, Columbia University Rare Book & Manuscript Library).

Certains leaders de la profession de travail social en formation, à l'échelle locale, ont gagné, par leur action dans les *settlements*, une réputation à l'échelle nationale : ainsi de George A. Bellamy, de Cleveland ; Eva W. White, de Boston ; Mary E. McDowell ou Harriet E. Vittum, de Chicago ; John Lovejoy Elliott, fondateur de la Hudson Guild en 1897, à Chelsea, New York ; et, toujours à New York, Jane E. Robbins (University Settlement), Gaylord S. White (Union Settlement), Lillian D. Wald (Henry Street Settlement) ou Mary Kingsbury Simkhovitch (Greenwich House).

Ce tropisme des *settlements* qui, tout en maintenant leur autonomie, tendent à se regrouper pour avoir plus de poids, est lié à une tendance de fond. L'époque des *settlements* est aussi le moment de naissance de l'ère de l'organisation : c'est le moment de la « *bigness* », décrite par James, du *big business* des chemins de fer, du pétrole et de l'acier qui conduit à une régulation du marché par les lois anti-trusts Sherman (1890) et Clayton (1914), ainsi que par la Federal Trade Commission (1914), et à un contrôle des produits de consommation par la Drug and Food Administration (1906). Les *settlements* étaient directement impliqués dans l'action de la Ligue nationale des consommateurs (National Consumers League) dirigée par Florence Kelley depuis 1899, qui se bat également pour la réduction de la journée de travail des femmes à dix heures (Muller v. Oregon, 1908) et contre le travail des enfants. C'est aussi une période de progrès en matière de protection infantile, de travail social, de gouvernement municipal, de santé communautaire, d'école publique, d'éducation pour adultes et de formation professionnelle – des batailles dans lesquelles les *settlements* sont en première ligne. Theodore Roosevelt et Woodrow Wilson vont prendre des mesures dites « progressistes », puis « populistes », sous la pression de ce qui ne s'appelait pas encore « organisations non-gouvernementales ». Roosevelt a favorisé des mesures contre la corruption de la police ou pour l'amélioration du logement (Tenement Law : Hunter, 1901), en tant que gouverneur de New York, puis fait voter des lois contre les trusts (contrôle des compagnies d'assurances), pour le contrôle des aliments et la protection des

consommateurs (Meat Inspection Act de 1906), en faveur d'une politique de conservation des Parcs et des Monuments nationaux, et d'une régulation des tarifs ferroviaires (Hepburn Act de 1906). Wilson, porté par la vague populiste, a poursuivi la bataille contre les trusts en faisant voter le Clayton Antitrust Act (1914), qui autorisait piquets, grèves et boycotts, et en créant la Federal Trade Commission, agence de surveillance des pratiques de compétition. En outre, Wilson, encore gouverneur du New Jersey, avait défendu ces « garde-fous de la politique » que sont les outils de démocratie directe – révocation, initiative et référendum –, que l'on retrouve au cœur du programme du Parti progressiste de Roosevelt en 1912. Wilson se rallierait, enfin, en 1918, au suffrage des femmes, porté par les militantes des *settlements*, et voté en 1920 (Addams, 1910b ou 1914).



Label de la National Consumers' League.

On peut suivre à travers les minutes de ses réunions annuelles (*Proceedings*, à partir de 1913) l'histoire de la Fédération nationale des *settlements* et des centres de quartier (National Federation of Settlements and Neighborhood Centers of America, fondée en 1911). Au-delà, la première Conférence internationale des Settlements se réunit à Londres en juin 1922. Paradoxalement, après plus de trente ans d'existence, la création de cette fédération à l'échelle mondiale en est sans doute le chant du cygne. L'après-guerre marque une véritable rupture. Politiquement, aux États-Unis, c'est une phase de repli conservateur, après le raz-de-marée républicain aux élections de 1920 (William Harding), la première panique, post-Révolution russe, contre les communistes (Red Scare) et une vague de racisme et de nativisme

(allant de pair avec une envolée du Ku Klux Klan). La révolution taylorienne et fordiste se fait sentir avec des changements impressionnants dans l'écologie de la fabrication, de la distribution et de la consommation des marchandises industrielles, moyennant une réduction des coûts de production et une amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs. C'est une époque de commercialisation d'un grand nombre de services, à commencer par les loisirs – de la Victrola qui introduit l'orchestre dans le domicile privé à la boîte de nuit que l'on rejoint par automobile dans des quartiers périphériques. La République de la consommation et de la culture de masse trouve son élan (Friedman, 1933 ; Cohen, 1989). Les grands magasins, Marshall Field's pour les plus fortunés, Goldblatt's pour les plus pauvres, offrent à profusion des produits manufacturés, du prêt-à-porter aux boîtes de conserve. La radio et le cinéma transforment l'horizon de repères de la vie quotidienne et prennent le relais des théâtres et des magazines – tout en continuant à ménager des niches ethniques ou raciales. Le sens du « quartier » se transforme. Cette période est aussi un moment d'accélération des dynamiques de professionnalisation et d'institutionnalisation (Trolander, 1987) : développement des écoles de travail social dans toute l'Amérique, naissance de profils d'experts de la question sociale, création de cursus de formation à l'organisation communautaire (Rainwater, 1920) et, progressivement, standardisation des législations, des financements et des fonctionnements des centres sociaux à la faveur de la concentration des ressources dans des caisses de bienfaisance communautaire (*community chests*) (Carson, 1990 : 182 sq.), ou de leur prise en charge par l'administration fédérale (Abbott, 1941).

Ce que la sociologie des organisations appelle aujourd'hui l'isomorphisme institutionnel, pour décrire la tendance des organisations autonomes à s'aligner sur les logiques du marché ou de l'État, jouait déjà à plein à la fin de la Grande Guerre. Les réseaux progressistes étaient le premier terreau, la matrice de ce que l'on appellerait aujourd'hui « *organisations civiles* » de la « *société civile* » (Dewey & Tufts, 1908 : chap. XXI)⁴⁵. Arthur Bentley, le futur co-auteur de *Knowing and the Known* avec Dewey, qui découvre Veblen et les jeunes

pragmatistes alors qu'il enseigne en 1895-96 à l'Université de Chicago, a été le premier, dans *The Process of Government* (1908), à décrire les mesures gouvernementales et les choix législatifs comme le résultat de « pressions sociales » de « groupes d'intérêt ». Ces groupes d'intérêt pouvaient représenter des « intérêts particuliers » (*specific interests*), de la façon la plus égoïste, tout comme ils pouvaient exprimer « de plus larges intérêts relevant de ce qu'ils appellent eux-mêmes “le public” » (Bentley, 1908 : 431)⁴⁶ ; rangés sous la bannière des « groupes d'organisation », ils pouvaient être plus ou moins liés à des « groupes de discussion » et à des « groupes d'opinion ». Des années 1890 aux années 1920, de nouveaux leaders civiques émergent, qui façonnent une « société civile » jusque-là prisonnière des croyances du marché économique et de la confession religieuse – une « société civile » encore embryonnaire, malgré la vie associative qui avait autant fasciné Tocqueville, et qui était facilitée par la proximité des activistes, au tournant du siècle, des élites économiques, politiques et intellectuelles. Les membres des *settlements* étaient parmi les citoyens les plus engagés, et parfois les plus en vue de leurs villes, et ils entretenaient des liens étroits avec les groupes dominants les plus éclairés. C'était le cas à Chicago où universitaires et leaders communautaires, entrepreneurs, élus et experts se rencontraient au sein de la Chicago Civic Federation, du City Club, du Chicago Woman's Club (formé en 1876, très impliqué dans la création du tribunal pour mineurs, d'écoles, crèches et aires de jeu), du Woman's City Club (créé en 1910, groupe de pression féminin très actif dans les affaires municipales), sans compter les ligues de femmes pour le droit de vote. Ces liens étroits leur permettaient de trouver les financements nécessaires à leurs entreprises, en particulier auprès de mécènes comme Ethel S. Dummer, Helen Culver et Emmons Blaine, Julius Rosenwald, Louise de Koven Bowen (qui finançait le camp d'été de Hull House à Waukegan, à mi-chemin entre Chicago et Milwaukee). Sans ces fonds, la City Homes Association, la Juvenile Protective Association, l'Immigrant's Protective League et la Public School Art Society n'auraient pas vu le jour. L'action municipale des *settlements* doit encore être pensée en synergie avec les centres communautaires, les écoles nouvelles, les clubs civiques, les

églises progressistes, les commissions de citoyens et de citoyennes, les bureaux de recherche municipale ou des organisations cruciales à l'époque, en matière de travail communautaire ou d'éducation populaire, comme la Croix Rouge, le YMCA et le YWCA. Les femmes, en particulier, créent leurs propres syndicats (Delzell, 1919), sont impliquées dans de multiples clubs, qui poussent leurs racines jusqu'au milieu du XIX^e siècle et finissent par former une Fédération nationale des clubs de femmes (General Federation of Women's Clubs) (Wood, 1912; Wood & Pennybacker, 1914), laquelle s'entrecroise avec les fédérations de *settlements*, d'associations de suffragistes (Catt & Shuler, 1926), d'organisations de lutte pour le droit du travail (American Association for Labor Legislation) et contre le travail des enfants (National Child Labor Committee) (Gordon, 1977). Ces réseaux ont pris une envergure nationale, avec des bastions dans l'Est du Pays – New York, Boston, Philadelphie, Baltimore et Washington –, dans des plus petites villes des États de New York et du New Jersey, du Massachussets, de la Pennsylvanie, du Maryland, dans le Midwest, avec Chicago et St. Louis, Cleveland ou Cincinnati, Detroit ou Des Moines, mais aussi en Californie, avec les gros pôles de Los Angeles et San Francisco.

C'est ainsi que les leaders des *settlements* ont été parmi les premiers à inventer les formes organisationnelles du « lobby du peuple » (Clemens, 1997). Elles et ils ont aussi formulé un *nouveau langage civique et politique*, dont les activistes américains sont encore en partie redevables (pour un panorama : *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 1914). Ils et elles ont eu une véritable puissance de façonnage ou de guidage de politiques publiques et d'agences gouvernementales – que ce soit en matière d'éducation et de loisir, d'aide sociale et de secours mutuel, d'accueil des migrants, de justice des mineurs et de réhabilitation des délinquants, ou de développement de services publics de prévention et de soin. Si l'on reste à Chicago, Jane Addams ou Raymond Robins se sont battus, on l'a vu, pour sauver des anarchistes injustement condamnés. On les retrouve au Conseil de l'éducation de la ville et, quelques années plus tard, aux premières loges de la campagne du Parti progressiste de 1912.

Graham Taylor, tout en ayant un rôle clef à l'Université de Chicago et en étant l'un des ancêtres du travail social, a bâti le domaine des Chicago Commons, avec son imposant immeuble de cinq étages. Il a été appelé pour enquêter sur le drame de la mine de Cherry en 1909 et sur les émeutes raciales de 1919, il a siégé dans les commissions des parcs publics de la ville ou au conseil d'administration de la bibliothèque publique. Mary McDowell a été de tous les combats, dépannant les familles irlandaises, bohémiennes, allemandes ou polonaises des Stockyards, militant aux premiers rangs de la Women's Trade Union League et déposant au Congrès sur les droits des femmes. Nommée membre de la City Waste Commission, elle a fait fermer des décharges d'ordures jusqu'à devenir commissaire du bien-être public (*public welfare*) sous la mandature du maire Denver, dans les années 1920. Nombre de ces activistes ont gagné une réputation bien au-delà de la ville et ont fini par avoir des carrières nationales. Julia Lathrop, par exemple, commence par un emploi au Conseil des Charités de l'État d'Illinois (Illinois State Board of Charities) en 1893, alors qu'elle vivait à Hull House, plaidant pour la formation des travailleurs sociaux et la réforme des institutions charitables et hospitalières. Elle porte ensuite avec Jane Addams et Lucy L. Flower, de Hull House, et avec le soutien du Women's Club et de la Chicago Bar Association, le projet de tribunal des mineurs qui se concrétise en 1899. Elle est nommée par le président William Taft en 1912 à la tête du Bureau fédéral de l'enfance, première femme à ce niveau de pouvoir, où elle reste jusqu'en 1921, développant les enquêtes et multipliant les réformes sur la mortalité infantile et maternelle, le travail des enfants et la délinquance juvénile, les pensions des mères monoparentales et les aides pour mineurs en situation de handicap. Moins connue, Frances A. Kellor, liée à Hull House et au Henry Street Settlement, après avoir publié *Out of Work* (1904) avec une bourse de la College Settlements Association, devient secrétaire et trésorière de la Commission à l'immigration de l'État de New York en 1909, et enquête pour le Bureau des Industries et de l'Immigration entre 1910 et 1913. Elle est ensuite chargée de la direction du Comité national d'américanisation (National Americanization Committee). Florence

Kelley (Hull House, 1891-99) s'est battue dans les années 1890 contre le travail des enfants, pour la journée de travail de huit heures et le salaire minimum. Elle a arraché au pouvoir législatif de l'Illinois, avec le soutien du gouverneur Altgeld, la première loi jamais votée contre les *sweatshops*. Elle a enquêté pour le Bureau des statistiques du travail et occupé un poste d'inspectrice du travail pour l'État d'Illinois. Elle a enfin déménagé à Henry Street (1899-1926), dirigé d'une main de maître la Ligue nationale des consommateurs et rejoint Mary White Ovington, de Greenwich House, à la tête de la NAACP. Addams et Kellor faisaient partie du « Female Brain Trust » du Président Roosevelt. Enfin, Frances Perkins (Downey, 2009), après avoir travaillé à Hull House et au Chicago Commons, et s'être occupée de femmes migrantes au sein de la Research and Protective Association à Philadelphie, rejoint en 1909 la New York School of Philanthropy et la Ligue des consommateurs de New York. Elle y réside dans les *settlements* Hartley House et Greenwich House et c'est là qu'elle deviendra commissaire industriel de l'État de New York en 1929, puis Secrétaire du Département du travail en 1933. Elle restera au gouvernement de Roosevelt jusqu'en 1945, œuvrant aux programmes de protection sociale dans des équipes où elle côtoiera Charles Merriam⁴⁷, Harold Ickes (proche pendant longtemps des Chicago Commons à travers Raymond Robins), nombre d'anciens étudiants de John Commons⁴⁸ et nombre d'anciens proches du Henry Street Settlement, comme Sidney Hillman, Adolph A. Berle Jr. ou Henry W. Morgenthau Jr. Frances Perkins sera à l'origine d'une bonne part de la législation sociale du New Deal, en particulier du Social Security Act. L'idéalisme initial avait accouché d'une véritable politique.

SELF-GOVERNMENT, CITOYENNETÉ SOCIALE, RESPONSABILITÉ CIVIQUE ET INTELLIGENCE COLLECTIVE

Le pragmatisme, dans ses versions éthique et politique, est enraciné dans toutes les expériences du « commun » (Follett, 1918), ou du « public » (Dewey, 1927), que nous venons de décrire. J. Graham

Phelps Stokes, le socialiste millionnaire, qui deviendrait plus tard l'époux de Rose Pastor Stokes⁴⁹, avec qui il s'installe à l'University Settlement de New York en 1903, est l'un des tout premiers à écrire que « l'objectif fondamental du *settlement* est de contribuer à préparer les enfants et les jeunes à une vie de citoyenneté sociale, utile, autonome et respectueuse de soi » (Stokes, 1901). Ce que couvre ce qualificatif de « social » n'est pas clairement explicité, encore que l'on puisse l'imaginer pour Stokes, partisan de Eugene V. Debs à l'élection de 1904 et l'un des cofondateurs de l'Intercollegiate Socialist Society en 1905. Il donne une piste : l'accent qui est sans cesse mis sur le « succès » ou le « triomphe » personnels tend à favoriser des « propensions égoïstes », sinon des « attitudes non-sociales, des rivalités inamicales et toutes sortes de mauvais sentiments (*ill-feelings*) et de mauvaises actions (*wrong-doings*) ». Les « ambitions égocentrées » l'emportent sur le souci de bien-être collectif, par manque de culture de la « nature sociale » des individus (Stokes, 1904 : 49 et 50). La société tout entière est imprégnée de l'idéologie du marché libéral qui interdit, au-delà de la compétition entre individus pour acquérir toujours plus de richesses, indice de réussite sociale, de ressaisir la puissance de la vie collective, faite de connexions, d'interdépendances et d'interactions sans lesquelles les individus ne seraient rien.

On peut entendre encore plusieurs choses dans le mot « social ».

D'abord, tout simplement, le capitalisme sauvage du XIX^e siècle ne répond plus du tout à la promesse idéale, au XVIII^e siècle, d'une articulation heureuse entre propriété privée, enrichissement matériel, commerce pacifique et société civile. La situation catastrophique dans laquelle est plongée une bonne partie de la population urbaine, immigrante et industrielle appelle un nouveau diagnostic. Les causes imputées sont souvent la concentration des richesses entre les mains de quelques familles qui contrôlent trusts économiques et circuits financiers, alors que la propriété devrait être considérée comme sociale, au moins en partie : ce serait une juste reconnaissance et rétribution du « travail coopératif » qui engendre les richesses que

s'approprient quelques individus (un leitmotiv de la pensée anarchiste et socialiste). Mais, plus largement, la représentation de l'individu libre de forger son destin, à même de réaliser le rêve américain, à la croisée du sujet de droit du libéralisme politique et de l'entrepreneur sur le marché du libéralisme économique, paraît bien altérée. Le « social » est celui de la question sociale ou de la *soziale Frage* qui s'impose, avec un temps de retard par rapport à l'Europe, aux États-Unis, au cœur d'une constellation de « problèmes sociaux », le terme consacré par les sociologues pour désigner tous les troubles de la société urbaine et industrielle en train de naître. Le « mouvement » des *settlements* est un « mouvement social », comme Robert A. Woods le désigne dès 1891, à son retour de Toynbee Hall, dans sa revue des « mouvements sociaux anglais », aux côtés des mouvements ouvrier et socialiste, de l'élan philanthropique et de l'extension universitaire. Ce mouvement des *settlements* est destiné à s'attaquer à la « question sociale » (Addams, 1910a : 115). Il se fixe pour tâche de mener des enquêtes sociales sur les processus, les forces et les conditions de l'environnement social qui émerge, à la faveur de la révolution industrielle et urbaine, et, sur la base de cette connaissance, de promouvoir le « progrès social » (*ibid.*). Mais il agit aussi directement en s'immergeant dans des quartiers déshérités (plus rarement, dans des communautés rurales), en œuvrant à la définition de problèmes et à l'expérimentation de solutions. Le mouvement des *settlements* est animé par des « croyances sociales (*social faiths*) » (*ibid.* : 57) et par une « émotion authentique » de fraternité qui, dans l'action, élargissent l'horizon des préoccupations sociales (*social concerns*) (*ibid.* : 362). Il « concerne tous les membres de la société » capables de s'engager dans une « coopération intelligente » (*ibid.* : 327). De ce point de vue, il s'oppose à la vision libérale de l'ajustement harmonieux des intérêts individuels sur un marché, et il identifie, au cœur des dynamiques collectives, des « intérêts sociaux » qui doivent être transformés et organisés intelligemment jusqu'à s'élever à un « esprit public organisé » (*organized public spirit*) (*ibid.* : 266 et 364). Par ailleurs, la plupart des leaders des *settlements* refusent de rabattre la question sociale sur la « lutte de classes » (*ibid.* : 213) et sont plus portés à rechercher des

formes d'intégration de ces « intérêts sociaux » – encore que William English Walling, l'un des principaux fondateurs de la NAACP, Ernest Poole ou Arthur Bullard adoptent des positions plus radicales, que ce soit en organisant un meeting à Carnegie Hall en soutien aux grévistes de Lowell à Lawrence, Mass., ou en couvrant la Révolution russe en 1905 et 1917, et quoique nombre de leurs collègues de l'University Settlement rejoignent le Parti socialiste d'Amérique (Socialist Party of America).

On peut encore entendre derrière le mot d'ordre du « social » un certain nombre d'exigences éthiques qui sont inhérentes aux relations sociales, qu'elles prennent place dans la famille ou dans la rue, entre voisins ou entre collègues, et, plus largement, vis-à-vis de toute personne – une *Sittlichkeit* incorporée aux habitudes (Dewey, 1922) ou aux mœurs (Park & Burgess, 1921), en vertu de laquelle nous avons des droits et des obligations les uns vis-à-vis des autres, y compris de personnes de statuts différents. Nous retrouvons la question de la « compréhension sympathique », ainsi que de l'éthique du soin (*care* et *cure*) et de la coopération, qui a déjà affleuré à de nombreuses reprises. Dès 1892, Addams mentionne l'éducation des jeunes filles à qui leur famille inculque l'« oubli de soi » et le « sacrifice de soi », l'« obligation sociale » de « considérer le bien du tout avant le bien de l'ego », et qui s'oppose à elles dès qu'elles endossent la « revendication sociale » en faveur de ceux que William Booth, le fondateur de l'Armée du Salut, qualifiait de « dixième submergé » (*submerged tenth*, dans *In Darkest England*, 1890 – Addams, 1910a : 119). Addams parle du « choc de l'inaction » (*ibid.* : 120) à propos de leur altruisme contrarié : alors que l'esprit de la jeunesse est celui de la « divine impatience eu égard à l'héritage du mal et à l'injustice dans le monde » (Addams, 1909 : 143), on leur impose la passivité, au nom des bonnes mœurs. Elles sont contraintes au silence alors qu'elles ressentent une impulsion au « service social », où se mélangent une aspiration franciscaine à « partager la vie des pauvres » et un désir de donner corps aux solidarités internes de l'organisme social. Parfois, la moralité sociale semble une extension du sens de la responsabilité pour la vie et du bien-être

d'autrui propre au maternage (*mothering*) – la référence aux « mères » revient une bonne centaine de fois dans *Twenty Years*, un point qui deviendra sensible, plus tard, dans l'interrogation féministe (voir la reprise par Leffers, 1993 ; et la critique de Seigfried, 1996). Parfois, elle est clairement articulée, au-delà des métaphores familiales, comme une éthique sociale, fondée dans la reconnaissance des réciprocités et des interdépendances, au cœur de l'expérience des relations sociales.

Cette éthique sociale a une dimension de « moralité réflexive » qui l'ancre dans « moralité coutumière » et l'en arrache (Dewey & Tufts, 1908 : chap. IX). Elle devient consciente des fins qu'elle vise et des moyens pour y parvenir en s'affranchissant « des coutumes, préjugés, traditions et intérêts de classe incorporés dans des institutions dont les résultats sont principalement fixés par le pouvoir supérieur détenu par ceux qui les administrent » (LW.15.158). Elle remet en cause l'autorité et la légitimité des standards des classes sociales et des milieux culturels dont proviennent les *settlement workers*, à l'épreuve des standards des pauvres, des migrants ou des délinquants avec lesquels ils entrent en contact. Addams découvre que l'éthique sociale se forme, s'apprend et se transmet par expérience, mais que cette expérience, nous l'avons vu, est ébranlée par la confrontation avec d'autres « codes de moralité sociale » qui se révèlent dans des situations de perplexité. La perplexité peut naître face à des dépenses jugées irrationnelles, excessives ou indécentes en vêtements (Addams, 1902 : 34-38), à un souci d'apparence ou de standing qui paraît décalé en relation à une condition économique ; elle peut naître encore face aux façons d'éduquer des enfants, au manque d'hygiène et de diététique, au travail imposé dès le plus jeune âge ou au despotisme des parents récupérant les salaires de leur progéniture (*ibid.* : 45). La compréhension sympathique n'est pas ici immédiate : elle requiert un effort d'interprétation, de dénaturalisation et de contextualisation, et, si l'enquête se poursuit, de *sociologisation* (comprendre qui sont ces paysans italiens débarqués des Abruzzes, ou ces artisans juifs de Galicie, et quelles transplantations de sens ils ont dû opérer pour s'adapter à leur nouveau milieu à Chicago) et de *historicisation*

(selon la « méthode génétique » qui éclaire la diversité des mœurs, des habitudes et des institutions comme résultant de la « croissance » de la moralité de ces groupes) (Dewey & Tufts, 1908). L'éthique sociale n'est pas une affaire abstraite. Elle est découverte par l'enquête et mise en œuvre par l'expérimentation pour reconstruire des milieux de vie. La moralité qu'elle vise est une « moralité sociale » et pas seulement une « moralité personnelle » (Seigfried, 1996 : 229). On pourrait rajouter qu'il s'agit aussi d'une moralité en action et en contexte qui requiert une *écologie de l'expérience morale*⁵⁰.

Le langage d'Addams, mais aussi celui de Dewey ou de Mead au tournant du siècle, peut sonner curieusement à nos oreilles, mais il faut bien prendre la mesure de la rupture en cours. Ce dont il est fait épreuve, c'est de nouvelles obligations, assorties de nouveaux droits : le test à appliquer aux conduites est un « test social » (Addams, 1902 : 4 et 176). « Atteindre une moralité personnelle en un temps qui requiert une moralité sociale, s'enorgueillir des résultats de son effort personnel lorsque l'époque exige une adaptation sociale, revient à échouer à appréhender la situation. » (Dewey & Tufts, 1932 : 348). Dans nombre de cas, la question « qui est responsable ? », au double sens de « à qui incombe la faute de la situation problématique qui a été diagnostiquée ? » et de « qui doit prendre en charge la solution du problème, et moyennant quelles méthodes ? » (Gusfield, 1981/2009), ne se pose plus dans des termes individualistes (Hanagan, 2013). Elle passe par l'examen des conséquences de nos processus d'association et de coopération pour bien diagnostiquer un problème et en examiner les causes et les raisons. Addams parle ainsi de « responsabilité de la communauté » dans la prostitution forcée (Addams, 1912c : 10), ou de « responsabilité publique » dans la délinquance juvénile (Addams, 1909 : 25). La responsabilité ne repose pas seulement sur la tête de la personne qui fait le choix d'une activité immorale et illégale. Elle doit être résituée dans un milieu, au carrefour des liens interpersonnels et institutionnels qui l'enserrent, dans le jeu des multiples inhibitions et incitations (*pushes and pulls*) qui lui rendent telle ou telle option d'action préférable. Sans que soit annulé le concept de « faute personnelle », il

n'en demeure pas moins que nos actions, bonnes ou mauvaises, sont le fruit d'une coopération avec des proches, des agents et des institutions. Prostitution et délinquance sont ainsi des problèmes sociaux qui ne peuvent être résolus à coup de déclarations d'intention, de vœux pieux et de bons sentiments. On touche là au second sens du mot responsabilité, celui de la « responsabilité civique » qu'invoque Lea Taylor (1954). La solution du problème ne se donne pas seulement dans la réorientation des motivations, mais dans *l'éducation des habitudes*, elle ne se donne pas dans des mots d'ordre institutionnels, mais à travers un *réaménagement de l'environnement*. Elle engage une nouvelle *combinaison des transactions* entre acteurs et un nouveau *réagencement des ressources et des compétences* vers une fin jugée désirable. Et, au lieu de se limiter à punir des coupables, il faut sans doute réformer leurs habitudes, mais ne pas perdre de vue la part de l'environnement dans la performance de leurs actes. D'où le projet des *settlements*, qui ne s'en tiennent pas à racheter des âmes ou à traiter des cas, mais développent une vision civique et politique. De même que les *settlements* se démarquent de l'administration de la pauvreté par les *charities*, de même remettent-ils en cause la philanthropie d'entreprise et le paternalisme dans l'ordre industriel. Et de même développent-ils une lecture politique des problèmes de genre et de race. Les *settlements* sont des communautés qui accueillent des femmes en révolte contre le statut d'inférieures ou de mineures qui leur est imposé, et qui se battent contre leur domination dans un monde taillé par les hommes pour les hommes (*man-made*) (Gilman, 1911), que ce soit en prônant le contrôle des naissances, en revendiquant le droit d'étudier, en réclamant des droits au travail, et ainsi de suite. Et si leur position vis-à-vis des Noirs est parfois plus problématique, une grande partie des fondateurs de l'Association nationale pour le progrès des personnes de couleur (NAACP) sont des leaders du mouvement des *settlements* (Du Bois, Addams, Wald, Ovington, Moskowitz, Brewster, Kelley, Wells-Barnett, Walling). La salle à manger du Henry Street Settlement sera le lieu de naissance de la NAACP en 1909.



NAACP à New York City : Cortège silencieux de protestation contre les émeutes de East St. Louis, 1917 (NAACP Collection, Library of Congress Prints and Photographs. Digital ID # cph-3a34294).

Les *settlements* défendent une *démocratie sociale*, ils inventent une nouvelle *citoyenneté sociale* – ce qui implique qu'ils se battent conjointement pour ce que nous appelons des droits civils, politiques et sociaux. L'ordre de coexistence entre les humains n'est pas simplement un ordre marchand (produit de la composition des intérêts des individus entrepreneurs ou travailleurs, producteurs ou consommateurs), il n'est pas simplement un ordre naturel (résultat de l'équilibre entre les forces des prédateurs et des proies dans le *web of life*), il est quelque chose en plus. Ce quelque chose en plus s'éprouve dans l'éthique sociale à l'œuvre dans les activités de travail social, d'éducation ou d'infirmierie des *settlements*, qui ne sont pas seulement des gestes de charité de la philanthropie privée, engageant une empathie ou une compassion personnelles, habitées par l'amour de Dieu : ce sont des *activités civiques*, qui impliquent une reconnaissance de droits entre égaux et une exigence de justice et de respect, qui ne se

limitent pas à un coup de main entre membres d'une même famille ou d'un même voisinage, mais qui requièrent une solidarité et une entraide, à l'écoute des réclamations ou des revendications (*claims*) des opprimés ou des déshérités. Le mouvement des *settlements* va être, en parallèle au mouvement pour l'éducation nouvelle, au mouvement ouvrier ou au mouvement noir, le catalyseur d'une dynamique de création de nouveaux droits et d'inclusion de personnes jusque-là maintenues à la lisière de la société – migrants, personnes stigmatisées pour leur couleur, misérables, personnes en situation de handicap... La posture est très proche de celle de Dewey et de Tufts (1908 : 390), pour qui le « don » de la philanthropie « paupérise » alors que le don qui provient de voisins avec qui des relations sont nouées et des intérêts partagés, qui définit en commun la nature des besoins dans certaines conditions de vie et qui aide des personnes à retrouver leur autonomie et à « s'aider elles-mêmes en toute indépendance », ce don-là est bénéfique. Les *settlers* se sentent personnellement concernés par des difficultés qui touchent des proches. Ils y sont réceptifs, sensibles, sont affectés ou ébranlés par d'autres situations sociales, se soucient de leurs voisins et prennent soin d'eux, non pas au nom de principes transcendants et abstraits, mais en éprouvant et en discutant avec eux de ce qui serait concrètement bon à faire, en enquêtant et en expérimentant conjointement et en rendant accessibles des ressources et des compétences qui leur manqueraient, en ayant pour seul critère d'évaluation les conséquences de ces actions pour ces personnes dans leur milieu de vie et la perception et l'appréciation qu'elles peuvent en avoir. Il leur faut prendre en compte les revendications (*claims*) concrètes de personnes ou de familles (Addams, 1902 ; Seigfried ; 1996), les interpréter dans leur perspective pour diagnostiquer quel est le problème et avoir une chance de pouvoir agir sur ses causes ; il leur faut ne pas porter de jugements infamants de l'extérieur sans compréhension de l'intérieur de formes de vie (comme Addams, 1909, sur le sens de la délinquance du point de vue des adolescents) – et en se remettant soi-même en cause (Addams, 1899a/2021, met ainsi en regard l'alcoolisme des pauvres, souvent vilipendé par les élites et la fraude fiscale des riches, qui a droit à leur complaisance) ;

il leur faut exercer ce que Mead (1930) appellera une « philanthropie intelligente », dont l'enjeu n'est pas de sauver des âmes et de gagner le paradis, mais d'enquêter sur des problèmes sociaux et de formuler des hypothèses pour les résoudre pour le plus grand bien des bénéficiaires immédiats et de la société tout entière – « faire en sorte que les relations sociales expriment le sens croissant de l'unité économique de la société et ajouter la fonction sociale à la démocratie », écrira Addams (1910a : 91). Le travail social doit être rapporté à ce que Dewey et Tufts (1908 : 451) appellent un « *ordre public* qui garantit, définit et fait respecter les droits et les obligations ».



National Association Women Suffrage Association, Comité du Congrès, 15 janvier 1913
(George Grantham Bain Collection, Library of Congress Prints and Photographs. LOT
11052-5 [item] [P&P]).



NAWSA Manifestation pour le vote des femmes, Annonce de réunion à Cooper Union, New York, 16 septembre 1916 : « Venez écouter cinq gouverneurs qui ont approuvé le vote des femmes ! ».

Les transformations du service social ne sont qu'une partie de l'histoire. Elles prennent sens dans un cadre politique plus large. Addams avait été co-fondatrice de la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) et vice-présidente de la National American Women Suffrage Association (NAWSA). L'année même où les femmes obtiennent de Woodrow Wilson le droit de vote, elle participe avec Dewey, Kelley ou Wald, à la fondation de l'American Civil Liberties Union en 1920, une riposte aux « raids » du Procureur général Michell Palmer qui faisait la chasse aux radicaux, en pleine panique antirouges, et qui avait, sous couvert de l'Espionnage Act (1917) et du Sedition Act (1918), arrêté et déporté des milliers de personnes, sans aucun égard pour les libertés constitutionnelles. Addams et la plupart des femmes des *settlements* se battent aussi bien pour le droit de vote des femmes (ainsi que la participation politique des migrants ou des Noirs), que pour le respect des libertés civiles (liberté de parole ou de religion, accès égalitaire à la justice) et des droits sociaux (les droits au *welfare* en matière de travail ou de chômage, d'assurance sociale, de santé ou d'éducation). La bataille sur les trois chapitres des droits civils, politiques et sociaux, est déjà

à l'œuvre dans l'action des *settlements*, alors que Thomas H. Marshall (1950), proche de L. T. Hobhouse, ne la théoriserait qu'un demi-siècle plus tard (en Angleterre, après la reprise du rapport de Beveridge par le Labour au gouvernement). Notons que certains lecteurs n'ont retenu des lectures d'Addams ou de Kelley, de Follett ou de Dewey, confortées par celles des réalistes juridiques, que la critique du formalisme du droit. Mais cette critique du déphasage des rites et des mythes du droit par rapport à l'expérience concrète, ou de l'utilisation et de la manipulation des règles de droit en vue de maintenir ou de reconduire une domination, va de pair avec le recours au droit pour faire valoir des droits et les inscrire dans les lois et les institutions : tout en se concentrant sur la proximité, et en jouant l'expérience concrète contre les faux-semblants du discours juridique, les *settlers* vont s'avérer des bâtisseurs institutionnels, la meilleure voie pour y parvenir, en régime de *rule of law*, étant le droit. Une dialectique se met en place entre la revendication d'une moralité collective et la promulgation de lois et de réglementations – la moralité collective se traçant son chemin en engendrant de nouvelles normes légales à travers l'activité législative et judiciaire, cette dernière ayant des effets en retour sur la moralité collective, tant les institutions sociales ont la puissance éducative de « former des intérêts et des habitudes », de façonner des croyances et des mœurs (Dewey & Tufts, 1908 : 433). L'ordre public qui se joue dans la dialectique entre moralité collective et légalité a des conséquences sur les choix éthiques et les conduites morales des personnes privées. Les leaders des *settlements* n'ignoraient pas ce point, coopéraient étroitement avec des associations de juristes (*bar associations*) et des organisations d'aide juridique (*legal clinics*) (ou *bureaus for legal advice* : Woods & Kennedy, 1922 : 271), et exerçaient un lobbying législatif intense, avec l'aide de juristes comme Florence Kelley, Ernst Freund, Clarence Darrow, jusqu'aux futurs juges de la Cour suprême Louis Brandeis et Felix Frankfurter.

C'est peut-être tout cela qu'il faut entendre derrière l'idée de « *socialisation de la démocratie* » – la toute dernière phrase de *Twenty Years at Hull-House* de Jane Addams (1910a). Et puis la conception de

la démocratie à laquelle Addams aspire, éthique et sociale, est habitée par la croyance en la capacité des citoyens ordinaires au *self-government*. Elle a une connotation de combat politique pour l'autonomie ; elle passe par le développement de capacités au *self-gouvernement*. C'est ce qu'entreprennent certains clubs de garçons, abrités par les *settlements*, mais aussi sponsorisés par d'autres organisations ou fondations. Pour prendre un exemple, dès 1893, la Neighborhood Guild, qui deviendra l'University Settlement de New York (Woods & Kennedy, 1911 : 227-232), fournit de l'espace pour les réunions du Young Potomac Club, club de garçons dont le nom a été choisi en hommage aux soldats de la Guerre de l'Union, assure le libre accès de ses membres à la bibliothèque et à la caisse d'épargne (*penny bank*) (Buck, 1903 : 67 et 88), encourage ceux-ci à élire leurs « officiers », à discuter et à voter leur « constitution » et leur « législation » (*ibid.* : chap. V et XII), à punir leurs déviants et à décider collectivement. Au Northwestern Settlement à Chicago, une « guilde de quartier » se réunit tous les mois, avec un délégué de chaque organisation du quartier à caractère social, éducatif ou civique, les directeurs d'écoles publiques et les responsables du *settlement*, pour en coordonner et en piloter les activités. Mais l'une des plus militantes, dans cette direction, est la Hudson Guild de New York, implantée à Chelsea (cf. note 10 ; et Woods & Kennedy, 1911 : 212-216), qui affirme se démarquer des fausses prétentions à la démocratie des « organisations philanthropiques qui conservent le réel pouvoir hors des mains des gens ». Sous l'impulsion de John Elliott, elle fonde un Conseil des Clubs et un Comité du district qui seront souvent cités comme modèles de délibération et de décision collective. *Self-government, self-support, self-improvement, self-education* sont les mots d'ordre. Le Comité du district est composé par les habitants des *tenements*, « gardiens de la localité », et par toutes les personnes qui rendent des services, quels qu'ils soient. Chacun des voisins fait remonter les problèmes de certaines familles et les signalements de cas de maladie, d'hygiène ou d'insalubrité. Le « système des blocs » permet aux membres de la Hudson Guild de connaître personnellement la population du quartier. Une partie des problèmes sont résolus par l'entraide et la coopération, les autres sont pris en charge par

les organisations charitables (COS) ou par les institutions municipales (The Hudson Guild, 1910). La Hudson Guild sera très active pour faire pression au moment du vote de la Loi sur les logements collectifs, la Tenement Law de New York en 1901 et dans la mobilisation pour la création du Chelsea Park. Ce qui se dessine, c'est une nouvelle forme d'organisation communautaire qui forme, informe, mobilise, implique, éduque, et agence des opérations de discussion collective, de co-enquête et de co-expérimentation.

L'idéal de citoyenneté sociale impose de réenraciner la vie politique dans les croyances, habitudes et idéaux de la vie sociale : il se réalise dans une *politique de la vie quotidienne*. Il faut faire entrer la santé et l'éducation, la sécurité dans les rues, le logement salubre et l'alimentation diététique dans l'horizon des problèmes pratiques sur lesquels tout le monde a le pouvoir et le droit d'avoir une prise ; et, donc, les sortir de la sphère privée, les transformer en enjeux d'enquête et de discussion publique, les convertir en enjeux politiques, et les inscrire à l'agenda législatif et gouvernemental, en les faisant passer dans les plates-formes des partis politiques – ce que les activistes réformateurs ont remarquablement réussi lors de la campagne présidentielle de 1912. Seigfried (1996 et 2002) ou Deegan (1988), Whipps (2004), Shields (2006) ou Fischer (2019) ont interprété l'œuvre de Jane Addams et des femmes des *settlements* comme un moment d'invention d'un lien entre féminisme et pragmatisme. On assiste par exemple chez Mary McDowell ou Charlotte Perkins Gilman, soixante ans avant que cet argument ne soit brandi à nouveau par les féministes des années 1970, à une reconnaissance de la valeur sociale du travail invisible des femmes dans l'« industrie domestique » et de la double journée de travail qu'elles doivent accomplir, comme employées ou ouvrières et comme mères et épouses. Un autre argument qui est utilisé est celui de la socialisation du ménage en « ménage civique » (*civic housekeeping*) : il faut nettoyer et assainir les rues au même titre que les intérieurs des maisons et étendre le soin (*care*) pour les proches aux choses de la vie collective (Addams, 1907). Les vertus de la tenue de la maisonnée et de l'éducation des enfants échappent à

leur naturalisation dans la sphère privée et sont revendiquées comme des vertus civiques dans la vie publique. Mais la transformation de ces questions jusque-là personnelles en problèmes publics amène à concevoir de surcroît la propriété publique d'un certain nombre de ressources vitales (Brown, 1906) – les transports en commun et les télécommunications, l'accès à l'eau, au gaz et à l'électricité, les parcs et les jardins, les hôpitaux, les crèches et les écoles. L'idée n'est pas tant d'étatiser, au nom d'un idéal communiste, que, d'une part, de pouvoir en assurer une bonne gestion municipale par le public des citoyens, et, d'autre part, d'éviter que ces biens et services publics, dégradés en marchandises, ne soient accaparés par les plus fortunés. Tous ces biens et services appartiennent à la communauté, ils lui sont vitaux pour que ses membres puissent vivre et bien vivre, ils concernent tout un chacun en ce que leur appropriation et leur administration ont souvent des conséquences néfastes pour le plus grand nombre et qu'ils ne peuvent donc être abandonnés à la main invisible du marché. Ce qui ne peut pas être communalisé doit être soumis au contrôle d'agences publiques, avec le soutien et le suivi des citoyens-citoyens eux-mêmes : le public, ou ses représentants que sont les pouvoirs publics, ont un droit de regard, de régulation, de contrôle et parfois de censure ou d'interdiction sur des biens et services privés – l'alimentation, certains loisirs ou certaines formations.

Cette conception de la citoyenneté sociale va plus loin que ce qu'impliquaient les débats contemporains sur le « *gouvernement populaire* »⁵¹. Cette notion connaît un regain de faveur au début du siècle. En général, les commentateurs reprennent les principes établis en Angleterre à partir du XVII^e siècle : égalité en droit, pénal ou civil, et souveraineté émanant du Peuple et non plus de Dieu et du Roi, à quoi se rajoutent la pratique directe et collective de la gestion des affaires publiques et l'exercice de la législation et de la justice – d'ordinaire régulés et limités par un système de *checks and balances* fondé sur la séparation du gouvernement et de la société et sur la séparation des pouvoirs (Albert Bushnell Hart, 1907, se rapporte explicitement à Locke et à Montesquieu). Les débats dans les années 1900 et 1910

avaient cours sur le « scrutin court » (*short ballot*) pour les postes exécutifs, et sur la « législation directe » par initiative, rappel ou référendum. Contre l'incompétence et la corruption, le contrôle direct par les citoyens paraissait la solution. À vrai dire, le problème de l'efficacité et de la transparence commençait à être réglé par d'autres solutions : l'une était le gouvernement municipal par une commission (*commission government*, selon le modèle expérimenté à Galveston, Texas, à partir de 1901, qui a substitué des *business men* à la tête de la mairie à la place des *aldermen*, une façon de court-circuiter la machine politique et de mettre en place une administration supposée efficace), l'autre, le gouvernement municipal par un *city manager* (directeur exécutif et administrateur municipal, qui supervise les opérations engagées par la commune, au jour le jour, qui a la responsabilité de l'efficacité budgétaire et qui met en œuvre les initiatives politiques et les choix législatifs du Conseil). Ces débats concernent les leaders des *settlements* les plus actifs – qu'il s'agisse d'Addams, Woods, Wald, Taylor, Scudder, Elliot, Lathrop ou Kelley – tout comme les défenseurs des centres sociaux – comme Follett, Perry ou Ward. Ils sont partagés entre la formation d'une expertise, orientée par l'enquête et l'expérimentation et le désir d'un *self-government* où les citoyens s'efforcent collectivement, à travers de libres discussions, enquêtes et expérimentations, de donner une définition des biens communs qu'ils désirent, de choisir les objectifs concrets qui les réalisent, de décider des moyens les plus adéquats pour y parvenir. Ils se constituent ainsi en tant que citoyens d'une « politique pratique » qui façonnent de façon autonome leur milieu de vie.

De ce point de vue, leur perspective a des accents pragmatistes. Le *self-government* (Zask, 2010) est le nerf du « libéralisme radical » de Dewey comme de la « nouvelle démocratie » de Follett, qui l'un et l'autre font référence à Jefferson. Follett revient sur l'échec du type de gouvernement que Jefferson avait imaginé et la victoire de la version de Hamilton, plus appropriée pour fédérer et unifier les anciennes colonies par-delà les forces centripètes du localisme et de l'individualisme, et pour engager des politiques publiques à la

hauteur du développement économique de ce grand continent. Et elle rappelle comment le système représentatif a donné naissance aux partis comme machines électorales, et de là a remis le pouvoir entre les mains des *bosses* politiques et des trusts économiques (Follett, 1918 : 166). L'alliance des partis et du business ne pouvait que signer la fin du *self-government* – la solution de Follett étant de fonder une « citoyenneté réelle » sur une politique de groupes, au-delà de la fiction des « droits individuels ». Et elle croyait apercevoir des éléments d'une telle « démocratie réelle » dans différents mouvements sociaux, qui combattaient pour la législation sociale (dont elle a une lecture originale, *ibid.* : 184), la démocratie industrielle (le socialisme de la guilde britannique est pris comme modèle au contrôle populaire sur l'agriculture et l'industrie, *ibid.* : 326 sq.) et la démocratie urbaine (en premier lieu, le réseau des centres communautaires à son acmé pendant la Guerre de 1917-18). Follett était une leader, à Boston et au niveau national, de ce mouvement des centres sociaux qui, sous bien des aspects, comme nous l'avons vu plus haut, rejoignaient les fonctions, les objectifs et les idéaux des *settlements*, avec un accent encore plus fort, peut-être, sur la pratique de la discussion publique.

Dewey a quant à lui une vision aussi radicale de la démocratie, qui s'exprimera dans sa philosophie de l'enquête et du public et dans ses engagements dans un grand nombre de syndicats et d'associations, puis, à la recherche d'un tiers parti, en faveur du People's Lobby (Lee, 2015). Dewey articulera un ensemble d'arguments dans son introduction aux textes de Thomas Jefferson, en 1940, à l'aube de la mobilisation des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale, au moment même où il publiera son petit texte sur la « démocratie créatrice » (1939). On peut ici rappeler la cascade d'échelons de pouvoir que Jefferson voyait comme républicains, depuis les *wards*, aux comtés, aux États fédérés à l'État fédéral (Dewey, LW.14.217). Le projet était de faire des *wards* des « petites républiques, avec un gardien à la tête de chacune, ayant droit de regard sur tous les problèmes (*concerns*) qui seraient ainsi mieux administrés que les plus grandes républiques du comté ou de l'État » (*ibid.*). Les *wards* devaient prendre soin « des pauvres,

des routes, de la police, des élections, de la nomination des jurés, de l'administration de la justice pour les petites affaires, des exercices élémentaires de la milice ». En bref, ils devaient exercer directement dans leurs propres affaires toutes les fonctions du gouvernement, civil et militaire. En outre, pour toute question plus ample et plus importante à trancher, des meetings seraient convoqués le même jour afin de former le jugement collectif de l'ensemble du peuple. Le plan n'a pas été adopté. » (*Ibid.*). L'action des *social settlements*, et plus tard des centres sociaux, avec leurs attachements locaux dans le quartier et leurs liens avec d'autres organisations civiques, pouvait revendiquer cette dynamique de résolution de problèmes et de contrôle populaire sur le gouvernement.

Cette démocratie organisée autour de commissions et de conseils, dédiés à un domaine problématique – du type du Board of Education, dont Addams fait partie –, fait émerger une « *intelligence collective* », à la fois créatrice, organisée et cumulative, qui est la source vive des institutions, de l'éthique et de la législation. Bien entendu, cette intelligence collective, tout en étant le fruit d'un effort coopératif et communicatif, tout en générant de la « conscience sociale » et de la « conscience de soi », de la confiance et de la communalisation, n'en est pas moins entravée par toutes sortes d'obstacles et animée par toutes sortes de conflits. Les pragmatistes, tout en montrant parfois une tendance irénique à la concorde (Feffer, 1993), ou en valorisant un sens de la « réciprocité sociale » (Mead), de l'amitié (*friendship*), de la camaraderie ou de la convivialité (*fellowship*) (Addams), en tout cas de la proximité qu'autorise la proximité (*neighborliness*) (Woods) dans leur conception du *commun*, n'en sont pas moins conscients du caractère inéluctable du *conflit* dans une démocratie. Ces conflits prennent de nombreuses formes. Il y a, bien sûr, les manifestations d'hostilité qui ne cessent de resurgir entre groupes religieux, raciaux et nationaux, et qui, malgré les signes d'une communication entre communautés, en particulier dans des situations de travail, conduisent certains à se demander s'il n'existe pas quelque chose de primordial dans le préjugé ethnocentrique (Park & Burgess, 1921 ; Dewey, 1922). Les

accommodations spontanées entre ces groupes sont accompagnées par un effort de régulation de leurs interactions par les *settlements* et des tentatives louables, quoique parfois naïves, d'organiser leur cohabitation et leur intercompréhension. Une double dialectique était souvent perçue comme étant de bon sens : ne pas aller trop vite en matière d'américanisation et promouvoir la richesse des héritages culturels de chaque communauté (Hull House célébrait certaines fêtes nationales, par exemple), tout en créant des connexions intercommunautaires lors de certains autres événements (avec souvent la limite du racisme contre les Noirs ou les Mexicains). Cette thèse que défendra Dewey, et dont on pourrait penser qu'elle lui vient de Kallen et Bourne, avait en fait été élaborée auparavant dans les *settlements*. Graham Taylor (*in Commons*, 1908 : 766) décrit quant à lui comment les lignes de fracture reproduisaient les affiliations religieuses grecque, grégorienne, romaine ou protestante des vagues de migrants plus anciennes, d'origine allemande, irlandaise ou norvégienne, et des vagues plus récentes, italienne, polonaise et grecque et arménienne. Et comment un « terrain commun » (*common ground*) était difficile à trouver entre marchands indépendants, camelots (*street vendors*) et ouvriers (*day laborers*), et entre personnes éduquées et non-éduquées lors des discussions libres (*free floor*) qui avaient cours au Chicago Commons. Le conflit, le malentendu et la mésentente sont partie prenante de la vie sociale.

Enfin, au-delà des conflits raciaux, nationaux, religieux et classistes, et des tensions entre différentes sensibilités et convictions idéologiques, les enjeux de dispute sont nombreux, tout simplement, autour de la définition des problèmes sociaux, des méthodes pour en prouver l'existence et pour en mesurer les caractéristiques, autour des outils pour décrire, analyser et évaluer la portée et la nature de conséquences, leur attribuer des causes et leur imputer des responsabilités, et dans l'action, autour des stratégies d'alliance et d'opposition à élaborer, des objectifs à se fixer et des ressources à organiser. Les auteurs que l'on dit « pragmatistes » diffèrent, bien entendu, sur le statut de ces conflits. Le « conflit constructif » de Mary P. Follett

semble devoir conduire à des formes supérieures de consensus des gouvernants et des gouvernés, et fonctionne comme une méthode d'intégration de nouvelles vues de l'esprit, sentiments et volontés. À l'opposé, Florence Kelley, proche de Engels dans sa jeunesse, partageant sa vision de la lutte de classes, se bat comme une lionne pour les Noirs, les enfants, les travailleuses et les consommateurs, et espère renverser des rapports de force autant que convaincre. Jane Addams, à la fois radicale et réformiste, allergique à tout dogmatisme idéologique, partisane d'un apprentissage fondé sur l'expérience, rejette de tout cœur le « conflit violent » et mènera une campagne sans faille contre l'entrée en guerre des États-Unis (Seigfried, 2009), mais elle a appris des événements de Haymarket et de la grève Pullman que la violence est parfois inévitable, dans une situation de trop grande injustice et se lance dans des batailles vigoureuses contre des politiciens corrompus (Addams, 1910a : 315 sq.). Robert E. Park, sans manquer de repérer la puissance des instincts sous le vernis de civilisation, fait du « conflit culturel » un mode de régulation de la compétition naturelle ; et, au-delà des processus d'accommodation et d'assimilation, il érige le « conflit politique », législatif et institutionnel en facteur de progrès. Tout comme Dewey et Mead pour qui la socialisation et la publicisation des conflits sont un vecteur d'intégration, d'innovation collective et d'engendrement de nouvelles formes d'expérience morale, légale et politique. Ils ne remettent pas en cause la légitimité des grèves et des boycotts, dès lors que ceux-ci sont orientés vers une reconstruction, et pas simplement vers une destruction.

Le point de convergence de toutes ces approches est en effet l'idéal de « reconstruction sociale »⁵². Il est au cœur de l'émergence des *settlements* – qu'ils soient autonomes, liés à des églises ou à des universités. Ce sont des organisations de transition, encore prises dans des attitudes philanthropiques et religieuses dans les années 1890, mais qui progressivement inventent un nouveau langage civique. Elles vont mener de l'impératif du christianisme pratique de réaliser les Évangiles dans chacun de ses actes à l'idéal de « citoyenneté chrétienne » qui habitait le projet d'une « démocratie sociale » comme

communauté réconciliée (ce qui était vrai pour une partie des *settlements* : Henderson, 1899 : 84) ; puis l'idéal religieux s'efface devant la quête sécularisée d'une intelligence collective et créatrice, à travers l'application de méthodes scientifiques et la transformation des habitants des quartiers en communautés d'enquêteurs et d'expérimentateurs. Tout en développant cette conception de la « ville comme laboratoire social », les femmes des *settlements* vont aussi proposer une forme de « ménage civique » (*civic housekeeping*) des environnements urbains (Addams, 1907 : 182 ; ou « ménage public », 1910b), étendant les vertus privées d'entretien de leur intérieur et d'éducation de leur progéniture en vertus publiques d'administration de la cité. En contrepoint de la discussion, de l'enquête et de l'expérimentation pour mieux comprendre les situations sociales, les *settlements* revendiquent également une attitude de sympathie dans la prise en charge de son prochain : la *caritas* va progressivement se transformer en *care*, « soin » et « compréhension » dans le service social. L'éthique se sécularise et devient « sociale », sinon « civique ». Les dames visiteuses vont laisser la place aux travailleuses sociales et aux organisateurs communautaires, lesquels vont se professionnaliser et s'éloigner de la corporation des sociologues. Il n'est jusqu'aux *church settlements* qui devront composer avec ces approches et ne pourront plus s'en tenir à leur seule mission charitable.

Les *settlements* vont ainsi, à un moment charnière des processus d'industrialisation, d'urbanisation et de migration, se porter à la pointe de la bataille pour les droits des migrants, des consommateurs et des travailleurs, des enfants et des femmes. Ils vont accompagner la découverte du « social », souvent confondu par eux avec le « commun » et le « public », et vont nourrir la connaissance de ce « social », en parallèle aux enquêtes sociales (*social surveys*) financées par les fondations, par des investigations de toutes sortes que l'on a rassemblées sous l'étiquette de *settlement sociology*. Cette découverte du « social » est indissociable de l'émergence conjointe d'une nouvelle configuration des relations entre citoyens et pouvoirs publics. La société civile ne se réduit pas à un marché de propriétaires : toutes

sortes de nouveaux droits et devoirs émergent, ou doivent être décelés, exprimés et formalisés dans les nouveaux systèmes d'interactions et d'interdépendances. La capacité au *self-government* des communautés de citoyens ne se réduit pas à l'échelle du quartier, même si celui-ci est l'unité d'intervention privilégiée des *settlements*. Ceux-ci vont quadriller les États-Unis de réseaux d'organisations civiques, qui s'entrecroiseront avec d'autres réseaux, mobilisés autour d'autres causes publiques (le vote des femmes, la régulation des trusts, l'école publique, la municipalisation des transports, la protection des immigrants, la lutte syndicale, l'amélioration du logement, l'embellissement des villes, la planification urbaine et le gouvernement municipal). Ils vont ainsi configurer de nouvelles écologies morales, sociales ou civiques, contribuer à de nouvelles politiques publiques et participer à de véritables forces politiques – l'acmé du processus se situant au moment de l'élection présidentielle de 1912. Ils vont rendre disponibles toutes sortes de biens et de services, qui n'existaient pas auparavant et vont être à l'origine de nombre de politiques de santé et d'éducation, de migration et d'éducation – le Bureau de l'enfance dirigé par Julia Lathrop à partir de 1912 en est l'un des premiers témoins. Les *settlements* ont aussi été l'un des vecteurs de la naissance de nouveaux répertoires et langages d'action collective, fixant les intérêts de différents secteurs de ce que l'on appellera désormais la « société civile », du niveau municipal au niveau métropolitain, étatique et fédéral, mixant souvent volontariat, initiative privée et intervention étatique. Ils contribuent à faire émerger un nouvel ordre public – qui encadre et engendre des droits civils, politiques et sociaux – et ils vont, au bout du compte, au-delà de la professionnalisation du travail social et de l'organisation communautaire, donner, entre 1890 et 1920, un nouveau sens au concept de *self-government*. C'est dans ce trésor d'expériences que le pragmatisme – celui d'Addams ou de Dewey, de Mead ou de Follett, que l'on aurait pu en d'autres temps qualifier d'intellectuels organiques du mouvement progressiste –, puisera pour élaborer ses réflexions sur la communauté et sur le public⁵³.

BIBLIOGRAPHIE

- ABBOTT Andrew (2010), « Pragmatic Sociology and the Public Sphere : The Case of Charles Richmond Henderson », *Social Science History*, 34 (3), p. 337-371.
- ABBOTT Andrew & Rainer EGLOFF (2008), « The Polish Peasant in Oberlin and Chicago : The Intellectual Trajectory of W. I. Thomas », *The American Sociologist*, 39 (4), p. 217-258.
- ABBOTT Edith (1941), *Public Assistance*, New York, Russell and Russell.
- ABBOTT Edith, BRECKINRIDGE Sophonisba & ASSOCIATES IN THE SCHOOL OF SOCIAL SERVICE ADMINISTRATION OF THE UNIVERSITY OF CHICAGO (1936), *The Tenements of Chicago 1908-1935*, Chicago, The University of Chicago Press
- ADDAMS Jane (1892-93), « A New Impulse to an Old Gospel », *Forum*, 14, p. 342-356 (republié comme « The Subjective Necessity for Social Settlements », in Addams, Woods et al. (1893), *Philanthropy and Social Progress*, p. 1-26, puis comme le chap. VI de J. Addams (1910a), *Twenty Years at Hull-House*, p. 113-128).
- ADDAMS Jane (1894), « Hull House as a Type of College Settlement », in *Wisconsin State Conference of Charities and Correction, Proceedings*, p. 97-115.
- ADDAMS Jane (1895), « The Settlement as a Factor in the Labor Movement », in *Hull-House Maps and Papers*, New York, Crowell, p. 183-204.
- ADDAMS Jane (1895/1912a), « A Modern Lear », *The Survey*, 29, 2 novembre, p. 131-137 (communication à la Conférence d'économie sociale de Chicago, le 3 septembre 1895).
- ADDAMS Jane (1896), « The Object of Social Settlements », *Union Signal*, 22, 5 mars, p. 148-149.
- ADDAMS Jane (1897), « Social Settlements », *Proceedings of the 24th National Conference of Charities*, p. 338-346.
- ADDAMS Jane (1899/2021), « A Function of the Social Settlement », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 13, p. 33-55 (*Pragmata*, 4, p. 520-553).
- ADDAMS Jane (1902), *Democracy and Social Ethics*, New York, Macmillan.
- ADDAMS Jane (1904), « A Moral Substitute for War », *Friends Intelligencer*, 51, 9 janvier, p. 30.
- ADDAMS Jane (1907), « Utilization of Women in City Government », in Id., *Newer Ideal of Peace*, New York, The Macmillan Company, chap. VII.
- ADDAMS Jane (1908), « Chicago Settlements and Social Unrest », *Charities and the Commons*, 20, 2 mai, p. 155-166.
- ADDAMS Jane (1909), *The Spirit of Youth and the City Streets*, New York, The Macmillan Company.
- ADDAMS Jane (1910a), *Twenty Years at Hull-House With Autobiographical Notes*, New York, The Macmillan Company.
- ADDAMS Jane (1910b), « Women and Public Housekeeping », New York, National Woman Suffrage Pub. Co. Inc. (traduction à paraître dans *Pragmata*, 5).

- ADDAMS Jane (1912b), « Pragmatism in Politics », *Survey*, 1, 5 octobre, p. 267-268.
- ADDAMS Jane (1912c), *A New Conscience and an Ancient Evil*, New York, The Macmillan Company.
- ADDAMS Jane (1914), « Women's Clubs and Public Policies », *General Federation of Women's Clubs, Biennial Convention Official Report*, p. 24-30 (10 juin).
- ADDAMS Jane (1916), *The Long Road of Woman's Memory*, New York, Macmillan.
- ADDAMS Jane (1929a), « The Settlement as a Way of Life », *Neighborhood*, 2, juillet, p. 139-146.
- ADDAMS Jane (1929b), « A Toast to John Dewey », *Survey*, 63, novembre, p. 203-204.
- ADDAMS Jane (1930), *The Second Twenty Years at Hull-House : September 1909 to September 1929, With a Record of a Growing World Consciousness*, New York, The Macmillan Company.
- ADDAMS Jane (1932), *The Excellent Becomes the Permanent*, New York, Macmillan.
- ADDAMS Jane (1935), *My Friend, Julia Lathrop*, New York, The Macmillan Company.
- ADDAMS Jane (1983), *Jane Addams on Education*, E. Condliffe Lagemann (ed.), New York, Teachers College Press.
- ADDAMS Jane (2003), *Jane Addams' Writings on Peace*, M. Fischer, J. Whipps (eds), 4 vol., Newton Abbot, Devon, Thoemmes Continuum.
- ADDAMS Jane, BALCH Emily G. & Alice HAMILTON (eds) (1915), *Women at The Hague : The International Congress of Women and its Results*, New York, The Macmillan Company.
- ADDAMS Jane, WOODS Robert A., HUNTINGTON J. O. S., GIDDINGS Franklin H. & Bernard BOSANQUET (1893), *Philanthropy and Social Progress : Seven Essays*, New York et Boston, Thomas Y. Crowell & Company.
- ADDAMS Jane & RESIDENTS OF HULL HOUSE (1895), *Hull House Maps and Papers*, Chicago, Thomas Y. Cromwell.
- AGNEW Elizabeth N. (2004), *From Charity to Social Work : Mary E. Richmond and the Creation of an American Profession*, Urbana and Chicago, University of Illinois Press.
- ANNALS OF THE AMERICAN ACADEMY OF POLITICAL AND SOCIAL SCIENCE (1914), n° spécial 56, « Women in Public Life ».
- AVRICH Paul (1984), *The Haymarket Tragedy*, Princeton, Princeton University Press.
- BARNETT Rev. Samuel A. & Henrietta BARNETT (1888), *Practicable Socialism : Essays on Social Reform*, Londres, Longmans, Green, and Co.
- BARNETT Rev. Samuel A. & Henrietta BARNETT (1897/1909), « "Settlements" or "Missions" », in Canon Barnett, Samuel Augustus Barnett & Dame Henrietta Barnett, *Towards Social Reform*, Londres et Leipzig, T. Fisher Unwin, p. 271-288.

- BEARD Charles (1913), *An Economic Interpretation of the Constitution of the United States*, New York, Macmillan.
- BEARD Charles (1915), *Economic Origins of Jeffersonian Democracy*, New York, Macmillan.
- BENEDICT Leonard (1907), *Waifs of the Slum and Their Way Out*, New York, Fleming H. Revell Company.
- BENTLEY Arthur F. (1908), *The Process of Government : A Study of Social Pressures*, Chicago, The University of Chicago Press.
- BETTEN Neil & Michael J. AUSTIN (1990), *The Roots of Community Organizing 1917-1939*, Philadelphie, Temple University Press.
- BLOOMFIELD Meyer (1911), *The Vocational Guidance of Youth*, Boston, Houghton Mifflin Company.
- BOOTH Charles (ed.) (1889), *Labour and Life of the People (vol. 1, East London)*, Londres, Williams and Norgate.
- BOOTH Charles (ed.) (1902-03), *Life and Labour of the People in London*, Londres, Macmillan.
- BOOTH Général William (1890), *In Darkest England and the Way Out*, Chicago, Charles H. Sergel & Co.
- BOSANQUET Bernard & Sidney WEBB (1909), *The Sociological Review*, II, 2, « The Majority Report », p. 109-126 et « The End of the Poor Law », p. 127-139.
- BOUTROUX Émile (1911), *William James*, Paris, Librairie Armand Colin.
- BOWEN-SPENCER Michele Andrea (1994), *The Institutional Church and Social Settlement, 1900-1904 : Reverdy C. Ransom's Church for the Black Masses*, Chapel Hill, University of North Carolina.
- BREGSTONE Philip (1933), *Chicago and Its Jews : A Cultural History* (privately published).
- BREMNER Robert H. (1956), *From the Depths : The Discovery of Poverty in the United States*, New York, New York University Press.
- BROOKS James Graham (1925), « Robert Archey Woods, 1865-1924 », *The Survey*, 53, mars, p. 732.
- BROOKS John Graham (1895), *Compulsory Insurance in Germany, Including an Appendix Relating to Compulsory Insurance in Other Countries in Europe*, Washington, Government Printing Office (Carroll D. Wright, Commissioner of Labor, dir.).
- BROWN William Horace (1906), « Public Ownership and Popular Government », *American Journal of Sociology*, 12 (3), p. 328-340.
- BUCK Winifred (1903), *Boys' Self-Governing Clubs*, New York, The Macmillan Clubs.
- BURCHARD Edward L. (1918), « Community Councils and Community Centers », *Proceedings of the National Conference of Social Work*, p. 470-472.
- BURGESS Ernest W. (1925), « Can Neighborhood Work Have a Scientific Basis ? », in R. E. Park, E. W. Burgess, R. D. McKenzie, *The City*, Chicago, The University of Chicago Press, chap. VIII.

- BURKE Tom (2010), « Empiricism, Pragmatism, and the Settlement Movement », *The Pluralist*, 5 (3), p. 73-88.
- CARSEL Wilfred (1940), *A History of the Chicago Ladies' Garment Workers' Union*, Chicago, Normandie House.
- CARSON Mina (1990), *Settlement Folk : Social Thought and the American Settlement Movement, 1885-1930*, Chicago, University of Chicago Press.
- CATT Carrie Chapman & Nettie Rogers SHULER (1926), *Woman Suffrage and Politics : The Inner Story of the Suffrage Movement*, New York, Charles Scribner's Sons.
- CEFAÏ Daniel (2020a), « La naissance de l'expérimentation démocratique. Quelques hypothèses de travail du pragmatisme », *Pragmata*, 3, p. 270-355.
- CEFAÏ Daniel (2020b), « Robert A. Woods et le projet de "reconstruction sociale" des quartiers de Boston », *Pragmata*, 3, p. 385-409.
- CEFAÏ Daniel & Daniel HUEBNER (2019), « Pragmatisme et sociologie aux États-Unis. De Mead, Addams et Du Bois à l'interactionnisme symbolique », *Pragmata*, 2, p. 378-480.
- CHAMBERS Clarke A. (1963), *Seedtime of Reform : American Social Service and Social Action, 1918-1933*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- CLAPP Elsie Ripley (1913-14), « The Colored Social Settlement (Incorporated) », Murray Brothers Press/ 16-18 L Street, Southwest, Washington D. C. (13 pages).
- CLEMENS Elizabeth S. (1997), *The People's Lobby : Organizational Innovation and the Rise of Interest Group Politics in the United States, 1890-1925*, Chicago, University of Chicago Press.
- CLEMENS Elizabeth S. (2010), « From City Club to Nation State : Business Networks in American Political Development », *Theory and Society*, 39 (3-4), p. 377-396.
- CLEVELAND Frederick A. (1919), « Popular Control of Government », *Political Science Quarterly*, 34 (2), p. 237-261.
- COHEN Lizabeth (1989), « Encountering Mass Culture at the Grassroots : The Experience of Chicago Workers in the 1920s », *American Quarterly*, 41 (1), p. 6-33.
- COIT Stanton (1892), *Neighbourhood Guilds : An Instrument of Social Reform*, Londres, Swan Sonnenschein Co.
- COIT Stanton (1894), « Reviewed Work : Philanthropy and Social Progress, by Jane Addams, Robert A. Woods, J. O. S. Huntington, Franklin H. Giddings and Bernard Bosanquet », *International Journal of Ethics*, 4 (2), p. 241-246.
- COIT Stanton & THE SOCIETY FOR THE ETHICAL PROPAGANDISTS (1900), *Ethical Democracy : Essays in Social Dynamics*, Londres, Grant Richards.
- COMMONS John R. (1908), « Is Class Conflict in America Growing and Is It Inevitable ? », *American Journal of Sociology*, 13 (6), p. 756- 783 (discussion par Graham Taylor, Jane Addams, Alvin S. Johnson, Henry R. Mussey, Robert F. Hoxie, Charlotte P. Gilman et réponse de John Commons).
- COMMONS John R. (1934), *Myself*, New York, The Macmillan Company.

- COOK Gary A. (1993), *George Herbert Mead : The Making of a Social Pragmatist*, Urbana, University of Illinois Press.
- COOLEY Charles H. (1909), *Social Organization : A Study of the Larger Mind*, New York, Charles Scribner's Sons.
- COOLEY Charles H. (1918), *Social Process*, New York, Charles Scribner's Sons.
- CREAGH Ronald (1981), *Histoires de l'anarchisme aux États-Unis d'Amérique. Les origines : 1826-1886*, Grenoble, La Pensée sauvage.
- CREAGH Ronald (1983), *Laboratoires de l'utopie. Les communautés libertaires aux États-Unis*, Paris, Payot (édition augmentée : *Utopies américaines. Expériences libertaires du XIX^e siècle à nos jours*, Marseille, Agone, 2009).
- CROLY Mrs. Jane Cunningham, alias Jenny June (1898), *The History of the Women's Club Movement in America*, New York, Henry G. Allen.
- CRONON William (1991/2020), *Chicago, métropole de la nature*, Paris, Zones sensibles.
- CURTIS Henry S. (1914), *Play and Recreation for the Open Country*, Boston, Ginn and Company.
- CUTLER Irving (1996), *The Jews of Chicago : From Shtetl to Suburb*, Urbana, University of Illinois Press.
- DANIELS Harriet McDoual (1914), *The Girl and Her Chance : A Study of Conditions Surrounding the Young Girl Between Fourteen and Eighteen Years of Age in New York City*, Londres et Edimbourg, Fleming H. Revell Company.
- DANIELS John (1920), *America via the Neighborhood*, New York et Londres, Harper & Brothers.
- DAVENPORT F. Garvin (1973), « The Sanitation Revolution in Illinois 1870-1900 », *Journal of the Illinois State Historical Society (1908-1984)*, 66 (3), p. 306-326.
- DAVIS Allen F. (1959), « Raymond Robins : The Settlement Worker as Municipal Reformer », *Social Service Review*, 33 (2), p. 131-141.
- DAVIS Allen F. (1960), « Jane Addams vs. The Ward Boss », *Journal of the Illinois State Historical Society (1908-1984)*, 53 (3), p. 247-265.
- DAVIS Allen F. (1964), « Settlement Workers in Politics 1890-1914 », *The Review of Politics*, 26 (4), p. 505-517.
- DAVIS Allen F. (1967), *Spearheads for Reform : The Social Settlement and the Progressive Movement 1891-1914*, New Brunswick, NJ, Rutgers University Press.
- DEEGAN Mary Jo (1988), *Jane Addams and the Men of the Chicago School, 1892-1918*, New Brunswick, Transaction Books.
- DEEGAN Mary Jo (1999), « Play from the Perspective of George Herbert Mead », in *Play, School, and Society*, New York, Peter Lang, p. xix-cxii + p. 125-150.
- DEEGAN Mary Jo (2014), *Annie Marion MacLean and the Chicago Schools of Sociology 1894-1934*, New Brunswick, NJ, Transaction Publishers.
- DEEGAN Mary Jo & John S. BURGER (1978), « George Herbert Mead and Social Reform : His Work and Writings », *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, 14, p. 362-372.

- DELZELL Ruth (1919), *The Early History of Women Trade Unionists of America*, Chicago, National Women's Trade Union League of America (brochure 16 pages).
- DEWEY John (1891/1969), *Outlines of a Critical Theory of Ethics* (Ann Arbor, The Inland Press) repris dans *Early Works*, vol. 3 (EW.3), 1882-1898, Carbondale et Edwardsville, Southern Illinois University Press.
- DEWEY John (1899), *The School and Society*, G. H. Mead & H. Castle Mead (eds), Chicago, University of Chicago Press.
- DEWEY John (1902), « The School as Social Center », *The Elementary School Teacher*, 3 (2), p. 73-86.
- DEWEY John (1908), « What Does Pragmatism Mean by Practical ? », *The Journal of Philosophy, Psychology and Scientific Methods*, 5 (4), p. 85-99.
- DEWEY John (1910), *How We Think*, Boston, D. C. Heath & Co, Publishers.
- DEWEY John (1911/1978), « Is Co-Education Injurious to Girls ? », *Ladies' Home Journal*, 28, p. 22 et 60-61 (in *Middle Works*, vol. 6, 1910-1911, Carbondale, Southern Illinois University Press, MW.6.155-164).
- DEWEY John (1922), « Racial Prejudice and Friction », *Chinese Social and Political Science Review*, 6, p. 1-17 (MW13.242-254) (traduction à paraître dans *Pragmata*, 5).
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1930/1984), « In Response », in *Later Works*, vol. 5, 1925-1953, Carbondale, Southern Illinois University Press (LW.5.418-423).
- DEWEY John, (1939/1977), « Creative Democracy : The Task Before Us », in *Later Works*, vol. 14, 1925-1953, J. A. Boydston (ed.), Carbondale, Southern Illinois University Press, p. 224-230.
- DEWEY John (1940/1977), « Presenting Thomas Jefferson », in *Later Works*, vol. 14, 1925-1953, J. A. Boydston (ed.), Carbondale, Southern Illinois University Press, p. 201-223.
- DEWEY John (2008), *The Correspondence of John Dewey, 1871-1952 (I-IV)*, Electronic Edition, Larry Hickman *et al.* (eds), Charlottesville, VA, IntelEx Corporation
- DEWEY John & Evelyn DEWEY (1915/2021), *Schools of To-Morrow*, New York, E. P. Dutton & Company (trad. fr. R. Duthil, *Les Écoles de demain*, Paris, Flammarion, 1931) (*Pragmata*, 4, p. 598-620).
- DEWEY John & James H. TUFTS (1908 et seconde édition, 1932), *Ethics*, New York, Henry Holt & Co.
- DILLING Elizabeth (1934), *The Red Network : A Who's Who and Handbook of Radicalism for Patriots*, Kenilworth & Chicago, à compte d'auteur.
- DORRIEN Gary (2009), *Social Ethics in the Making : Interpreting an American Tradition*, Malden, Mass., Wiley-Blackwell.
- DOWNEY Kirstin (2009), *The Woman Behind the New Deal : The Life of Frances Perkins, FDR's Secretary of Labor and His Moral Conscience*, New York, Doubleday.

- DREIER Mary E. (1950), *Margaret Dreier Robins : Her Life, Letters, and Work*, New York, Island Press Cooperative
- DRINNON Richard (1961), *Rebel in Paradise : A Biography of Emma Goldman*, Chicago, The University of Chicago Press.
- DU BOIS William Edward Burghardt & Isabel EATON (1899/2019), *Les Noirs de Philadelphie*, Paris, La Découverte (avec une introduction de N. Martin-Breteau).
- DUIS Perry (1998), *The Saloon : Public Drinking in Chicago and Boston, 1880-1920*, Chicago, University of Illinois Press.
- DYKHUIZEN George (1973), *The Life and Mind of John Dewey*, Carbondale, Southern Illinois University Press.
- EATON Isabel (1895), « Receipts and Expenditures of Cloakmakers in Chicago, Compared with Those of that Trade in New York », in *Hull-House Maps and Papers*, New York, Crowell, p. 79-88.
- ELIOT Thomas D. (1924), « Sociology as a Pre-Vocational Subject : The Verdict of Sixty Social Workers », *American Journal of Sociology*, 29 (6), p. 726-746.
- ENGELS Friedrich/Frederick (1845/1887), *The Condition of The Working Class in England in 1844*, with Appendix written in 1886, and Preface in 1887, trad. Florence Kelley Wischnewetzky, New York, John W. Lowell Company.
- FARIS Ellsworth, LAUNE Ferris & Arthur J. TODD (eds) (1930), *Intelligent Philanthropy*, Chicago, The University of Chicago Press.
- FEFFER Andrew (1990), « Sociability and Social Conflict : George Herbert Mead's Interactionism, 1900-1919 », *Journal of the History of Ideas*, 51 (2), p. 233-254.
- FEFFER Andrew (1993), *The Chicago Pragmatists and American Progressivism*, Ithaca, Cornell University Press.
- FILENE Peter G. (1970), « An Obituary for "The Progressive Movement" » *American Quarterly*, 22 (1), p. 20-34.
- FISCHER Marilyn (2008), « Caring Globally : Jane Addams, World War One, and International Hunger », in R. Whisnant & P. DesAutels (eds), *Global Feminist Ethics*, Lanham, MD, Rowman & Littlefield, p. 61-80.
- FISCHER Marilyn (2011), « Interpretation's Contrapuntal Pathways : Addams and the Averbuch Affair », *Transactions of the Charles S. Peirce Society*, 47 (4), p. 482-506.
- FISCHER Marilyn (2013a), « Addams's Democracy and Social Ethics as a Social Gospel, Evolutionary Idealist Text », *The Pluralist*, 8 (3), p. 17-31.
- FISCHER Marilyn (2013b), « Reading Dewey's Political Philosophy through Addams's Political Compromises », *American Catholic Philosophical Quarterly*, 87 (2), p. 227-243.
- FISCHER Marilyn (2014), « Addams on Cultural Pluralism, European Immigrants, and African Americans », *The Pluralist*, 9 (3), p. 38-58.
- FISCHER Marilyn (2019), *Jane Addams's Evolutionary Theorizing. Constructing "Democracy and Social Ethics"*, Chicago, University of Chicago Press.

- FOGARTY Robert S. (1990), *All Things New : American Communes and Utopian Movements 1860-1914*, Chicago, The University of Chicago Press.
- FOLLETT Mary P. (1913), « Evening Recreation Centers », *The Playground*, janvier, p. 384-400.
- FOLLETT Mary P. (1918), *The New State : Group Organisation, the Solution of Popular Government*, New York, Longmans, Green and Co.
- FOLLETT Mary P. (1919/2018), « La communauté est un processus », *Pragmata*, 1, p. 302-346.
- FOLLETT Mary P. (1924), *Creative Experience*, New York, Longmans, Green & Co.
- FRANKEL Lee K. (1903), « Jewish Charities », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 21, p. 47-64.
- FRANKEL Lee K. (1914), *The Principles of Life Insurance : Industrial Insurance and Social Welfare*, New York, NY, Metropolitan Life Insurance Company.
- FRANKEL Lee K., DAWSON Miles L. & Louis I. DUBLIN (1910), *Workingmen's Insurance in Europe*, New York, Russell Sage Foundation.
- FRIEDMAN Laura A. (1933), *A Study of One Hundred Unemployed Families in Chicago, January, 1927 to June, 1932*, M. A. Economics, University of Chicago.
- GANS Herbert J. (1964), « Redefining the Settlement's Function for the War on Poverty », *Social Work*, 9 (4), p. 3-12.
- GIDDINGS Franklin H. (1893), « The Ethics of Social Progress », in J. Addams, R. A. Woods et al., *Philanthropy and Social Progress*, New York et Boston, Thomas Y. Crowell & Company, p. 203-248.
- GIFFIN Frederick C. (1982), *The Rudowitz Extradition Case*, Springfield, Ill., Illinois State Historical Society.
- GILMAN Charlotte Perkins (STETSON) (1898), *Women and Economics*, Boston, Small, Maynard & Company.
- GILMAN Charlotte Perkins (1911), *The Man-Made World, or Our Androcentric Culture*, New York, Charlton Co.
- GILMAN Charlotte Perkins (1914/2004), *Social Ethics*, M. R. Hill, M. J. Deegan (eds), Westport, Conn., Praeger.
- GOLDMAN Emma (1931/2009), *Living My Life*, New York, A. A. Knopf (réédition par The Anarchist Library).
- GOLDMARK Josephine (1953), *Impatient Crusader : Florence Kelley's Life Story*, Urbana, University of Illinois Press.
- GOLDSTEIN Robert J. (1974), « The Anarchist Scare of 1908 : A Sign of Tensions in the Progressive Era », *American Studies*, 15, p. 55-78.
- GORDON Lynn (1977), « Women and the Anti-Child Labor Movement in Illinois, 1890-1920 », *Social Service Review*, 51 (2), p. 228-248.
- GOURLET Apolline de (1904), « Colonies sociales. La résidence laïque dans les quartiers populaires », *L'Action populaire*, 2^e série, n° 37.
- GREENSTONE David (1979), « Dorothea Dix and Jane Addams : From Transcendentalism to Pragmatism in American Social Reform », *Social Service Review*, 53 (4), p. 527-559.

- GRIFFIN Frederick C. (1982), « The Rudowitz Extradition Case », *Journal of the Illinois State Historical Society*, 75 (1), p. 61-72.
- GRIGGS Edward Howard (1913), *The New Humanism*, New York, B. W. Huebsch.
- GROSS Matthias (2009), « Collaborative Experiments : Jane Addams, Hull House and Experimental Social Work », *Social Science Information*, 48 (1), p. 81-95.
- GUSFIELD Joseph (1963), *Symbolic Crusade : Status Politics and the American Temperance Movement*, Urbana, University of Illinois Press.
- GUSFIELD Joseph (1981/2009), *La Culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, Paris, Economica.
- HAERLE Rudolph K. (1991), « William Isaac Thomas and the Helen Culver Fund for Race Psychology », *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, 27 (1), p. 21-41.
- HAMILTON Alice (1943), *Exploring the Dangerous Trades : The Autobiography of Alice Hamilton M. D.*, Boston, Little, Brown and Company.
- HAMINGTON Maurice (2001), « Jane Addams and a Politics of Embodied Care », *The Journal of Speculative Philosophy*, 15 (2), p. 105-121.
- HAMINGTON Maurice (2009), *The Social Philosophy of Jane Addams*, Urbana, University of Illinois Press.
- HANAGAN Nora (2013), « Democratizing Responsibility : Jane Addams's Pragmatist Ethics », *Polity*, 45 (3), p. 347-371.
- HART Albert Bushnell (1907), « Growth of American Theories of Popular Government », *The American Political Science Review*, 1 (4), p. 531-560.
- HEALY William (1915), *The Individual Delinquent : A Text-Book of Diagnosis and Prognosis for All Concerned in Understanding Offenders*, Boston, Little, Brown & Co.
- HENDERSON Charles Richmond (1899), *Social Settlements*, New York, Lintilhon & Company.
- HENDERSON Charles Richmond (1901), *The Social Spirit in America*, Chicago, Scott, Foresman and Company.
- HENDERSON Charles Richmond (1909), *Industrial Insurance in the United States*, Chicago, The University of Chicago Press.
- HENDERSON Charles Richmond (1910), « Improvements in Industrial Life Insurance », *American Journal of Sociology*, 15 (4), p. 478-501.
- HENDERSON Charles Richmond, assisted by Others (1904), *Modern Methods of Charity : An Account of the Systems of Relief, Public and Private, in the Principal Countries Having Modern Methods*, New York, The Macmillan Company.
- HERMAN Sondra R. (1969), *Eleven Against War : Studies in American Internationalist Thought 1898-1921*, Stanford, Hoover Institution Press, chap. V, « Jane Addams : The Community as a Neighborhood ».
- HILL Mary A. (1980), *Charlotte Perkins Gilman : The Making of a Radical Feminist, 1860-1896*, Philadelphie, Temple University Press.

- HOCHSCHILD Adam (2020), *Rebel Cinderella : From Rags to Riches to Radical, the Epic Journey of Rose Pastor Stokes*, Boston, Houghton Mifflin Harcourt.
- HOFSTADTER Richard (1955), *The Age of Reform : From Bryan to F. D. R.*, New York, Knopf.
- HOOFF Tay (1959), *Ministry to Man : The Life of John Lovejoy Elliott*, New York, Harper & Brothers.
- HOLDEN Arthur C. (1922), *The Settlement Idea : A Vision of Social Justice*, New York, The Macmillan Company.
- HOPKINS June (2011), « The Sacred and the Secular in Christodora Settlement House, 1897-1939 ». En ligne : (<https://socialwelfare.library.vcu.edu/settlement-houses/the-sacred-and-the-secular-in-christodora-settlement-house-1897-1939/>).
- HOUNMENOU Charles (2012), « Black Settlement Houses and Oppositional Consciousness », *Journal of Black Studies*, 43 (6), p. 646-666.
- HOWARD Ebenezer (1898/1902), *Garden Cities of To-Morrow*, Londres, Swan Sonnenschein & Co.
- HUEBNER Daniel R. (2014), *Becoming Mead : The Social Process of Academic Knowledge*, Chicago, The University of Chicago Press
- HUNTER Robert (1901), *Tenement Conditions in Chicago : Report of the Investigation Committee of the City Homes Association*, Chicago, City Homes Association.
- HUNTER Robert (1902), « The Relation Between Social Settlements and Charity Organization », *Journal of Political Economy*, 11 (1), p. 75-88.
- JABOUR Anya (2019), *Sophonisba Breckinridge : Championing Women's Activism in Modern America*, Champaign, University of Illinois Press.
- JACKSON Henry E. (1919), « The Practice of Citizenship », *Reconstruction Conference of the National Popular Government League*, Washington 9, 10 and 11 janvier 1919.
- JAMES William (1899a) « On a Certain Blindness in Human Beings », in Id., *Talks to Teachers on Psychology : and to Students on Some of Life's Ideals*, New York, Henry Holt and Company, p. 229-264.
- JAMES William (1899b), « What Makes a Life Significant », in Id., *Talks to Teachers on Psychology : and to Students on Some of Life's Ideals*, New York, Henry Holt and Company, p. 265-301.
- JAMES William (1911), « The Moral Equivalent of War », in *Memories and Studies*, New York, Longmans, Green & Co, p. 265-296 (écrit en 1910 pour l'Association for International Conciliation).
- JETER Helen Rankin (1922), *The Chicago Juvenile Court*, Washington, Government Printing Office.
- JOHNSTON Robert D. (2002), « Re-Democratizing the Progressive Era : The Politics of Progressive Era Political Historiography », *The Journal of the Gilded Age and Progressive Era*, 1 (1), p. 68-92.

- JOSLIN Katherine (1911/2002), « Introduction to the Illinois Edition », *A New Conscience and an Ancien Evil*, Urbana et Chicago, University of Illinois Press, p. ix-xxxii.
- KARL Barry D. (1974), *Charles E. Merriam and the Study of Politics*, Chicago, The University of Chicago Press.
- KELLEY Florence (1916), *Women in Industry : The Eight Hours Day and Rest at Night, Upheld at the United States Supreme Court*, New York, National Consumers' League.
- KELLOR Frances A. (1904), *Out of Work*, New York, G. P. Putnam's Sons.
- KENNEDY John Curtis et al. (1914), *Wages and Family Budgets in the Chicago Stockyards District, with Wage Statistics from Other Industries Employing Unskilled Labor*, Chicago, The University of Chicago Press.
- KIRSCHNER Don S. (1986), *The Paradox of Professionalism : Reform and Public Service in Urban America, 1900-1940*, Westport, Conn., Greenwood Press.
- KLOPPENBERG James T. (1986), *Uncertain Victory : Social Democracy and Progressivism in European and American Thought 1870-1920*, New York, Oxford University Press.
- KNIGHT Louise W. (2005), *Citizen : Jane Addams and the Struggle of Democracy*, Chicago, The University of Chicago Press.
- KNIGHT Louise W. (2006), « Garbage and Democracy : The Chicago Community Organizing Campaign of the 1890s », *Journal of Community Practice*, 14 (3), p. 727.
- KNIGHT Louise W. (2014), « John Dewey and Jane Addams Debate War », in B. Jackson & G. Clark (eds), *Trained Capacities : John Dewey, Rhetoric, and Democratic Practice*, Columbia, University of South Carolina Press, p. 106-124.
- KROPOTKINE Pierre (1906), *L'Entr'Aide : Un facteur de l'évolution*, Paris, Hachette.
- LAGEMANN Ellen Condliffe (1989), « The Plural Worlds of Educational Research », *History of Education Quarterly*, 29 (2), p. 185-214.
- LAKE Danielle L. (2014), « Jane Addams and Wicked Problems : Putting the Pragmatic Method to Use », *The Pluralist*, 9 (3), p. 77-94.
- LANDESCO John (1933), « The Life History of a Member of the "42" Gang », *Journal of Criminal Law and Criminology*, 23 (6), p. 964-998.
- LASCH Christopher (ed.) (1965a), *The Social Thought of Jane Addams*, Indianapolis, Bobbs-Merrill.
- LASCH Christopher (1965b), *The New Radicalism in America 1889-1963*, New York, Knopf.
- LATHROP Julia C. (1895), « The Cook County Charities », in *Hull House Maps and Papers*, Chicago, Thomas Y. Cromwell, p. 141-161.
- LATHROP Julia C. (1896), « What the Settlement Work Stands For », in Isabel C. Barrows (ed.), *Proceedings of the National Conference of Charities and Correction*, 23rd Annual Session held in Grand Rapids, Mich., June 4-10, Boston, Geo. H. Ellis, p. 106-110.

- LEDERMAN Sarah Henry (2009), « Settlements Houses in the United States », *Jewish Women : A Comprehensive Historical Encyclopedia*. 20 mars 2009. Jewish Women's Archive, en ligne : (<https://jwa.org/encyclopedia/article/settlement-houses-in-united-states>).
- LEE Mordecai (2015), *The Philosopher-Lobbyist : John Dewey and the People's Lobby*, Albany, The State University of New York Press.
- LEFFERS M. Regina (1993), « Pragmatists Jane Addams and John Dewey Inform the Ethics of Care », *Hypatia*, 8 (2), p. 64-77.
- LENGERMANN Patricia M. & Gillian NIEBRUGGE-BRANTLEY (2002), « Back to the Future : Settlement Sociology, 1885-1930 », *The American Sociologist*, 33 (3), p. 5-20.
- LEVINE Neil (2016), *The Urbanism of Frank Lloyd Wright*, Princeton, Princeton University Press.
- LINDEMAN Eduard C. (1921), *The Community : An Introduction to the Study of Community Leadership and Organization*, New York, Association Press.
- LINDEMAN Eduard C. (1924), *Social Discovery : An Approach to the Study of Functional Groups, with an Introduction by Herbert Croly*, New York, Republic Publishing Company.
- LISSAK Rivka S. (1983), « Myth and Reality : The Pattern of Relationship between the Hull House Circle and the "New Immigrants" on Chicago's West Side, 1890-1919 », *Journal of American Ethnic History*, 2 (2), p. 21-50.
- LISSAK Rivka S. (1989), *Pluralism & Progressives : Hull House and the New Immigrants 1890-1919*, Chicago, The University of Chicago Press.
- LIVINGSTON Alexander (2016), *Damn Great Empires ! William James and the Politics of Pragmatism*, New York, Oxford University Press.
- LOWELL Josephine S. (1884), *Public Relief and Private Charity*, New York et Londres, G. P. Putnam's Sons.
- LUBOVE Roy (1965), *The Professional Altruist : The Emergence of Social Work as a Career*, Cambridge, Harvard University Press.
- MACDONALD James Ramsay (1900), « The People in Power », in Stanton Coit (ed.), *Ethical Democracy : Essays in Social Dynamics*, Londres, Grant Richards, p. 60-80.
- MARSHALL Thomas Humphrey (1950), *Citizenship and Social Class*, Cambridge, Cambridge University Press.
- MARTIN Jay (2002), *The Education of John Dewey*, New York, Columbia University Press.
- MCDOWELL Mary E. (1901), « The University of Chicago Settlement », Chicago, s.n.
- MCDOWELL Mary E. (1909), « The Value of a Social Settlement in an Industrial Neighborhood », in Worth M. Tippy (ed.), *The Socialized Church*, New York, Eaton & Mains, p. 129-146.

- MCDOWELL Mary E. (1938), « City Waste », in Caroline Miles Hills (ed.), *Mary McDowell and Municipal Housekeeping : A Symposium*, Chicago, Lithographed by Millar Pub. Co., p. 1-10.
- MCGURTY Eileen M. (1998), « Trashy Women : Gender and the Politics of Garbage in Chicago, 1890-1917 », *Historical Geography*, 26, p. 27-43.
- McKENNA Erin (2001), *The Task of Utopia : A Pragmatist and Feminist Perspective*, Lanham, MD, Rowman and Littlefield Publishers.
- McKENNA Erin (2013), *Pets, People, and Pragmatism*, New York, Fordham University Press.
- McKENZIE Roderick D. (1923), *The Neighborhood : A Study of Local Life in the City of Columbus (Ohio)*, Chicago, University of Chicago Press, Chap. XIII, « The Neighborhood as the Unit of Political and Social Reform ».
- MEAD George Herbert (1899a/2020), « L'Hypothèse de travail dans la réforme sociale », *Pragmata*, 3, p. 356-363.
- MEAD George Herbert (1899b), « Reviewed Work : *The Psychology of Socialism*. by Gustave Le Bon », *American Journal of Sociology*, 5 (3), p. 404-412.
- MEAD George Herbert (1907), « Reviewed Work : *The Newer Ideals of Peace*. by Jane Addams », *American Journal of Sociology*, 13 (1), p. 121-128.
- MEAD George Herbert (1907/2021), « The Social Settlement : Its Basis and Function », *University of Chicago Record*, 1907-1908, p. 108-110 (*Pragmata*, 4, p. 564-571).
- MEAD George Herbert (1907b), « Our Public Schools », *The Public*, 10 (481), p. 281-285.
- MEAD George Herbert (1908/2021), « Social Settlements and Anarchy », (*Pragmata*, 4, p. 572-578).
- MEAD George Herbert (env. 1909-10/2021), « On the Role of Social Settlements (n.d.) », in *Special Collections Research Center, George Herbert Mead Papers*, Box 15 Folder 14 (12 pages), publié in G. H. Mead : *A Reader*, Filipe Carreira da Silva (ed.), New York et Abingdon, Routledge, 2011, p. 247-253 (*Pragmata*, 4, p. 580-597).
- MEAD George Herbert (1912), « The Mechanism of Social Consciousness », *Journal of Philosophy, Psychology and Scientific Methods*, 9, p. 401-406.
- MEAD George Herbert (1917), « Review of Truancy and Non-Attendance in the Chicago Schools. by Edith Abbott and Sophinisba P. Breckinridge », *The Survey*, 38, p. 369-370.
- MEAD George Herbert (1929), « Mary McDowell », *Neighborhood : A Settlement Quarterly*, 2 (2), p. 77-78.
- MEAD George Herbert (1930), « Philanthropy for the Point of View of Ethics », in Ellsworth Faris, Ferris Laune & Arthur J. Todd (eds), *Intelligent Philanthropy*, Chicago, University of Chicago Press, p. 133-148.
- MEAD George Herbert (1999), *Play, School, and Society*, M. J. Deegan (ed.), New York, Peter Lang.

- MENAND Louis (2001), *The Metaphysical Club : A Story of Ideas in America*, New York, Farrar, Straus & Giroux.
- MEYER Daniel Lee (1994), *The Chicago Faculty and the University Ideal 1891-1919*, Ph.D. History, University of Chicago.
- MILL John Stuart (1873), *Autobiography*, New York, P. F. Collier & Son Company.
- MILLS C. W. (1942/1964), *Sociology and Pragmatism*, New York, Paine-Whitman Publishers (Ph. D. Wisconsin-Madison, 1942, *A Sociological Account of Pragmatism*).
- MILLS C. W. (1943), « The Professional Ideology of Social Pathologists », *American Journal of Sociology*, 49 (2), p. 165-180.
- MONTGOMERY Caroline W. (1905), *Bibliography of College, Social, University and Church Settlements*, Chicago, The College Settlements Association (5^e édition).
- MONTGOMERY Caroline W. (1908), « Settlements (Social, University, College, and Church) », in William D. P. Bliss, Rudolph M. Binder & Edward P. Gaston (with the cooperation of many specialists), *New Encyclopedia of Social Reform*, New York et Londres, Funk & Wagnalls Company, p. 1106-1109.
- MORLEY John (1874), *On Compromise*, Londres, Chapman and Hall.
- NACKENOFF Carol (2014), « The Private Roots of American Political Development : The Immigrants' Protective League's "Friendly and Sympathetic Touch", 1908-1924 », *Studies in American Political Development*, 28, p. 129-160.
- PARK Robert E. & Ernest W. BURGESS (1921), *Introduction to the Science of Sociology*, Chicago, University of Chicago Press.
- PARSONS Frank (1909), *Choosing a Vocation*, Boston et New York, Houghton Mifflin Company.
- PENTY Arthur J. (1906), *The Restoration of the Gild System*, Londres, Swan Sonnenschein and Co.
- PETTEGREW John (2012), « The Religion of Democracy in Wartime : Jane Addams, Pragmatism, and the Appeal of Horizontal Mysticism », *American Journal of Theology & Philosophy*, 33 (3), p. 224-244.
- PLATT Anthony (1969), *The Child Savers*, Chicago, University of Chicago Press.
- POLACHECK Hilda Satt (1989), *I Came a Stranger : The Story of a Hull-House Girl*, D. J. Polaneck Epstein (ed.), Urbana, University of Illinois Press.
- RAINWATER Clarence E. (1920), *Community Organization*, Los Angeles, Southern California Sociological Society-USC.
- RAYMOND Josephine (1897), *The Social Settlement Movement in Chicago*, Madison, MA Letters Diss., The University of Wisconsin.
- RECCHIUTI John L. (2007), *Civic Engagement : Social Science and Progressive-Era Reform in New York City*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press (chap. 3 : « Social Settlements as Neighborhood Democracy or Benevolent Paternalism ? »).
- RICHMOND Mary E. (1907), *The Good Neighbor in the Modern City*, Philadelphie et Londres, J. B. Lippincott Company.

- RICHMOND Mary E. (1917), *Social Diagnosis*, New York, Russell Sage Foundation.
- RIGNEY Ernest G. & Timothy C. LUNDY (2015), « George Herbert Mead on Terrorism, Immigrants, and Social Settlements : A 1908 Letter to the Chicago Record Herald », *The Journal of the Gilded Age and Progressive Era*, 14 (2), p. 160-172.
- RIIS Jacob A. (1890), *How the Other Half Lives : Studies Among the Tenements of New York*, New York, Charles Scribner's Sons.
- ROBINS Raymond (1902), « The Tramp Problem and Municipal Correction », *Commons*, 6, septembre, p. 1-9.
- RODGERS Daniel T. (1982), « In Search of Progressivism », *Reviews in American History*, 10 (4), p. 113-132.
- RODGERS Daniel T. (1998), *Atlantic Crossings : Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge, Mass., University of Harvard/ Belknap Press.
- ROGOW Faith (1993), *Gone to Another Meeting : The National Council of Jewish Women 1893-1993*, Tuscaloosa, AL, The University of Alabama Press.
- ROOSEVELT Theodore (1888), *Essays on Practical Politics*, New York et Londres, G. P. Putnam's Sons.
- ROTH Walter & Joe KRAUS (1998), *An Accidental Anarchist*, San Francisco, Rudi Publishing.
- ROWE Leo Stanton (1905), « The Relation of Municipal Government to American Democratic Ideals », *American Journal of Sociology*, 11 (1), p. 75-84.
- ROYCE Josiah (1892), *The Spirit of Modern Philosophy*, Boston et New York, Houghton, Mifflin, and Company.
- RUDIN A. James (1972), « From Kishinev to Chicago : The Forgotten Story of Lazar Averbuch », *Midstream*, 18 (7), août-septembre.
- RUSKIN John (1871), *Fors Clavigera*, Sunnyside, G. Allen.
- SALZMAN Neil V. (1991), *Reform and Revolution : The Life and Time of Raymond Robins*, Kent, Ohio, The Kent State University Press.
- SANDERSON Dwight (1919), « Democracy and Community Organization », *Publications of the American Sociological Society*, 14, p. 83-93.
- SAVICKAS Mark L. (2009), « Meyer Bloomfield : Organizer of the Vocational Guidance Movement (1907-1917) », *Career Development Quarterly*, 57 (3), p. 259-273.
- SCHNEIDERHAN Erik (2007-08), « Jane Addams and Charity Organization in Chicago », *Journal of the Illinois State Historical Society*, 100 (4), p. 299-327.
- SCHNEIDERHAN Erik (2009), *Help for Help's Sake : Jane Addams and the Rise and Fall of Pragmatist Social Provision at Hull-House, 1889-1908*, Ph.D. Sociology, University of Wisconsin-Madison.
- SCHNEIDERHAN Erik (2011), « Pragmatism and Empirical Sociology : The Case of Jane Addams and Hull House 1889-1895 », *Theory and Society*, 40, p. 589-617.
- SCUDDER Vida D. (1890), *An Introduction to the Writings of John Ruskin*, Boston et New York, Leach, Shewell & Sanborn.

- SCUDDER Vida D. (1898), *Social Ideals in English Letters*, Boston, Houghton Mifflin Company.
- SCUDDER Vida D. (1903), *A Listener in Babel : Being a Series of Imaginary Conversations Held at the Close of the Last Century and Reported*, Boston et New York, Houghton, Mifflin, and Company.
- SEIGFRIED Charlene Haddock (ed.) (1993), *Hypatia* (Special Issue on « Feminism and Pragmatism »), 8 (2).
- SEIGFRIED Charlene Haddock (1996), *Pragmatism and Feminism : Reweaving the Social Fabric*, Chicago, The University of Chicago Press
- SEIGFRIED Charlene Haddock (1999), « Socializing Democracy : Jane Addams and John Dewey », *Philosophy of the Social Sciences*, 29 (2), p. 207-230.
- SEIGFRIED Charlene Haddock (2001), *Feminist Interpretations of John Dewey*, University Park, Pennsylvania State University Press.
- SEIGFRIED Charlene Haddock (2002), « Introduction to the Illinois Edition », in Jane Addams (1902/2002), *Democracy and Social Ethics*, Champaign, Ill., University of Illinois Press, ix-xxxvii.
- SEIGFRIED Charlene Haddock (2009), « The Courage of One's Convictions or the Conviction of One's Courage ? Jane Addams's Principled Compromises », in M. Fischer, C. Nackenoff & W. Chmielewski (eds), *Jane Addams and the Practice of Democracy*, Urbana, University of Illinois Press.
- SHALER Nathaniel S. (1904), *The Neighbor*, Boston, Houghton, Mifflin and Co.
- SHAPIRO Edward S. (1978), « Robert A. Woods and the Settlement House Impulse », *Social Service Review*, 52 (2), p. 215-226.
- SHAW George Bernard (ed.) (1889), *Fabian Essays in Socialism*, Londres, The Fabian Society.
- SHIELDS Patricia M. (2006), « Democracy and the Social Feminist Ethics of Jane Addams : A Vision for Public Administration », *Administration Theory & Praxis*, 28 (3), p. 418-443 (repris comme « Jane Addams' Theory of Democracy and Social Ethics »).
- SIMKHOVITCH Mary Kingsbury (1902), « Friendship and Politics », *Political Science Quarterly*, 17 (2), p. 189-205.
- SIMKHOVITCH Mary Kingsbury (1906/2021), « Settlement Organization », *Charities and the Commons*, vol. XVI, p. 566-569 (*Pragmata*, 4, p. 554-563).
- SIMKHOVITCH Mary Kingsbury (1938), *Neighborhood : My Story of Greenwich House*, New York, W. W. Norton & Company.
- SMALL Albion W. & George E. VINCENT (1894), *An Introduction to the Study of Society*, New York, American Book Company.
- SOLOMON Hannah G. (1946), *Fabric of My Life*, New York, Bloch Pub. Co.
- STANKIEWICZ Mary Ann (1989), « Art at Hull House, 1889-1901 : Jane Addams and Ellen Gates Starr », *Woman's Art Journal*, 10 (1), p. 35-39.
- STEINER Jesse F. (1922), « Community Organization : A Study of Its Rise and Recent Tendencies », *The Journal of Social Forces*, 1 (1), p. 1-18.

- STEVENS Alzina P., WOODBRIDGE Alice L. & Thomas E. WILL (1894), « Child Slavery in America : A Symposium », *Arena Magazine*, 10, p. 117-144.
- STOKES J. Graham Phelps (1901), « On the Relation of Settlement Work to the Evils of Poverty », *International Journal of Ethics*, 11 (3), p. 340-345.
- STOKES J. Graham Phelps (1904), « Public Schools as Social Centres », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 23 (numéro spécial « Philanthropy and Penology »), p. 49-55.
- STOKES Rose Pastor (2002), *I Belong to the Working Class : The Unfinished Autobiography of Rose Pastor Stokes*, Athens, University of Georgia Press.
- SULLIVAN Shannon (2003), « Reciprocal Relations Between Races : Jane Addams's Ambiguous Legacy », *Transactions of the Charles S. Peirce Society*, 39 (1), p. 43-60.
- TAFT Jessie (1913/1915), *The Woman Movement from the Point of View of Social Consciousness*, Ph. D. Philosophy, University of Chicago / Menasha, Wi., Collegiate Press, George Banta Publishing.
- TARVER Eric C. & Shannon SULLIVAN (eds) (2015), *Feminist Interpretations of William James*, University Park, The Pennsylvania State University Press.
- TAYLOR Graham (1899), « The Social Function of the Church », *American Journal of Sociology*, 5 (3), p. 305-321.
- TAYLOR Graham (1904), *Chicago Commons : A Social Center for Civic Cooperation*, Chicago, Grand Avenue and Morgan Street.
- TAYLOR Graham (1911), « The Story of the Chicago Vice Commission », *The Survey*, 6, mai, p. 239-247.
- TAYLOR Graham (1913), *Religion in Social Action*, New York, Dood, Mead and Company (avec une « Introduction » de Jane Addams, p. vii-xxxv).
- TAYLOR Graham Romeyn (1915), *Satellite Cities : A Study of Industrial Suburbs*, New York, D. Appleton and Company.
- TAYLOR Graham (1930), *Pioneering on Social Frontiers*, Chicago, The University of Chicago Press.
- TAYLOR Graham (1936), *Chicago Commons Through Forty Years*, Chicago, Chicago Commons Association.
- TAYLOR Lea D. (1954), « The Social Settlement and Civic Responsibility-The Life Work of Mary McDowell and Graham Taylor », *Social Service Review*, 28 (1), p. 31-40.
- THE HUDSON GUILD (1910), *The Hudson Guild 436-8 West Twenty-Seventh Street*, New York City (brochure, 92 pages).
- THOMAS Harriet Park & William JAMES (1910), « Reviewed Work : The Spirit of Youth and the City Streets. by Jane Addams », *American Journal of Sociology*, 15 (4), p. 550-553.
- THOMAS William I. (1923), *The Unadjusted Girl : With Cases and Standpoint for Behavior Analysis*, Boston, Little, Brown, and Company.

- THOMAS William I. & Florian ZNANIECKI (1918-20), *The Polish Peasant in Europe and America : Monograph of an Immigrant Group*, Boston, Richard G. Badger, The Gorham Press (5 vol.).
- THRASHER Frederic M. (1927), *The Gang : A Study of 1.313 Gangs in Chicago*, Chicago, The University of Chicago Press.
- THROOP Robert & Lloyd Gordon WARD (2007), « A Beautiful and Impressive Southern Woman of Decidedly Individualistic Outlook : Notes on the Life of Harriet Park Thomas », Toronto, The Mead Project. En ligne : (https://brocku.ca/MeadProject/Scrapbooks/Holding/Harriet_Thomas2.html).
- TOLSTOÏ Leo (1885), *My Religion*, New York, Thomas Y. Crowell & Co.
- TONN Joan C. (2003), *Mary P. Follett : Creating Democracy, Transforming Management*, New Haven, Conn., Yale University Press.
- TOPALOV Christian (2004), « Raconter ou compter ? L'enquête de Charles Booth sur l'East End de Londres (1886-1889) », *Mil neuf cent*, 22 (1), p. 107-132.
- TRIGGS Oscar Lovell (1902), *Chapters in the History of the Arts and Crafts Movement*, Chicago, The Bohemia Guild of the Industrial Art League.
- TRÖHLER Daniel (2006), « The "Kingdom of God on Earth" and Early Chicago Pragmatism », *Educational Theory*, 5 (1), p. 89-105.
- TROLANDER Judith Ann (1987), *Professionalism and Social Change : From the Settlement House Movement to Neighborhood Centers, 1886 to the Present*, New York, Columbia University Press
- TUFTS James H. (1910), « Review of Jane Addams, The Spirit of Youth and the City Streets », *The School Review*, 18 (6), p. 428-429.
- TUFTS James H. (1911), « Reviewed Work : Twenty Years at Hull House by Jane Addams », *The School Review*, 19 (3), p. 207-208.
- TUFTS James H. (1918), *The Ethics of Cooperation*, Boston et New York Houghton Mifflin Company.
- TUFTS James H. (1919), « Reviewed Work(s) : *The New State : Group Organization the Solution of Popular Government* by M. P. Follett », *International Journal of Ethics*, 29 (3), p. 374-377.
- UPIN Jane S. (1993), « Charlotte Perkins Gilman : Instrumentalism beyond Dewey », *Hypatia*, 8 (2) (numéro spécial « Feminism and Pragmatism »), p. 38-63.
- VICE COMMISSION OF CHICAGO (The) (1911), *The Social Evil in Chicago : A Study of Existing Conditions with Recommendations By the Vice Commission of Chicago*, Chicago, Gunthorp-Warren Printing Company.
- WADE Louise C. (1964), *Graham Taylor : Pioneer for Social Justice, 1851-1938*, Chicago, The University of Chicago Press.
- WALD Lillian D. (1915), *The House on Henry Street*, New York, Henry Holt Company.
- WALD Lillian D. (1933), *Windows on Henry Street*, Boston, Little, Brown, and Company.

- WARD Edward (1913), *The Social Center*, New York et Londres, D. Appleton and Company.
- WARING George E. (1898), *Street-Cleaning and the Disposal of a City's Wastes : Methods and Results and the Effect Upon Public Health, Public Morals, and Municipal Prosperity*, New York, Doubleday & McLure Co.
- WATSON Frank Dekker (1922), *The Charity Organization Movement in the United States : A Study in American Philanthropy*, New York, Macmillan.
- WEBB Beatrice Potter (1926), *My Apprenticeship*, Londres, Longmans.
- WESTBROOK Robert B. (1991), *John Dewey and American Democracy*, Ithaca, Cornell University Press.
- WHIPPS Judy D. (2004), « Jane Addams's Social Thought as a Model for a Pragmatist-Feminist Communitarianism », *Hypatia*, 19 (2), p. 118-133.
- WHIPPS Judy & Danielle LAKE (2020), « Pragmatist Feminism », *Standard Encyclopedia of Philosophy*. En ligne : (<https://plato.stanford.edu/entries/femapproach-pragmatism/#pagetopright>).
- WHITE Gaylord S. (1911), « The Social Settlement after Twenty-Five Years », *The Harvard Theological Review*, 4 (1), p. 47-70.
- WHITMAN Alden (ed.) (1985), *American Reformers : An H. W. Wilson Biographical Dictionary*, New York, The H. W. Wilson Company.
- WHYTE William F. (1941), « The Social Role of the Settlement House », *Applied Anthropology*, 1 (1), p. 14-19.
- WILLIAMS Joyce E. & Vicky M. MACLEAN (2012), « In Search of the Kingdom : The Social Gospel, Settlement Sociology, and the Science of Reform in America's Progressive Era », *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, 48 (4), p. 339-362.
- WILLIAMS Joyce E. & Vicky M. MACLEAN (2015), *Settlement Sociology in the Progressive Years : Faith, Science, and Reform*, Leyden et Boston, Brill (« Boston's South End House : A Sociological Laboratory », chap. 6 : « Greenwich House : The House that Mary Built », chap. 9).
- WILSON Howard E. (1927), *Mary McDowell and Her Work as Head Resident of the University of Chicago Settlement House (Illinois)*, MA UofC (158 p.).
- WIRTH Louis (1928/2006), *Le Ghetto*, Grenoble, Presses de l'Université de Grenoble.
- WOOD Mary I. (1912), *The History of the General Federation of Women's Clubs : For the First Twenty-Two Years of Its Organization*, New York, General Federation of Women's Clubs.
- WOOD Mary I. & Percy V. PENNYBACKER (eds) (1914), « Civic Activities of Women's Clubs », numéro spécial *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*.
- WOODS Eleanor Howard Bush (1929), *Robert A. Woods : Champion of Democracy*, Boston et New York, Houghton Mifflin Company.
- WOODS Robert Archey (1891), « The University Settlements », in Id., *English Social Movements*, New York, Charles Scribner's Sons, chap. III.

- WOODS Robert Archey (1893), « The University Settlement Idea », in J. Addams, R. A. Woods *et al.*, *Philanthropy and Social Progress*, New York et Boston, Thomas Y. Crowell & Company, p. 57-97.
- WOODS Robert Archey (1895), « The Social Awakening in London », in R. A. Woods *et al.*, *The Poor in Great Cities : Their Problems and What Is Doing to Solve Them*, New York, Charles Scribner's Sons, p. 1-41.
- WOODS Robert Archey (1896), « The Andover House », *The Advance*, 32 (1603), 30 juillet, p. 144.
- WOODS Robert Archey (1899), « University Settlements : Their Point and Drift », *The Quarterly Journal of Economics*, 14, p. 67-86.
- WOODS Robert Archey (1906), « Democracy : A New Unfolding of Human Power », in Former Students of Charles Edward Garman (James H. Tufts *et al.*), *Studies in Philosophy and Psychology*, Boston, Houghton, Mifflin, and Company, p. 71-100.
- WOODS Robert Archey (1912), « The Recovery of the Parish : An Address Before the Faculty and Students of Andover Theological Seminary », in Id. (1923), *The Neighborhood in Nation-Building. The Running Comment of Thirty Years at South End House*, Boston et New York, Houghton Mifflin Company.
- WOODS Robert Archey (1914/2020), « Reconstruction sociale : la place du quartier », *Pragmata*, 3, p. 410-427.
- WOODS Robert Archey (1923), *The Neighborhood in Nation-Building. The Running Comment of Thirty Years at South End House*, Boston et New York, Houghton Mifflin Company.
- WOODS Robert Archey (1923/1970), « University Settlements as Laboratories in Social Science », in Id., *The Neighborhood in Nation-Building. The Running Comment of Thirty Years at South End House*, New York, Arno Press, p. 30-46.
- WOODS Robert Archey & Albert J. KENNEDY (1911), *Handbook of Settlements*, New York, Charities Publication Committee pour la Russell Sage Foundation.
- WOODS Robert Archey & Albert J. Kennedy (1922), *The Settlement Horizon : A National Estimate*, New York, Russell Sage Foundation.
- WOODS Robert A. & RESIDENTS AND ASSOCIATES OF THE SOUTH END HOUSE (1898), *City Wilderness : A Settlement Study (South End Boston)*, Boston et New York, Houghton, Mifflin and Company.
- WOODS Robert Archey & RESIDENTS AND ASSOCIATES OF THE SOUTH END HOUSE (1903), *Americans in Process : A Settlement Study*, Boston et New York, Houghton Mifflin Company.
- WORDSWORTH William (1807), « Ode : Intimations of Immortality from Recollections of Early Childhood », in *Poems*, Londres, Longman, Hurst, Rees, and Orme, Paternoster Row (I : 147-158).
- YARROS Victor S. (1938), « The Police and the Settlements », in Caroline Mills Hill, *Mary McDowell and Municipal Housekeeping*, Chicago, Lithographed by Millar Pub. Co., chap. X.

- ZANGWILL Israel (1892), *Children of the Ghetto*, Philadelphie, The Jewish Publication Society of America.
- ZANGWILL Israel (1908), *The Melting-Pot*, New York, The Macmillan Company.
- ZASK Joëlle (2010), « Self-gouvernement et pragmatisme : Jefferson, Thoreau, Tocqueville, Dewey », *Etica & Politica*, 12 (1), p. 113-133.
- ZIMMER Kenyon (2015), *Immigrants Against the State : Yiddish and Italian Anarchism in America*, Urbana, University of Illinois Press.
- ZUEBLIN Charles (orth. Zeublin) (1895), « The Chicago Ghetto », in *Hull-House Maps and Papers*, New York, Crowell, p. 91-111.
- ZUEBLIN Charles (1916), *American Municipal Progress : Chapters in Municipal Sociology*, New York, Macmillan.

NOTES

1 Merci aux remarques des relecteurs, en particulier à Olivier Gaudin et à Pierre-Nicolas Oberhauser. Notre présentation reste générale, centrée sur le rapport au pragmatisme et soucieuse de présenter le dossier de traductions de ce n° 4 (dans lequel il faut inclure le texte de Robert A. Woods, 2020, « Reconstruction sociale : la place du quartier », *Pragmata*, n° 3, p. 384-427 et une série de traductions autour de « Jane Addams, organisations civiques et Parti progressiste : l'élection présidentielle de 1912 », à paraître dans *Pragmata*, n° 5). On traitera ailleurs des questions du mouvement ouvrier, des relations raciales, du travail social et des expérimentations éducatives, qui étaient au cœur de l'activité des *settlements*.

2 Pour prendre un exemple, les 23 mars et 13 avril 1903, la Women's Education and Industrial Union de Boston reçoit deux invités pour des « conférences sociologiques », Jane Addams venue parler de « The Present Day Attitude Toward Social Problems » et Edward Howard Griggs, l'un des orateurs les plus populaires de l'époque, sur « The Ethics of Social Reconstruction » (repris dans son livre *The New Humanism*, 1913, chap. VIII). La « reconstruction sociale » portait aussi bien sur l'ordre économique que politique et moral. Parmi les membres des *settlements*, on retrouve l'expression sous la plume de Graham Taylor, dans un texte qui témoigne de l'interpénétration

du Social Gospel et des Church settlements, « The Social Function of the Church » (1899 : 310) où les *settlements* sont présentés comme « le corps ministériel du Fils de l'Homme, incarnant l'esprit du Christ dans leur ministère en faveur des besoins physiques et sociaux, éducatifs et civiques, moraux et spirituels de nos centres-villes » en contribuant à des « projets de reconstruction sociale ou à des agences économiques de production ou de distribution ». Ou, pour choisir une version un peu plus séculière, Addams (1910a : 236), qui se réfère à la « reconstruction continue de l'expérience » selon John Dewey quand elle présente le Musée du travail dans ses mémoires de vingt ans de Hull House.

3 Arthur Cort Holden, qui deviendra un architecte et un urbaniste de renom à New York, écrit un livre plutôt favorable à « l'idée du *settlement* » (Holden, 1922), dès lors qu'il parvient à faire « reconnaître un intérêt commun et une vie commune entre des gens dont les vies et les environnements sont séparés » et à faire naître un sentiment de proximité (*neighborliness*), ou un « esprit de quartier » entre voisins qui « ouvrent leur esprit et leur cœur ». L'un des enjeux des *settlements* est de surmonter les « barrières de la méfiance et de l'indifférence », et ce même s'ils ne dissolvent pas tout à fait la « barrière des avantages et des privilèges » et la barrière de la culture et de la race. La « méthode

d'approche » des *settlements* est fondée sur l'amitié et la « confiance en l'humanité ». La « compréhension sociale » qu'ils visent requiert observation et enquête sur les grandes forces sociales et économiques, qui peuvent être maîtrisées par « l'application continue d'une intelligence directrice ». Mais Holden a aussi des remarques cinglantes sur l'absence de « conscience sociale » d'une élite qui va humer l'air des bidonvilles pour satisfaire sa curiosité et se donner des émotions (*to go slumming*, *ibid.* : 84), un peu comme les bourgeois allaient s'encanailler dans les quartiers populaires en Europe.

4 Beaucoup de progressistes auraient souscrit à la phrase de John Stuart Mill, dans son *Autobiography*, 1873, p. 149-150 : « *The social problem of the future we consider to be, how to unite the greatest individual liberty of action with a common ownership in the raw material of the globe, and an equal participation of all in the benefits of combined labour.* »

5 Le livre de Gary Dorrien, *Social Ethics in the Making* (2009), raconte la genèse de l'éthique sociale dans le Social Gospel, corrélativement à une transformation des conceptions du « salut social » et de la « justice sociale », et passe en revue une série de théologiens allant de Walter Rauschenbusch à Martin Luther King, en passant par Reinhold Niebuhr. Dorrien examine plus en profondeur les cas de Graham Taylor (du Chicago Commons) ; du pasteur méthodiste

Harry Ward (Northwestern University Settlement, 1898-1900), qu'Addams appelait « mon petit prêcheur » ; et de Reverdy C. Ransom, de l'African Methodist Episcopal Church (Institutional Church and Social Settlement, 1900-1904) (Bowen-Spencer, 1994).

6 On parlait encore, jusqu'au XVIII^e siècle, de « voisinance », « voisinois » ou « visinance » (Godefroy, *Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous les dialectes du IX^e au XV^e siècle*, Paris, 1895 : vol. VIII, 289 et 226) et l'on découvre que « dans les coutumes anglo-normandes, la réunion des voisins compris dans une certaine circonscription, et cette circonscription elle-même » pouvaient être qualifiées de « voisiné ». On peut retenir, pour traduire « *neighborliness* », le mot « vicinité » également en usage dans l'ancien français (Godefroy, *ibid.*, vol. VIII, 226), dont la racine se retrouve aujourd'hui dans la « vicinalité » des chemins (et qui était employé à côté de « voisineté », que l'on traduirait aujourd'hui par « proximité »).

7 Daniel Meyer donne un bon aperçu de ce bric-à-brac intellectuel qu'était, par exemple, le département de sociologie au moment de sa genèse : « L'étendue des recherches dans ces domaines interdépendants, en pleine croissance, est parfaitement illustrée par le département de sciences sociales et d'anthropologie d'Albion Small, un département omnibus qui

s'est développé dès le premier jour pour inclure des cours de sociologie, d'anthropologie, d'ethnologie, d'archéologie, de sciences sanitaires, de *social welfare*, de criminologie, de psychologie sociale et de philosophie politique. Une sorte de caravansérail administratif, provisoire, le Département de science sociale et anthropologie offrait un refuge à un assortiment d'universitaires migrant entre divers domaines disciplinaires. Ici se rencontraient l'administration professionnelle des œuvres de charité de Charles R. Henderson, la science sanitaire de Marion Talbot, l'économie réformatrice d'Edward W. Bemis, les enquêtes ethnographiques de Frederick Starr et bientôt, la psychologie sociale de William I. Thomas. » (Meyer, 1994 : 118).

8 Nombre de sociologues sont passés par les *settlements*, s'y sont formés, ont travaillé pour eux ou y ont acquis une sensibilité réformatrice. Pour prendre quelques exemples, Emory S. Bogardus, avant d'avoir son doctorat en 1911 à l'Université de Chicago et de diriger la sociologie à l'University of Southern California, a séjourné au Northwestern University Settlement, fondé en 1891 par Charles Zueblin, alors professeur à l'Université de Chicago, après avoir été résident de Hull House ; W. E. B. et Nina Du Bois ont été accueilli au College Settlement de Philadelphie, dans le 7th Ward, en 1896, au moment de l'enquête porte-à-porte en vue de la rédaction de *The Philadelphia Negro* ; Mary Roberts Smith (Coolidge), première professeure titulaire à plein temps de

sociologie, à Stanford University, qui publie *Almshouse Women* en 1896, est licenciée en 1904 et travaille au San Francisco Settlement Association's South Park Settlement – avant de rejoindre Carnegie à Washington en 1907. Mary K. Simkhovitch avait réuni, dans le Comité d'enquêtes sociales (Committee on Social Studies) de Greenwich House, les anthropologues F. Boas et E. R. A. Seligman, l'économiste E. T. Devine, le sociologue F. H. Giddings, le psychologue L. Farrand, les économistes H. R. Seager et V. Simkhovitch, le critique R. Bourne et le philosophe et pédagogue J. Dewey (responsable du comité d'éducation après qu'il fut arrivé à Columbia en 1906).

9 Une citation plus extensive de cette lettre de William James à son amie Mrs [Sarah Whyman] Whitman, artiste des plus en vue, mécène de Tuskegee ou Radcliffe, proche du mouvement Arts & Crafts, connue pour ses couvertures des livres de Houghton Mifflin et pour ses vitraux : « En ce qui me concerne, ma religion est faite (*my bed is made*) : je suis contre le gros (*bigness*) et le grand (*greatness*) sous toutes leurs formes et pour les forces moléculaires invisibles qui travaillent d'un individu à l'autre, s'infiltrant dans les anfractuosités de ce monde comme autant de racinelles molles ou comme le suintement capillaire de l'eau, et condamnant pourtant les monuments les plus forts de la fierté de l'homme, si vous leur donnez du temps. Plus l'unité à laquelle vous avez affaire est grande

(*big*), plus elle est creuse, plus elle est brutale, plus elle est mensongère. Je suis donc contre toutes les grosses (*big*) organisations en tant que telles, les nationales par-dessus tout, je suis contre les grands succès et les grands résultats, et en faveur des forces éternelles de la vérité, qui travaillent toujours de façon individuelle et infructueuse dans l'immédiat, et pour les outsiders toujours, jusqu'à ce que l'histoire adienne, après qu'ils sont morts de longue date, et les porte au sommet. » (Lettre à Mrs [Sarah Whyman] Whitman, 7 juin 1899, in *The Letters of William James*, H. James, ed., 1920, Boston, The Atlantic Monthly Press : II, 90).

10 Sur la variété des perspectives, organisations, finalités et publics autour des mots d'ordre du mouvement progressiste (une catégorie qui s'impose autour de 1910), on pourra lire les comptes rendus du débat lancé par la notice nécrologique, « Obituary », de Peter Filene (1970) dans les revues bibliographiques de Daniel Rodgers (1982 – plus de 5 ans avant son *Atlantic Crossings*, 1998) et Robert Johnston (2002).

11 Sur une semaine, on peut y suivre des cours de langues, de botanique ou de géographie, lire Spinoza ou Bacon, apprendre la menuiserie, la gravure ou la poterie, prendre des leçons de violon, assister à des concerts, à des expositions d'art ou à des pièces de théâtre, tandis que s'y rassemblent des clubs ou des associations comme la Pupil Teachers' Association. Il y

aurait 600 membres sur le registre des cours et 600 tickets auraient été vendus pour les conférences de l'extension universitaire – soit plus de 1 000 personnes par semaine. Les vingt universitaires qui résident à Toynbee Hall travaillent à « nouer des amitiés avec les gens et répondre à leurs besoins en matière de gestion scolaire, de coopération, de gouvernement local, d'organisation caritative et de vacances des enfants à la campagne ». S'y réunissent le Club Lolesworth (de locataires du quartier), le Whittington Club et les United Brothers (Booth, 1899 : 124).

12 La première tentative d'implanter un *social settlement* en France a été *L'Œuvre sociale* de Marie Gahery, qui s'installe en 1896, avec le soutien du Marquis Albert Costa de Beauregard, dans le quartier de Popincourt – une histoire que racontera Apolline de Gourlet (1904), qui traduit le terme en français par « colonies sociales ». Le mouvement des Maisons sociales est attaqué tant par la frange la plus conservatrice de l'Église que par les anti-cléricaux, qui y voient un déguisement des congrégations dissoutes. Il est interdit en 1909, suite au procès de Marie-Jeanne Bassot. Mais celle-ci recrée aussitôt en 1910 la Résidence sociale de Levallois-Perret. Le mouvement essaimera suite à la création de la Fédération des centres sociaux de France en 1922 – une histoire qui est relue aujourd'hui comme l'une des origines de l'invention de l'assistance sociale (Fayet-Scribe, 1990 ; Durand, 2006). On pourrait encore évoquer le Sillon

de Marc Sangnier, une entreprise qui s'inscrivait dans la perspective d'un catholicisme social et qui fondera un large mouvement d'éducation populaire, composant entre Église et République. Ce que nous enseigne la lecture, à Chicago, de Jane Addams ou de George H. Mead, à Harvard, de Josiah Royce ou de Mary P. Follett, c'est l'émergence aux États-Unis d'une nouvelle espèce d'éthique sociale, aussi différente, du reste, du catholicisme social, dans la version d'Albert De Mun ou de l'Abbé Lemire, que du christianisme social, mâtiné d'hégélianisme, qui avait cours en Angleterre.

13 Vida D. Scudder, première femme américaine à avoir étudié en graduation à Oxford, professeure à Wellesley College, co-fondatrice en 1887 avec Helena Dudley, Katharine Coman et Katharine Lee Bates de la College Settlements Association, membre à partir de 1888 de la Society of Christian Socialists et administratrice de Denison House à Boston de 1893 à 1913, a publié la très largement diffusée *Introduction to the Writings of John Ruskin* (1890) et mené l'enquête sur la genèse d'un certain nombre d'« idéaux sociaux » dans « L'Angleterre de nos pères » – remontant à William Langland, Jonathan Swift, Thomas More et Charles Dickens et William Trackeray, George Eliot (Mary Ann Evans), Thomas Carlyle, John Ruskin, Matthew Arnold. Cette galerie d'« idéaux sociaux » – les œuvres de David Thoreau et Walt Whitman sont parmi les américaines

entretissées avec les britanniques – sont reprises dans une réflexion sur la « reconstruction sociale » de la démocratie (Scudder, 1898 : chap. XI).

14 Un modèle de guilde était l'Art Workers' Guild fondée en 1884 par des proches de William Morris et liée au mouvement des « Arts et Artisanats » (Arts & Crafts) : elle rejetait l'opposition entre arts appliqués et beaux-arts et se battait contre la laideur engendrée par la révolution industrielle, donnant naissance en 1887 à l'Arts and Crafts Exhibition Society (et conduisant May Morris à fonder en 1907 l'alternative féminine Women's Guild of Arts). Ruskin et Morris étaient des références fortes dans le milieu des *settlements* américains. Une association Arts & Crafts est créée à Hull House en 1898, sous l'égide de Jane Addams et Ellen Gates Starr, dont faisaient partie Frank Lloyd Wright (Stankiewicz, 1989), ou Oscar Lovell Triggs, qui fonde l'Industrial Art League en 1899, publie *Chapters in the History of the Arts and Crafts Movement* (1902) et édite le *Bulletin of the Morris Society of Chicago*.

15 Ce mouvement pour une culture éthique défendait une morale non théologique (plus tard, Coit traduira l'*Éthique* de Hartmann en anglais et s'intéressera aux *Formes élémentaires de la vie religieuse* de Durkheim), prônait le développement d'une philanthropie républicaine, mettait l'accent sur l'éducation et la réforme de soi, comme complément de la réforme sociale. La Société pour

une culture éthique (Society for Ethical Culture) de Chicago, dirigée par William M. Salter à sa fondation en 1882, était très impliquée dans l'émergence d'une aide sociale, mais aussi médicale et légale (Joseph W. Errant au sein du Bureau of Justice) et a entretenu des liens étroits avec Hull House (Jane Addams, Ellen Starr, Charles Zueblin...) dès 1889. Salter proposa en 1898 la création d'une *neighborhood guild* (135W 14th Street) qui devint la Henry Booth House.

16 Woods Robert A. & Albert J. Kennedy, 1911, *Handbook of Settlements*, New York, Charities Publication Committee pour la Russell Sage Foundation. Il avait été précédé par une brochure de 75 pages, préparée par John Palmer Gavit (1897), le premier éditeur de la revue *The Commons* pour le compte de la College Settlements Association (qui dénombrait également les centres britanniques, indiens et japonais) et par la bibliographie de Caroline Williamson Montgomery, 1905, *Bibliography of College, Social, University and Church Settlements*, Chicago, The College Settlements Association. Pour Chicago, plus spécifiquement, voir la thèse de Master de Josephine Raymond, 1897, *The Social Settlement Movement in Chicago*, Madison, MA Letters Diss., The University of Wisconsin. Pour ceux qui veulent poursuivre l'enquête, un certain nombre d'informations sont accessibles sur le web dans le Social Welfare History Project. D'autres sont éparpillées dans James R. Grossman, Ann D. Keating, Janice L.

Reiff (eds), 2004, *The Encyclopedia of Chicago*, Newberry Library et Chicago Historical Society, University of Chicago Press, ou Kenneth T. Jackson (ed.), 2010, *Encyclopedia of New York City*, New Haven, Yale University Press. Voir aussi Domenica M. Barbuto, 1999, *American Settlement Houses and Progressive Social Reform : An Encyclopedia of the American Settlement Movement*, Phoenix, AZ, The Oryx Press.

17 Tonn (2003 : 122-125 et 243) raconte que Follett avait réussi à garder de bonnes relations avec les leaders des *settlements*, qui auraient pu tirer ombrage de la vague des centres sociaux qui leur faisaient concurrence. Elle participe en mars 1913 à une « Inter-City Settlement Conference ». Elle prend la parole à la même table que John Lovejoy Elliott de la Hudson Guild à Chelsea Village, New York, qui était, lui aussi, un fervent défenseur du *self-government* dans les communautés de quartier. Elliott avait organisé sur West 25th Street les Hurly Burles, un club de divertissement pour jeunes hommes et créé différents programmes sociaux et culturels dans ce quartier d'ouvriers à dominante irlandaise et allemande, qui avaient fini par se fédérer dans la Hudson Guild Settlement House (sur le modèle de la Neighborhood Guild). Un immeuble finirait par être construit sur 436 W 27th Street, avec salles de réunion, bains publics, imprimerie et bibliothèque. Précurseur de la « culture éthique », avec Felix Adler et Stanton Coit, Elliott serait l'un des fondateurs de la

NAACP en 1909 et de l'American Civil Liberties Union en 1920, chairman de la National Federation of Settlements (1919-23) et responsable de l'United Neighborhood Houses of New York (Hohoff, 1959).

18 La création de l'University of Chicago Settlement (avec ses terrains, son bâtiment, et son gymnase, situé à l'origine au 4630 Gross Avenue), dont le Conseil est perçu comme le Comité philanthropique de la Christian Union (composée de membres de l'Université, du YMCA et WMCA, de l'UoC Settlement et des organisations religieuses de l'Université et statuant sur la vie religieuse à l'Université), va de pair avec la mise en place par Mary McDowell d'une « organisation volontaire », l'University Settlement League of Women. L'institution du *Settlement Sunday* à partir de 1903 indique l'importance de cette organisation pour l'Université, même si elle a rechigné parfois à la financer. Les premiers orateurs, en 1903, ont été Mary McDowell, Jane Addams et Charles Zueblin (*Annual Register*, 1904). Mead intervient le 27 octobre 2007 avec « Le social settlement : son fondement et sa fonction », puis à nouveau le 16 octobre 1910 (*Annual Register*, 1910-1911 : 200), avec « Sur le rôle des social settlements ». Ces conférences s'inscrivent dans la série des prêches hebdomadaires à Mandel Hall, en compagnie de Mary McDowell et John Curtis Kennedy (qui sera l'auteur principal de l'enquête *Wages and Family Budgets in the Chicago Stockyards District*, menée sous l'égide du Conseil de UoC

Settlement et publiée par les Presses de l'Université en 1914).

19 Ces liens sont personnels et étroits. Dans une lettre, datée probablement de fin juin 1894, Alice Chipman Dewey écrit à son mari et raconte comment leur fils Frederick, alors âgé de 7 ans, est tombé en larmes à la vue d'un mendiant aveugle à St Cloud, à côté de Paris. « Cher Papa [...] je veux vivre dans le quartier le plus pauvre de Chicago où vivent les plus pauvres. Je ne savais pas que c'était le quartier le plus pauvre où habite Miss Addams jusqu'à ce que maman me dise : "Nous allons faire la même chose si tu veux bien." Je pense que Miss Addams est très gentille de faire cela et je veux [faire la même chose]. Je vais être très riche et à tous les pauvres de ce quartier qui veulent manger et n'ont plus d'argent, au lieu de donner de l'argent, je vais donner du travail. » Dans une lettre du 14 septembre 1894, Dewey répond à Frederick et Evelyn que Miss Addams serait d'accord pour les accueillir à Hull House. En novembre 1894, « Johnnie » prospecte autour du *settlement*, repère un bout de quartier sympathique dans le Near West Side et envisage d'apprendre à faire du vélo pour réduire le temps de transport jusqu'à l'Université ! Les enfants semblent attachés à Hull House. Le 16 décembre 1897, Dewey remet un cadeau de la part des enfants à Jane Addams et laisse un couteau, offert par Evelyn, pour Mrs Lathrop, avant d'aller aider Mary Smith à emballer les cadeaux de Noël pour les enfants du quartier – le vendredi soir, il dîne avec 25 habitants

du quartier. En 1900 naît Jane Mary Dewey, nommée d'après Jane Addams et Mary Rozet Smith (compagne et mécène d'Addams). Et dans des circonstances dramatiques, Addams et Mead envoient un télégramme le 1^{er} octobre 1904 aux Dewey après la disparition de leur fils Gordon en Italie, pour cause de diphtérie. Ils leur annoncent qu'un service funèbre s'est tenu avec 70 personnes au théâtre de Hull House – Tufts y lit un émouvant éloge (reproduit dans la *Correspondence*, n° 01282, 1904.10.01). Addams consacrera un chapitre de *The Excellent Becomes the Permanent* (1932, p. 61-73) à Gordon Dewey.

20 Une édition digitale de la correspondance et des écrits de Jane Addams de 1901 à 1935 est disponible à l'adresse suivante : (<https://digital.janeaddams.ramapo.edu>), tandis que celle de John Dewey a été rassemblée en 2008, dans *The Correspondence of John Dewey, 1871-1952 (I-IV)*, Electronic Edition, Charlottesville, VA, InteLex Corporation.

21 Dewey est présent aux côtés de Grace Abbott et de Frances Perkins à la remise du Carey Thomas Prize à Addams par Bryn Mawr College (*College News*, 6 mai 1931) : « Miss Addams a été à la tête de tous les mouvements de progrès social dans ce pays, a déclaré le professeur Dewey. Elle a parrainé des forums publics à Hull House où chacun peut avoir son mot à dire. Ses études sociales ont précédé l'introduction dans les collèges des départements de sociologie. Elle a été active

dans la formation des travailleurs sociaux, dans la lutte pour la santé publique, dans la mise en place d'un traitement plus intelligent des jeunes délinquants par les tribunaux. Elle a beaucoup fait pour développer la culture des étrangers, et prévenir la rupture si commune entre les immigrants et leurs enfants, pour préserver leur respect de soi. Elle ne s'est jamais alliée à un quelconque "isme" politique, mais elle a toujours conservé sa foi dans la démocratie. Enfin, elle a fait de Hull House, avec toute son efficacité, un lieu amical. »

22 Lettre de condoléances de Graham Taylor à Henry C. A. Mead, 26 septembre 1931 : « Plus que lui ou que quiconque d'entre nous ne le sait, les mouvements des *social settlements* et du *city club* devaient beaucoup à son enrôlement et à son orientation. » (Special Collections Research Center, George Herbert Mead Papers 1855-1968, Box 1, Folder 12).

23 Une partie de ces documents est accessible aux Special Collections Research Center, George Herbert Mead Papers 1855-1968, Box 15 Folder 27. Voir aussi Deegan & Burger (1978 : 365-368). Mead est sensibilisé au problème de la formation professionnelle et continuera de contribuer à la question dans un rapport à la Commission d'éducation publique du City Club de Chicago (Box 15 et 16).

24 Harriet Park Thomas était devenue une amie proche de Helen Castle Mead. C'est chez les Mead

qu'elle récupérera en 1921 après une hospitalisation, elle accompagnera les Mead à Honolulu en 1913, et, à partir de mars 1925, elle y séjournera pendant plusieurs mois (chez Harriet Castle Coleman, sœur de Helen). Elle y rencontrera Robert Ezra et Clara Cahill Park, alors qu'ils visitaient Hawaii dans le cadre de l'enquête sur les Pacific Race Relations.

25 Dans cette exposition, la section « Darker Chicago » est mise en regard de la section « Idealistic Housing » où sont présentés des plans de Riverside et Lake Forest, ainsi que de Forest Hills Gardens à New York et Roland Park à Philadelphie (Levine, 2016 : 81-82).

26 « *Be willing to have it so. Acceptance of what has happened is the first step to overcoming the consequences of any misfortune.* » (William James).

27 Mais des leaders éclairés comme Addams, Woods, ou McDowell ont une vision plus modérée et plus réaliste de la fonction sociale du saloon. « On compte un saloon pour quarante électeurs. Ces saloons sont des centres politiques et sociaux, le tenancier du saloon et le politicien du *ward* étant les interprètes des institutions américaines. Le saloon sert souvent d'agence pour l'emploi et de banque où les chèques peuvent être encaissés. C'est le seul endroit proche des Stockyards qui offre une place confortable à l'heure du déjeuner. » (McDowell, 1901 : 7).

28 On est tenté ici de continuer la citation tirée de la brochure de présentation de la Friendship House, un *settlement* de Washington D. C., en 1909, pour montrer comment la foi démocratique se superpose à la foi moralisatrice et religieuse dans la bataille des « agences de prévention » contre les « forces de destruction » (Taylor, 1899). « Les forces résidentes sont les forces rédemptrices », comme le formule Eduard Lindeman (1921 : 159) ; la démocratie de proximité a une tonalité « curative et salvatrice » (*healing and saving*) (Woods, 1893) ! L'objectif est « [...] de tirer les garçons et filles hors des rues et autres lieux de récréation malsains ; de promouvoir la tempérance, la frugalité et la maîtrise de soi et de former la main, l'œil et l'esprit par l'enseignement des arts et métiers (*useful arts*) ; de cultiver l'esprit de voisinage, éveiller l'intérêt pour l'amélioration de la vie civique et établir les bases d'une citoyenneté honnête et progressive ; de développer l'amour du beau et du bon, de bannir l'égoïsme par l'esprit de bienveillance fraternelle, de soulager les accablés et de fraterniser avec les affligés ; de saisir l'occasion pour les plus fortunés de se mettre au service des moins fortunés ; et, surtout, d'amener les hommes et les femmes à mesurer leur vie à l'aune de Jésus-Christ. En bref, d'être le centre social et de répandre une influence éducative et religieuse positive dans la communauté. » Ida A. Green avait étudié au Chicago Theological Seminary et travaillait pour les Associated Charities de Washington, la Ligue nationale anti-saloon et la

YWCA, avant de devenir pasteur congrégationaliste.

29 La question de la propreté des rues est devenue un véritable problème public dans les municipalités au cours des années 1890. Plusieurs thèses sont alors soutenues à l'Université d'Illinois sur les méthodes de traitement des déchets ménagers et industriels. Les rapports de santé publique se multiplient, au cours des années 1890-1910, municipalité après municipalité. George E. Waring, commissaire au nettoyage des rues de la Ville de New York, rend publiques en 1898 les solutions mises au point à New York dans *Street-Cleaning and the Disposal of a City's Wastes : Methods and Results and the Effect Upon Public Health, Public Morals, and Municipal Prosperity*, New York, Doubleday & McLure Co. Pour une présentation de cette guerre civique des ordures à Chicago dans les années 1890, dans laquelle Jane Addams, Florence Kelley ou Mary McDowell se sont beaucoup engagées : cf. Addams, 1910a : 98-100 et 281-289 ; et Louise W. Knight, 2006, « Garbage and Democracy : The Chicago Community Organizing Campaign of the 1890s », *Journal of Community Practice*, 14 (3), p. 727 ; et Eileen McGurty, 1998, « Trashy Women: Gender and the Politics of Garbage in Chicago, 1890-1917 », *Historical Geography*, 26, p. 27-43.

30 Le Plan Burnham-Bennett de 1909, par exemple, si souvent cité, ne sera que très partiellement réalisé. Pendant longtemps, n'ont prévalu

que quelques règles de régulation du marché immobilier, de protection contre l'incendie et les *frontage-consent ordinances*, qui protégeaient les quartiers résidentiels contre l'installation à proximité d'écuries ou de saloons et maintenaient les rues à distance des immeubles. Les premières ordonnances de zonage seront votées à Chicago en 1923, mais rien de comparable avec la planification urbaine engagée en Angleterre ou en France.

31 La lettre originale de Mead à Frank B. Noyes, l'éditeur du *Chicago Record Herald*, est reproduite par Rigley & Lundy (2015).

32 Le parcours de Raymond Robins, l'un des leaders du mouvement des *settlements* dans les années 1900, qui gagne ensuite une dimension politique à l'échelle nationale, vaut la peine d'être racontée. Il avait été mineur de charbon et d'argent dans le Tennessee et le Colorado, s'enrichit en prospectant or au Nouveau Mexique et kaolin en Floride, où il apprend le droit en 1895, et aurait fait fortune dans la ruée vers l'or du Klondike en 1897 (ce qui est mis en doute par Salzman, 1991), devient pasteur congrégationaliste à Nome, Alaska où il bataille contre vice et corruption de cette *boomtown* (Davis, 1959). Il rejoint Chicago en 1900 où il devient travailleur social (Taylor, 1936 : 260). Entre 1901 et 1903, il est le modérateur des débats du « *free floor* » du Chicago Commons dont il est résident (Taylor, 1930 : 303) avant de passer *head resident* du

Northwestern Settlement de 1903 à 1907. Il coopère avec Robert Hunter à l'inspection de parcs et aires de jeux. Il crée avec James Mullenbach et dirige le refuge pour sans-abri (Municipal Lodging House, 12 South Jefferson Street) (Robins, 1902). Il contribue à l'élection de William Dever comme *alderman* en 1902 et en 1906 sur la 17^e circonscription – le Club communautaire des Commons et le Club civique de Northwestern réussissant à contrer le pouvoir des machines politiques. Et, en 1905, il travaille avec le jeune Harold Ickes à la campagne du maire John Harlan et les deux rejoignent Charles Merriam en 1906 et 1907 pour l'inclusion d'une loi municipale sur les pratiques de corruption et la publication des dépenses de campagne et se bat pour la propriété municipale des tramways. Robins rejoint le Board of Education de Chicago entre 1906 et 1909, nommé par le maire Edward Dunne, où il côtoie Addams, Emmons Baine, Louis Post, Cornelia DeBey et John Sonestebey. Excellent orateur, Robins ne cesse de donner des conférences – ainsi le 9 février 1908, il parle à la Women's Trade Union League (WTUL) le même après-midi que Mead (« Educational Aspects of Trade Schools »). Il milite pour la *single tax* de Henry George et pour une politique de prohibition. Il est aux avant-postes en 1911-13 du Men and Religion Forward Movement, un mouvement de prosélytisme des églises protestantes. Il fait campagne pour William Jennings Bryan aux présidentielles de 1908, rejoint le Parti progressiste dont il est l'un

des leaders en 1912, se présente aux sénatoriales en 1914 et préside la Convention nationale du Parti progressiste en 1916 et 1917. Par la suite, on le retrouve à la tête de la Croix Rouge en Russie, il rencontre Lénine en 1918 – et deviendra actif dans les relations diplomatiques avec la Russie. En 1905, il épouse Margaret Dreier (Mary Dreier, 1950), membre de la Woman's Municipal League où elle intervient contre la prostitution, qui fonde avec Frances Kellor la New York Association for Household Research pour les travailleurs domestiques. Elle rejoint la Women's Trade Union League dès 1904, dont elle dirige la section de New York en 1905, puis celle de Chicago de 1907 à 1914 et le syndicat à l'échelle nationale de 1907 à 1922 – elle finance une partie de la première Convention de 1907. Les Robins, avec Elizabeth Robins, actrice célèbre et militante féministe, acquièrent Chinsegut Hill en Floride en 1905.

33 Les remarques d'Emma Goldman, juive russe (née à Kaunas en Lituanie), sur les *settlements* sont intéressantes en ce qu'elles montrent la perception par des militantes plus radicales de cette forme d'action. Goldman s'était sentie vexée de n'avoir pas été invitée à une soirée en hommage à Paul Orleneff à Hull House, alors qu'Addams et ses proches aimaient, écrit-elle, à se déguiser en paysans russes et avaient fait toute une histoire autour de la venue du Prince Kropotkine. Goldman explique à l'un de ses amis qui s'en indigne « qu'elle n'était pas venue à être connue par

Miss Addams comme une princesse » (Goldman, 1931 : 272). Elle connaissait bien par ailleurs le Nurses' Settlement sur Henry Street, où vivait sa meilleure amie, Emma Lee, et elle souligne l'intérêt de Lillian Wald, Lavinia Dock et Helene Mac Dowell pour « la condition économique des masses » (*ibid.* : 119). Mais, écrit-elle, « leur travail me semblait palliatif. C'est bien beau d'enseigner aux pauvres à manger avec une fourchette, mais à quoi ça sert quand ils n'ont pas de nourriture ? » Et elle décrit son malaise lors du mariage d'une jeune couturière, devenue « la protégée (*pet*) du settlement » (*ibid.* : 120), et qui, pour avoir appris les bonnes manières, se sentait supérieure à son milieu d'origine et à son futur époux...

34 L'*Inter Ocean* était un autre journal publié à Chicago. Un article du 21 octobre 1901 raconte comment la veille, dans une réunion de Hull House sur la « suprématie commerciale » des États-Unis, Pfuetzner a provoqué une tempête en appelant à une révolution par insurrection armée plutôt qu'au recours au scrutin électoral. *Le Chicago Daily Tribune* titre : « Hull House arrête un "Rouge" : Un anarchiste diffuse ses vues et il se fait siffler par les auditeurs. »

35 La question de « l'américanisation des immigrants par le médium du quartier » et de leur travail d'interprétation est posée par John Daniels, dans son enquête pour la série des « Americanization Studies »

financée par la Carnegie Corporation (Daniels, 1920 : 165-169). Il analyse l'approche des *social settlements* dans le chapitre VI. Il soulève le problème de la mobilité géographique des migrants : les *settlements* doivent soit accepter de les suivre, soit se résigner à changer de clientèle (*ibid.* : 171). Il remarque que le *settlement work* devient professionnel et rémunéré, que les membres qui y habitent constituent des petits groupes qui restent souvent étrangers au quartier (*ibid.* : 173-175), qu'ils atteignent plus facilement les enfants et les mères à travers l'organisation de « clubs » (*ibid.* : 181-182), que les « clubs de femmes mixtes racialement ne sont pas si fréquents, ni les plus fructueux » (*ibid.* : 187), mais que parfois de tels clubs (Bohémiennes et Polonaises de Chicago) peuvent être mobilisés sous la forme d'une Ligue civique (*ibid.* : 190)

36 La Ligue urbaine de Chicago (Chicago Urban League) était une association interracial (ni organisation de masse, ni organisation communautaire, lit-on dans l'*Encyclopedia of Chicago*) dont les travailleurs sociaux, noirs, aidaient les migrants noirs du Sud qui débarquaient à Chicago à régler leurs problèmes de travail et de logement.

37 Un certain nombre d'éléments sur les rapports de Hull House et du département de sociologie de Chicago sont accessibles dans le livre de Mary Jo Deegan, *Jane Addams and the Men of the Chicago School* (1988). Le livre contient une curiosité, un long

poème écrit par Ernest W. Burgess en hommage à « Saint Jane », « mère des pauvres et des désespérés et de toute l'humanité », qui témoigne de sa connaissance intime de l'œuvre d'Addams et du monde des *settlements* (Deegan, 1988 : 150-151). Burgess y fait référence au livre *The Red Network* d'Elizabeth Dilling (1934), le « *Who's Who in Radicalism* », « tableau d'honneur de ceux qui ont gardé la foi », où son nom, comme sympathisant communiste (Dilling, 1934 : 269), apparaît aux côtés d'un très grand nombre de membres des *settlements*. Dilling réservait une place de choix à Addams (*ibid.* : 51-53 et 259-261), en recensant toutes ses appartenances à des organisations qui avaient des liens avec le projet pacifiste, socialiste ou communiste. Cette ode de Burgess, qu'il aurait espéré publier dans *The Survey Graphic*, aux côtés de la notice de Graham Taylor, après le décès d'Addams en 1935, est d'autant plus surprenante que l'homme était connu pour sa discrétion.

38 Pour se faire une idée de l'ampleur des flux migratoires avant 1918, d'après *The American Jewish Year Book*, publié par le Bureau of Jewish Social Research (1922), on comptait, en 1918, 3 300 000 juifs aux États-Unis, dont 1 500 000 à New York (696 000 à Manhattan, 568 000 à Brooklyn, 211 000 dans le Bronx – et une augmentation entre 1907 et 1918 de 699 000 personnes dans l'État de New York), 225 000 à Chicago (augmentation de 137 000 personnes pour l'Illinois), 200 000

à Philadelphie (augmentation de 173 000 en Pennsylvanie), 100 000 à Cleveland (augmentation de 82 000 personnes dans l'Ohio) et 77 500 à Boston (augmentation de 100 000 personnes dans l'État du Massachussets). Par comparaison, les trois pays qui comptaient à l'époque les communautés juives les plus nombreuses étaient l'Ukraine 3 300 000 juifs, la Pologne 3 070 000 et la Roumanie 1 000 000 (Allemagne : 500 000, Hongrie : 450 000, Tchécoslovaquie : 349 000, Grande Bretagne : 286 000, Lituanie : 250 000, Autriche : 200 000, Turquie : 178 000 et 85 000 en Palestine). En proportion, la Lituanie arrive en tête avec 12,5 % de sa population juive, l'Ukraine 11 %, et la Pologne 11 %.

39 Hannah S. Solomon, la fondatrice en 1893 du NCJW, se souvient dans ses mémoires, *Fabric of my Life* (1946), de ses liens avec Addams, Starr et Lathrop, mais aussi Laura Dainty Pelham (actrice des circuits de Chautauqua et du Lyceum, qui devient directrice du théâtre Hull House Players), ou Ellen Martin Henrotin (la femme d'un des fondateurs de la Bourse de Chicago, très active dans le Chicago Woman's Club et le Woman's City Club et la fédération de clubs féminins à l'échelle nationale) (*ibid.* : 97 sq.). Elle crée un Bureau of Personal Service destiné à aider les immigrants juifs, en particulier de Russie, aide à réformer l'école de formation industrielle pour jeunes filles de l'Illinois en 1905, s'implique dans la fondation du tribunal pour mineurs et

est la première femme juive à entrer au Woman's City Club.

40 Dans *I Came a Stranger : The Story of a Hull-House Girl* (1989), Hilda Satt Polacheck raconte comment la vie de la petite fille de la Jewish Training School a été changée par la fréquentation de Hull-House. Elle devient la secrétaire de l'Ariadne Club, club de lecture et d'écriture, donne elle-même des cours d'anglais, participe au Musée du travail, suit des cours de danse. Et elle assiste au Hull-House Players, le théâtre du *settlement*, aux performances de *Ghosts* d'Ibsen ou *Mrs Warren Profession* de George Bernard Shaw, elle écoute William Butler Yeats réciter ses poèmes ou déclamer le poème de Morris Rosenfeld, traduit du yiddish, « The Sweat Shop », mis en musique par Eleanor Smith, responsable de l'école de musique. Polacheck elle-même en viendra à écrire une pièce, *The Walking Delegate*, jouée le 10 avril 1912.

41 En 1900, 194 Américains sur 100 000 mouraient de la tuberculose, l'une des principales causes de décès, derrière la pneumonie et la grippe. Le traitement efficace par antibiotiques (streptomycine et isoniazide) n'a été introduit qu'après la Seconde Guerre mondiale, mais un véritable mouvement contre la tuberculose s'est développé à partir du milieu de la décennie 1900. Les efforts de prévention (suppression des coupes communes aux fontaines publiques, lois interdisant de cracher, éducation à l'hygiène par des associations),

de santé communautaire (suivi par des infirmières-visiteuses, désinfection d'espaces contaminés, camps au plein air) et de santé publique (dispensaires, sanatoriums, hôpitaux) ont permis de réduire le taux de mortalité dû à la tuberculose à 113/100 000 en 1920 et 71/100 000 en 1930. Hull House et Henry Street Settlement étaient en première ligne de ce combat.

42 Le livre de Rivka Shpak Lissak, *Pluralism and Progressives : Hull House and the New Immigrants 1890-1919* (1989) est une éclairante tentative pour mieux comprendre empiriquement, avec des outils d'histoire sociale, l'action de Hull House vis-à-vis des communautés migrantes du Near West Side. Mais comme il arrive parfois avec l'histoire sociale, elle tend à démettre nombre de propositions de femmes de Hull House comme des discours idéologiques qui recouvrent des faits bien plus ambigus et problématiques. Son travail n'en est pas moins décapant. Elle a parfois quelques raccourcis sur le racisme de l'époque, mis sur le compte d'une espèce de darwinisme social anglo-saxon à l'encontre des Européens du Sud et de l'Est. Elle a la dent dure contre Woods (par exemple Woods & Kennedy, 1922 : 326) qui, de fait, était membre de la Ligue de restriction de l'immigration (Immigration Restriction League) de Boston, l'organisation la plus en pointe du mouvement de rejet des migrants non-anglo-saxons et de régulation des flux d'immigration. Il est difficile, toutefois, de savoir si

ses propositions de sélectionner les migrants en fonction de leur niveau d'éducation (sans même d'examen d'anglais) et de leur compatibilité avec les « valeurs américaines » (plus problématique), peuvent être qualifiées de racistes ou si elles découlaient du constat sur le terrain de l'incapacité d'intégration de nombreux migrants. Woods déplorait que certains d'entre eux, condamnés à un « mode de vie inhumain » aux États-Unis, n'avaient pas beaucoup gagné à quitter leur pays d'origine. Par ailleurs, Woods était assez représentatif d'une élite protestante et patriote : il avait un agenda de construction nationale et de sélection du meilleur « matériau humain » à cette fin (Woods, 1929 : 350) ; et au nom de la « ségrégation progressive de la communauté de ses types dégénérés et dégradés », en vue d'un « meilleur standard de moralité sociale », il était très actif dans les batailles juridiques contre le vagabondage (*tramp evil*) et contre l'alcoolisme (Woods & Kennedy, 1911 : 127). Ce profil était courant dans le mouvement réformateur. Lissak tire du coup un peu trop l'agenda des *settlements*, en particulier celui de Hull House, du côté des politiques d'assimilation. Là encore, il faut être prudent. Une partie des *settlements* fonctionnaient encore comme des « missions » et endossaient sans recul les visées des politiques d'américanisation. Mais celles-ci étaient très discutées et on ne peut ignorer les efforts expérimentaux, et nécessairement tâtonnants, d'une organisation

comme la Ligue de protection des immigrants (nom pris en 1910-1911 de l'Immigrants' Protective League), en matière de protection, information, traduction, assistance sociale, éducation pour adultes, soins de santé, aide à l'emploi, droit du travail (cf. ses *Annual Reports*. À Chicago, en 1909-1910, l'organigramme est le suivant : présidence, Julian W. Mack ; vice-présidence, G. H. Mead et J. Addams ; direction, Grace Abbott ; secrétariat, Sophonisba Breckinridge ; trésorerie, Charles L. Hutchinson – rapport publié par les Headquarters, Room 435, 158 Adams Street, Chicago, Illinois. Au cours des années 1909-1912, on retrouve parmi les trustees Julia Lathrop, Ernst Freund, Raymond Robins, Mary McDowell, Joseph T. Bowen, Harriet Park Thomas, Julius Rosenwald, Alexander A. McCormick, Edgar A. Bancroft...). Ces dispositifs étaient avant tout conçus comme permettant aux immigrants d'accéder à une vie décente et, au-delà de leur naturalisation, de devenir des citoyens à part entière ; et pour Addams, comme pour Dewey, Bourne, Kallen ou Locke, la valorisation et le maintien des cultures et des langues d'origine étaient une bonne chose, une source d'enrichissement de la nation américaine (pluraliste ou transnationale). Voir toutes les difficultés de cette supposée « assimilation » dans *Americans in Process* (Woods et al., 1903), en particulier sur les rapports entre Noirs, Irlandais, Italiens et Juifs (Bushée, chap. III) et sur le concept d'assimilation comme « arme à

double tranchant (*two-edged sword*) » (Woods, chap. XII).

43 Meyer Bloomfield, né en Roumanie en 1878, avait fait ses classes dans le Lower East Side de New York, auprès du Henry Street et de l'University Settlement. Encore étudiant à Harvard, il crée la Maison de service civique (Civic Service House, avec des fonds fournis par Pauline Agassiz Shaw), un *settlement*, au 110-112 Salem Street, Boston, où il va expérimenter le projet de Vocation Bureau – agence d'emploi et d'orientation professionnelle – conçu avec Frank Parsons. Parsons est professeur à l'École de droit de Boston University. C'est un réformateur, proche de Bellamy et du christianisme social, qui se bat contre les monopoles (*The Telegraph Monopoly*, 1899) et qui se prononce pour la propriété municipale (*The City for the People*, 1899) et pour la législation directe (*Direct Legislation*, 1900). La Civic Service House abrite rapidement la Women's Trade Union League de Boston, organisée par Mary O'Sullivan, dès novembre 1903. Parsons crée avec Bloomfield le Breadwinners' College en 1904 et, le 13 janvier 1908, le Vocation Guidance Bureau. Mais Parsons meurt prématurément. Bloomfield édite son livre posthume, *Choosing a Vocation* (Parsons, 1909) (qui propose une classification des secteurs d'activités professionnelles, tente de déterminer les qualités personnelles et habiletés requises par tel ou tel emploi et qui contient une intéressante section sur les « Industries Open to Women »),

bientôt suivi par son propre *The Vocation Guidance of Youth* (1911). David Stone Wheeler, recommandé par Charles Zueblin, désormais bostonien, prend la tête de l'agence et reçoit bientôt une demande de service d'orientation de la part du directeur des écoles publiques de Boston. C'est ainsi qu'une expérimentation dans un *settlement* est à l'origine d'une nouvelle discipline, enseignée à l'Université (premier cours à Harvard en 1911) et d'une nouvelle institution de régulation du marché du travail (Savickas, 2009). Follett sera très impliquée dans la généralisation du dispositif et sa connexion avec les centres sociaux de la ville (Tonn, 2003).

44 Dwight Sanderson (1919 : 84) précise en note qu'« une chercheuse aussi affûtée que Mrs Follett dans *The New State* (1918), les utilise de manière interchangeable ». Tufts (1919 : 376-377) s'inquiète également de « la faisabilité du groupe de quartier, pour la tâche qui lui est confiée. Une difficulté ressentie par le citoyen (*city dweller*) – pour reprendre le mode d'expression de Miss Follett – est qu'il n'y a pas de quartier, du moins dans certaines régions. Là où les gens sont presque tous locataires, et se déplacent année après année, sinon de mois en mois, il est presque impossible d'obtenir une conscience de groupe. Et lorsque les conditions industrielles ou foncières classent les gens et déterminent leurs résidences, les voisins sont trop semblables pour que cela engendre des contacts de groupe fructueux. Nos églises sont

pour beaucoup paralysées par cette condition. Elles ont tendance à devenir des organisations de classe – et peut-être sans que ce soit de leur faute. » Ce diagnostic vaut pour les « communautés locales » qu'invoque Dewey dans *Le Public et ses problèmes* (1927/2010), quand il affirme que « la démocratie doit commencer à la maison (at home) et sa maison est la communauté de quartier » (LW.2.368) – une proposition où l'on entend encore l'aspiration à la proximité des *settlements*.

45 Dewey & Tufts (1908 : 451) : « Cet ordre public a un double rapport avec les droits et les devoirs : (1) En tant que contrepartie sociale de leur exercice par les individus, il constitue la *Société Civile*. Il représente ces formes de vie associée qui sont ordonnées et autorisées, parce que constituées par des individus dans l'exercice de leurs droits, ainsi que les formes spéciales qui les protègent et les assurent. Les familles, les clubs, les guildes, les syndicats, les entreprises relèvent du premier chef ; les tribunaux et les organes administratifs civils, comme les commissions publiques des chemins de fer et des assurances, etc., relèvent du second. (2) L'ordre public fixe également les conditions et les modalités fondamentales d'exercice des droits et de garantie des recours à un moment donné ; il est organisé dans le but de définir les méthodes élémentaires d'exercice des activités de ses éléments constitutifs, individuels et collectifs. Sous cet aspect, il s'agit de l'*État*. »

46 La perspective de Bentley, dont la science politique ne retiendra que la notion d'*interest group*, était donc plus nuancée, de même qu'il était moins guidé par une perspective économique que Charles Beard, quand celui-ci écrira *An Economic Interpretation of the Constitution of the United States* (1913), qui tend à faire de la Constitution des États-Unis une projection des intérêts financiers des *Founding Fathers*, rassemblés dans le groupe de pression des *Federalist Papers* (il poursuivra son analyse des conflits de classe aux États-Unis et de la Constitution comme contre-révolution dans *Economic Origins of Jeffersonian Democracy* (1915). À noter que les « organisations de réforme des services publics » (*civil-service-reform organization*) (Bentley, 1908 : 431) doivent justifier par des « tests pratiques » la « réalité » de leurs griefs, afin de valider leurs revendications. « Sa liste de membres peut être courte et sa force financière limitée, mais elle représente un groupement d'intérêts au sein de la population qui est lésée par les "abus" particuliers du gouvernement qui lui ont donné naissance. Son combat est celui de la force qui l'anime, dans la mesure où cette force peut être mise à contribution contre la puissance qui lui est opposée, son succès dépendant de la puissance qu'elle peut elle-même développer dans les moments et les lieux où elle exerce sa pression et où elle prouve la réalité de ses allégations (*contention*) par des tests pratiques (*practical test*). » Bentley avait déjà une perspective

pragmatiste sur les groupes d'intérêt, à la différence des lectures réductrices qui en ont été faites.

47 Charles Merriam avait donné un cours d'économie à la Hudson Guild de John Elliott dans les années 1890 et fréquenté l'University Settlement de New York (Karl, 1974 : 31), puis à Chicago, il avait côtoyé Addams, Ickes, Mead, Flagg, au City Club et à Hull House (*ibid.* : 53). Il gravitait dans les milieux progressistes qui l'avaient soutenu aux élections d'*alderman* en 1909 et 1913, et de maire en 1911, 1915 et 1919. Lors d'un dîner d'hommage à Addams à Chicago, en 1927, il la présentait comme « un homme d'État sans portefeuille, un professeur d'université sans chaire, une femme dirigeante dans un monde fait par l'homme ».

48 Richard T. Ely avait fait venir John Commons à l'Université du Wisconsin-Madison, où il a eu des rapports étroits avec l'administration de Robert M. La Follette. John R. Commons (1934 : 56 et 68) descendait à l'University Settlement à New York et fréquentait Hull House quand il venait à Chicago. Il parle aussi dans ses mémoires (*ibid.* : 75-76) du « *settlement* communiste/communautaire », Blithedale (du nom du roman de Nathaniel Hawthorne), que sa femme et lui ont partagé avec un groupe d'économistes à Washington. Ely avait de même des rapports réguliers avec Addams autour de 1901 – dans des lettres de janvier, il l'encourage à continuer son *Democracy and Social Ethics* et l'invite

à le tenir au courant de l'avancement du manuscrit, qu'il publiera dans sa collection « The Citizen's Library ». Plus tard, en février, Addams lui demande s'il inviterait Kropotkine à Madison, ce qu'il accepte de faire à domicile. Ni Ely ni Commons n'ont cependant pu fréquenter les *settlements* de Madison : Neighborhood House n'y sera créée qu'en 1916 dans le quartier italien.

49 Pour mieux comprendre le petit milieu des *settlers* et des réseaux socialisants de New York, James Graham Phelps Stokes était né dans l'une des familles les plus riches de la ville, épiscopaliennne, connue pour ses actions philanthropiques. Rose Pastor Stokes (2002 ; Hochschild, 2020) avait travaillé de l'âge de 12 ans jusqu'à ses 23 ans dans une fabrique de cigares à Cleveland. Elle est alors embauchée par le *Yidishes Tageblatt* à New York. Elle côtoie à l'University Settlement Leonard T. Abbott, Algernon H. Lee, William English Walling, Ernest Poole, Leroy Scott, Maud Younger, qui auront tous de brillantes carrières d'auteurs et de politiciens. Rose et James rejoignent en 1905 et 1906 le Parti socialiste (Socialist Party of America) après que James a été second sur la liste de la Ligue pour la propriété municipale de W. R. Hearst – contre l'avis de son épouse. Rose est proche de Eugen Debs et Max Eastman, mais aussi de Margaret Sanger et Emma Goldman, avec qui elle milite pour la contraception (*birth control*). La sœur de Stokes, Caroline Phelps, épouse en 1903 Robert Hunter (qui vient de piloter

l'enquête sur les *Tenement Conditions in Chicago*, 1901). En 1905, ils créent avec Florence Kelley, Jack London, Clarence Darrow et Upton Sinclair, l'Intercollegiate Socialist Society – Stokes en est vice-président alors que Sinclair et London la président, puis Stokes en devient président à son tour en 1907. Rose deviendra une leader du mouvement ouvrier, impliquée dans de nombreuses grèves avec Stokes, dont celle des couturières de chemisiers (*shirtwaist-makers' strike*) de 1909, se battant contre la guerre (alors que Stokes rejoignait la Garde nationale de l'Armée de New York). Elle est une des co-fondatrices du Parti communiste d'Amérique (1919).

50 Tous ces efforts ne vont pas sans difficultés : si Hull House parvenait à communiquer avec la frange la plus éduquée de la communauté italienne, à travers, notamment, Alessandro Mastro-Valerio, journaliste et résident du *settlement*, et, à travers lui, à organiser des événements à la mémoire de Mazzini et Garibaldi, et si Addams, comme personne, s'exerçait à interpréter le plaisir du vagabondage des apprentis gangsters ou le travail de la mémoire des mères italiennes, le trop petit nombre d'animateurs italiens rendait difficile de faire venir des gamins. Hull House se trouvait dans une situation de concurrence avec le Madonna Center, créé en 1898, financé par la famille Amberg, propriétaire de carrières de granit, centre paroissial attaché à l'église du Saint Ange Gardien. Les Italiens avaient leur propre réseau de sociétés de secours mutuels et de

lieux de divertissement. Ils étaient étroitement attachés à leurs paroisses, dont les prêtres condamnaient les *settlements* pour leur anticléricalisme (Hull House avait accueilli le Club Giordano Bruno et s'opposait au boss John Powers, favorable à la construction d'une nouvelle église catholique dans le quartier). Ils avaient leur propre système de patronage par des protecteurs-médiateurs et, à partir des années 1910, se développera le crime organisé de l'Outfit. Et tandis que les filles restaient à la maison aider leur mère, les garçons faisaient partie des *street corner gangs*.

51 On retrouve l'expression de « gouvernement populaire » dès les *Oceana* et autres écrits de James Harrington (1658). Les textes lus par les activistes réformateurs étaient, après les quatre essais de Henry Sumner Maine (*Popular Government*, 1885), toutes sortes de brochures sur l'institution de la propriété publique et la réforme des services publics puis, au moment du succès du Parti progressiste, le livre de William H. Taft (*Popular Government : Its Essence, Its Permanence and Its Perils*, 1913) ou le traité de A. Lawrence Lowell (*Public Opinion and Popular Government*, 1913).

52 Certains commentateurs ont souligné l'étrange mélange de radicalisme et de conservatisme qui transparait chez ces auteurs. Voir le jugement un peu sévère d'Edward S. Shapiro (1978) sur Woods, dont le rêve semblait être avant tout celui

de la restauration de la communauté locale, de la paroisse des petites villes de Nouvelle Angleterre contre leur désintégration par le conflit social, ethnique et religieux. Il y voit une « nostalgie fin de siècle » de l'élite bostonienne – à quoi on ne peut complètement réduire le projet de « reconstruction sociale » de Woods, quel que fût, et il était fort, son désir d'intégration organique de la vie collective. Un tel désir n'était pas non plus absent de chez Addams, chez qui Marilyn Fischer (2013b) piste des traces du livre de John Morley (1874, *On Compromise*). Elle se fonde sur une citation de son « Pragmatism in Politics » (1912b : 12) : « Les mesures appropriées pour le progrès social ne peuvent être mises en œuvre qu'avec le consentement de tout le peuple et la sagesse de tels plans est mieux discutée en relation avec la réalisation de l'opinion, pour utiliser la belle expression de John Morley. » De là, elle repère une relation avec Edmund Burke – ce qui là encore paraît excessif (lire en contrepoint l'interprétation de Seigfried, 2009).

l'intelligence générale est endormie, avec ses communications faibles et brisées, jusqu'à ce qu'elle dispose du public comme médium. Il semble par moments que nous soyons sur le point d'étendre indéfiniment ce que nous appelons notre public, et qu'à moins de l'étirer jusqu'aux dimensions du monde, les messages les plus significatifs de notre époque puissent facilement nous échapper. » Elle rejoint directement la discussion du *Public et ses problèmes* (1927/2010) sur la « grande communauté ». On pourrait relire le débat à distance entre Dewey et Addams autour du pacifisme comme celui de la création d'un public international, porteur d'une « conscience mondiale » (le thème du sous-titre des *Second Twenty Years*), qui met l'émotion, la moralité et l'intelligence collectives au service de la fondation d'agences et de dispositifs destinés à prévenir et à endiguer le risque de conflit international violent (Dykhuizen, 1973 : 162-165).

53 La dernière phrase des *Second Twenty Years at Hull-House* (1930 : 413), où Addams évoque l'ouverture de la recherche et de la discussion à l'échelle nationale et internationale, à travers l'implication du Social Science Research Council dans la recherche sur les migrations et la création de la Commission internationale de coopération intellectuelle de la Société des nations (ancêtre de l'Unesco) est la suivante : « Dewey nous a dit que